L'Histoire
www.lhistoire.fr

Grèves de
1936
LA MAIN
DE MOSCOU

1776
LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE

- Un séisme mondial
- 13 colonies en guerre contre l'Angleterre
- «Tea Party» : haro sur les droits de douane !
- Amérindiens, les grands perdants
- New York en flammes...



Washington traversant le Delaware, Emanuel Leutze, 1851

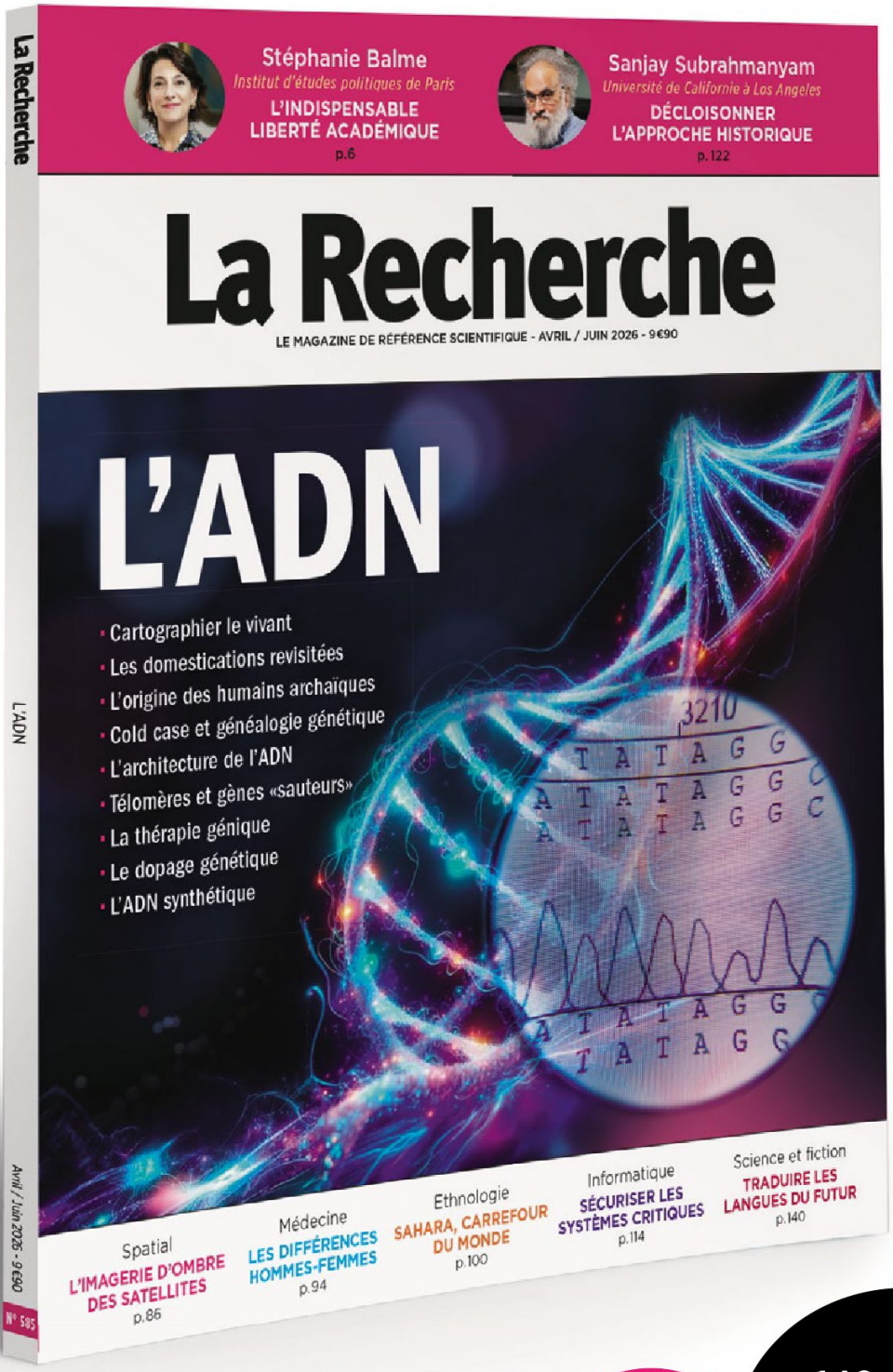
BEL 7,90€ - LUX 7,90€ - CH 12,50CHF - D 8,70€ - ESP 7,90€ - IT 7,90€ - GR 7,90€ - PORT.CONT 7,90€ - DOM 7,90€ - NCAL 1030XPF - MAR 73MAD - TUN 11,50TND - CAN 11,99$CAD

L 13413 - 542 S - F: 6,90 € - RD

27 SCIENTIFIQUES PARTICIPENT À CE NUMÉRO

La Recherche

LE MAGAZINE DE RÉFÉRENCE SCIENTIFIQUE



Chez votre marchand de journaux

148 pages
MAGAZINE-LIVRE
Trimestriel

America, Great Again

Ce fut un séisme : le 4 juillet 1776, les représentants des Treize Colonies, réunis en Congrès à Philadelphie, proclamaient le droit des colonies à être des États libres et indépendants, déliés de tout engagement politique avec l'État de Grande-Bretagne.

Pour les Américains, qui veulent d'abord voir les dynamiques internes aboutissant à cette spectaculaire émancipation, c'est une « révolution ». Les Français, eux, avaient pris l'habitude de l'appeler « guerre d'Indépendance », insistant sur les rivalités des puissances qui se partagent alors l'espace atlantique, et notamment sur l'implication de la France (1778), de l'Espagne (1779) et des Provinces-Unies (1780). Il est vrai qu'on se battit à Ouessant, à Gibraltar, et jusqu'à Saint-Louis du Sénégal.

Quoi qu'il en soit, on ne comprend rien à cet événement global si on ne remonte pas à 1763 : la victoire décisive des Anglais dans la guerre de Sept Ans modifia l'histoire du monde, à commencer par la relation de Londres avec ses colonies. Victorieuse mais affaiblie, la Couronne exigea des taxes, refusées avec énergie par les élites de Nouvelle-Angleterre. Il ne fallut pas longtemps pour que, à Boston, les fusils des miliciens répondent à ceux des soldats britanniques. *« No King! No Tax! »* Aidée par la France, la guerre serait celle de la liberté.

C'est à l'autre Amérique que nous voulons rêver, assez grande pour regarder son histoire en face, et retrouver le chemin de ses premiers engagements

En notre début de siècle, des voix discordantes nous ont appris à regarder l'envers de cette histoire triomphale. La révolution a sa face sombre : la violence des milices ; l'aveuglement volontaire sur le sort des esclaves que la Constitution de 1787, texte minimaliste de compromis, allait abandonner pour un siècle aux intérêts des planteurs de Géorgie ; l'expansionnisme d'un jeune État qui allait sans tarder remplacer une colonisation par une autre, dont les Amérindiens, loyalistes ou pas, seraient les grands perdants.

Il n'allait pas de soi que cette Confédération improvisée (4 millions d'habitants en 1790) devienne, en quelques décennies, la première puissance mondiale. L'indépendance allait lui donner des ailes : à l'ouest du Mississippi, comme sur l'ensemble du continent, la nouvelle république serait impériale.

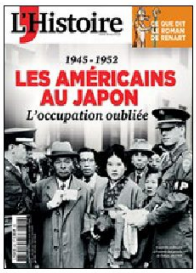
C'est cette Amérique-là qui grimace aujourd'hui, alors que, sous des prétextes aussi divers que mal argumentés, un président états-unien fait un usage pervers de la Constitution, s'appuyant sur la force et méprisant le droit, envoie les milices au risque de la guerre civile, soutient l'agression du Capitole, piétine les droits des étrangers et des minorités, et tourne le dos à l'Europe.

On ne s'étonnera pas que, à l'heure des commémorations, les festivités voulues par Donald Trump – foire-expo, sports de combat et prières collectives – s'apparentent à un retour en arrière. En ce 250e anniversaire, c'est pourtant à l'autre Amérique que nous voulons rêver, assez grande pour regarder son histoire en face, et retrouver le chemin de ses premiers engagements, ceux des constituants de Virginie appelant au « bien commun » ou ceux du New Jersey qui, dès 1776, donnaient le droit de vote aux femmes. Pour un instant renouer avec l'exaltation du Comité des Cinq, gravant dans le marbre que « *tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur* ». Autant d'idéaux qui, circulant dans l'espace atlantique, allaient le soulever pour longtemps. Treize ans plus tard, ils inspireraient la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen, un texte en partie rédigé par La Fayette, dont les brouillons furent annotés par Jefferson, alors ambassadeur à Paris. Même si ces principes furent trop souvent foulés aux pieds par l'histoire, ils restent notre Décalogue, et nous obligent. C'est ainsi, monsieur Trump, que l'Amérique est grande ! ■

L'Histoire

@ Retrouvez toute l'actualité de *L'Histoire* sur www.lhistoire.fr

Un ingénieur français au Japon



*Vous avez été nombreux à réagir à notre numéro « Les Américains au Japon. L'occupation oubliée » (*L'Histoire *n°540, février 2026). Pierre Ladet nous écrit :* « C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu l'article de Pierre-François Souyri "États-Unis : un siècle de visées sur le Pacifique". » *Il tient, cependant, à préciser le rôle de la France dans l'ouverture du Japon à partir des années 1850, notamment de l'ingénieur François Léonce Verny. Celui-ci a* « conduit la construction de l'arsenal de Yokosuka et du chantier naval pendant dix ans, effectuant ainsi un transfert de technologies de grande ampleur accompagné d'une formation prodiguée aux futurs cadres de l'industrie japonaise, certains d'entre eux faisant même un séjour en France où ils acquièrent une connaissance qui leur sera utile dans le développement de l'industrie métallurgique japonaise. Verny s'intéresse également à l'industrie de la soie. La France souffre d'une crise séricicole sans précédent avec la maladie de la pébrine et cherche d'autres sources d'approvisionnement. Les Japonais souhaitent, de leur côté, créer une industrie de la soie encore inexistante et s'inspirer de la filière française, qu'ils ont pu observer lors d'une mission en France. Ce sera là l'origine de la filature de Tomioka, fondée en 1872 et équipée de matériels français. Verny est apparenté, par sa mère, à la famille de Montgolfier. En 1866, alors qu'il embarque à Marseille, il est accompagné du photographe Émile de Montgolfier, qui effectuera une remarquable série de clichés des travaux et des installations de Yokosuka. Son souvenir est entretenu au Japon depuis son départ définitif en 1875. Chaque année, une cérémonie est organisée à Yokosuka, au cours de laquelle sa mémoire est évoquée dans le parc qui porte son nom et où se dresse la statue de l'ingénieur ardéchois ».

Patrick Chadelat réagit à l'article « Pacifier et démocratiser » de Michael Lucken pour évoquer le photographe Ken Domon, « maître du réalisme japonais, dont les œuvres ont été exposées à la Maison de la culture du Japon à Paris en 2023. Ce reporter s'est appliqué à photographier ses compatriotes survivants à Hiroshima. Ses témoignages sont saisissants, son regard, profondément humain. On peut dire que c'est un grand chroniqueur ».

Jeanne Arbogast nous écrit : « J'ai beaucoup aimé l'article de Constance Sereni sur la figure ambivalente des *panpan girls*, ces jeunes prostituées japonaises au service des soldats américains, symbole de l'humiliation du peuple japonais d'après-guerre, mais qui peuvent aussi connaître une certaine forme d'émancipation. »

Beaumarchais, un prête-nom ?

Christian Sigel souhaite apporter une précision, à propos de l'article de Gilles Montègre intitulé « Du nouveau sur Beaumarchais, l'entrepreneur des Lumières » (*L'Histoire* n° 539, janvier 2026), : « *Dans la société-écran, créée pour envoyer des armes aux insurgents américains en 1776, Beaumarchais n'était qu'un prête-nom. L'affaire est dirigée par Carrier de Montieu, entrepreneur des armes pour le roi, riche personnage influent.* »

La réponse de Gilles Montègre

Les archives de la BNF confirment, en effet, que Jean Joseph Carrier de Montieu joua un rôle central dans cette activité, avant que Beaumarchais finisse par contester ses méthodes. Mais Beaumarchais est loin de n'avoir été qu'un prête-nom dans la vaste entreprise d'aide militaire secrète déployée pour venir en aide aux jeunes États-Unis d'Amérique. A partir d'octobre 1776, il loue, dans le quartier parisien du Marais, l'hôtel dit « des Ambassadeurs de Hollande » (47, rue Vieille-du-Temple), depuis lequel il coordonne les commandes et transferts de matériel impliquant de nombreux ports et centres manufacturiers français.

Annonce

Séraphin Prest cède sa collection de *L'Histoire* de 2000 à 2024. A retirer en Moselle : 06 82 03 67 22.

Rectification

Une manœuvre malencontreuse a fait sauter le nom de famille des trois « magistrats inflexibles » dans l'encadré de notre dossier « Les juges et le pouvoir. De Montesquieu à Trump » (*L'Histoire* n° 538, décembre 2025, p. 53). Il s'agit d'André Braunschweig, Eva Joly et de Renaud Van Ruymbeke.

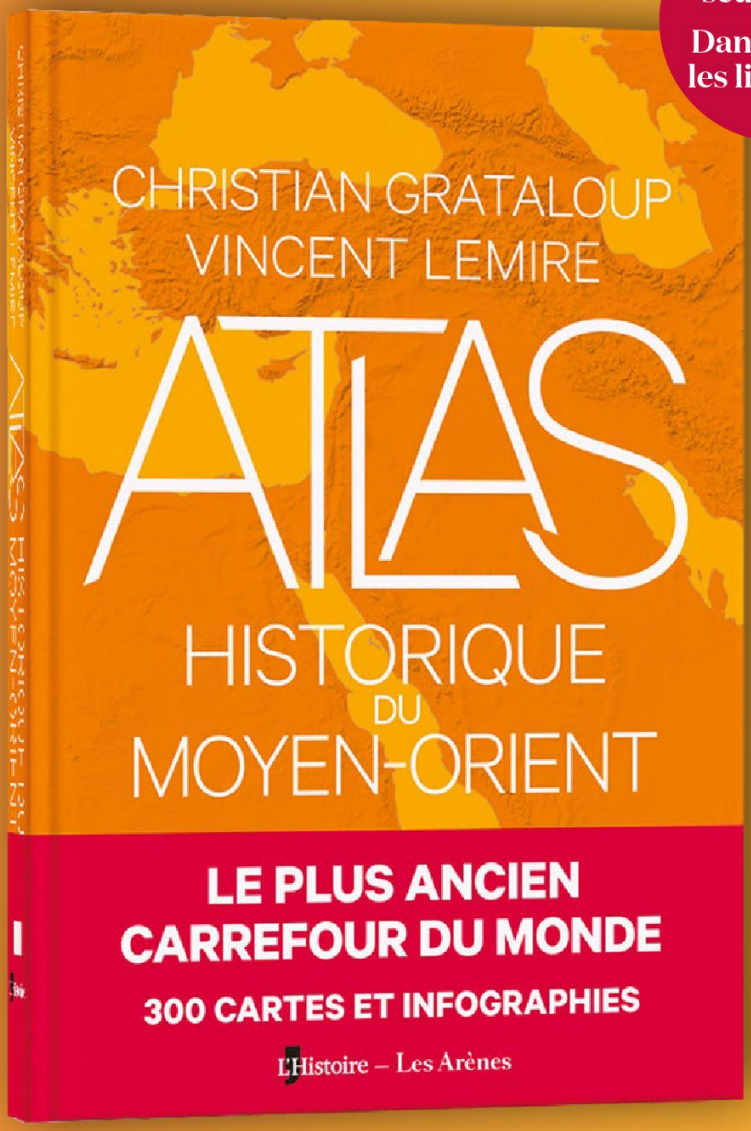
En vous inscrivant à l'adresse privilege-abonnes @histoire.presse.fr, vous pourrez recevoir la newsletter et les informations de *L'Histoire*.

Sauf mention contraire de son auteur, toute lettre parvenue à la rédaction de *L'Histoire* est susceptible d'être publiée dans le magazine. Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des lettres sélectionnées.

L'Histoire

La rédaction de *L'Histoire* est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective.
Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L.122-4 du Code de propriété intellectuelle).
Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70. Fax : 01 46 34 67 19).
L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les nom, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec *L'Histoire*, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.
Commission paritaire n° 1130 K 83242. ISSN 0182-2411.
L'Histoire est publiée par les Éditions L'Histoire
Président-directeur général et directeur de la publication : Claude Perdriel
Dépôt légal mars 2026
© 2026 Éditions L'Histoire
Origine du papier : Autriche
Eutrophisation (Ptot) : 0,018 kg/tonne
Taux de fibres recyclées : 33 %.
Imprimé par BLG, Toul (54), France
Certifié PEFC

25 €
seulement
—
Dans toutes
les librairies

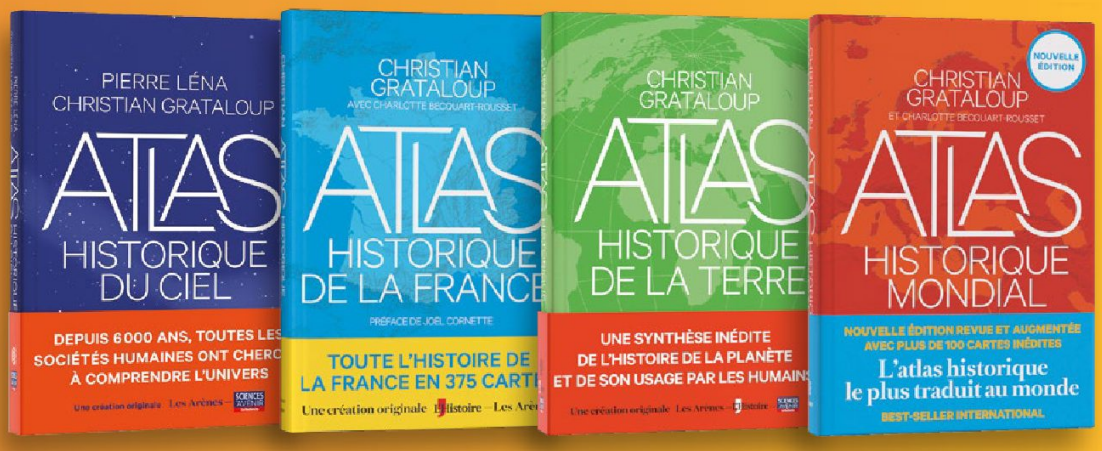


Le monde à la lumière de l'Histoire

« Une mine d'or pour les étudiants et les enseignants. Superbe. »
Le Devoir

« Un livre indispensable pour comprendre notre Histoire. »
France Culture

Les atlas de référence de Christian Grataloup en coédition avec *L'Histoire*



L'Histoire Les Arènes

ARCHÉOLOGIE

La France fouille encore en Libye !

Depuis 1976, la Mission archéologique française en Libye œuvre à la découverte du patrimoine du pays et à sa protection, ainsi qu'à la formation d'un personnel local.

Tripoli, 12 décembre 2025, le Musée national de Libye rouvre ses portes. Installé au sein du Saraya al-Hamra – la citadelle rouge –, il étale, sur 10 000 m², la richesse de ses collections : mosaïques et sculptures gréco-romaines, armes et costumes ottomans, animaux naturalisés. Une inauguration très attendue, après quatorze années de fermeture dont six pour travaux menés par la Mission archéologique française en Libye (MAFL), en coopération avec le département des Antiquités de Libye et la fondation Aliph. Si elle n'est pas la plus connue des missions archéologiques françaises à l'étranger, la MAFL fête, en 2026, ses 50 ans d'existence. Fondée en 1976 par l'helléniste François Chamoux, elle prend son essor avec son successeur, l'historien André Laronde, qui, de 1981 jusqu'à son décès en 2011, diversifie les projets en Cyrénaïque puis en Tripolitaine. Dans un contexte délicat, l'ancienne colonie italienne alors aux mains de Mouammar Kadhafi (1969 à 2011), les résultats s'avèrent impressionnants. Les fouilles est terrestres puis subaquatiques menées à Apollonia, dans l'est du pays, ont mis au jour les thermes, le rempart et surtout le port de cette cité qui, à la fin de la période hellénistique, s'est affranchie de la tutelle de Cyrène. A l'ouest, les chantiers entrepris à Leptis Magna, dont l'empereur romain Septime Sévère était originaire, ont révélé l'existence des Thermes du Levant.



Victoire (IIe siècle av. n. è.) découverte à Cyrène.

Depuis 2011, la direction de la MAFL est assurée par Vincent Michel. Cet archéologue, présent dans le pays depuis 2001, rappelle que *« la Libye est un pays célèbre – par Kadhafi, le pétrole, ou des batailles de la Seconde Guerre mondiale comme Bir Hakeim – mais au patrimoine archéologique méconnu »*. Pour valoriser cette richesse, la MAFL, initialement axée sur la période gréco-romaine, a élargi ses recherches. Vers la préhistoire, avec la fouille d'un abri sous roche à Abou Tamsa, l'Antiquité tardive, avec le site d'Érythron-Latrun, qui permet d'analyser l'occupation d'un village entre le IVe siècle avant notre ère et le VIIIe siècle, et même la période islamique, avec la cité médiévale de Syrte. Des travaux repris en 2024 après douze années d'arrêt forcé.

Les missions de la MAFL, en lien avec le Département des Antiquités de Libye dirigé par Mohamed Sharjouki, portent aussi sur la formation d'un personnel libyen à la restauration et aux méthodes d'archéologie et de conservation préventive (fouilles d'urgence, réalisation de plans, prise de photographies) car certains sites sont menacés de disparaître sous l'urbanisation galopante. Et puis, il y a la lutte contre le trafic de biens culturels. *« A partir de 2011,* explique Vincent Michel, *la Libye est apparue comme un territoire particulièrement vulnérable au pillage. Pour la MAFL, il s'agit d'un véritable laboratoire pour étudier le triptyque : objets visés, routes empruntées, réseaux organisés. »* Un combat qui passe par le maintien des liens entre Français et Libyens. *« Malgré la situation géopolitique difficile, nous y sommes toujours parvenus. »* Pour faire découvrir ce travail, l'ambassade de France en Libye organise, avec la MAFL, une exposition, à partir du 13 mai, à l'Institut du monde arabe, à Paris, sur ces cinquante années de coopération franco-libyenne. ■

MISSION ARCHÉOLOGIQUE FRANÇAISE DE LYBIE – ALEXANDER ZEMLIANICHENKO/AP/SIPA

Moscou

MUSÉE DU GOULAG

Ouvert en 2004 et fermé en 2024 pour raisons de sécurité, le musée de l'Histoire du Goulag, seul de son genre en Russie, a définitivement fermé. Ses locaux serviront dès cette année à exposer les crimes nazis et la mémoire des *« victimes du génocide du peuple soviétique »* pour *« l'éducation patriotique et l'instruction historique des jeunes générations »*.



France-Afrique

MANSA MAGAZINE

Suggérée à Emmanuel Macron par Achille Mbembe, qui l'imaginait sur le modèle de l'Institut du monde arabe, la Maison des mondes africains a ouvert en octobre 2025. Dédiée aux cultures et aux créations des mondes africains et afro-diasporiques, elle lance sa revue culturelle biannuelle et bilingue (français/anglais) le 3 avril.

Dreyfus

RETOUR À RENNES

C'est à Rennes qu'eut lieu le procès en révision du capitaine Dreyfus, en 1899. Le musée de Bretagne présente, dans son nouveau parcours, les enjeux de l'Affaire, le déroulement du procès de Rennes et l'homme Dreyfus. A partir du 20 juin.

Anniversaire

LA CONTEMPORAINE

Créée en 1918, la vieille BDIC a fait peau neuve en 2021 sous le nom de La Contemporaine. L'institution collecte, conserve et valorise des fonds dédiés aux conflits, depuis la Commune, et à leurs conséquences. Pour son 110e anniversaire, en 2028, une publication et un grand colloque sont prévus, en partenariat avec le projet de recherche européen Activate.

Snapchat

AU LOUVRE

Après les œuvres de l'Égypte antique, le musée et l'AR Studio de Snapchat invitent les visiteurs à faire connaissance avec d'« Illustres inconnus » présents dans les salles, que ce soit Anne de Clèves par Holbein *(ci-dessous)*, la Korè de Samos ou le Code d'Hammourabi.

@ Pour en savoir plus : www.lhistoire.fr



GRANDPALAISRMN (MUSÉE DU LOUVRE)/ADRIEN DIDIERJEAN – JOEL SAGET/AFP

PORTRAIT



Anne-Claire Legendre à l'IMA

C'est à l'unanimité que Anne-Claire Legendre a été élue présidente de l'Institut du monde arabe le 17 février dernier : une belle preuve de confiance qui devrait permettre à cette diplomate de poursuivre l'action ambitieuse de cet établissement unique. Arabisante, elle dispose d'une bonne connaissance de l'ensemble de la région : elle a été en poste au Yémen, ambassadrice au Koweït et à l'ONU pour les dossiers relatifs au Moyen-Orient. En France, elle a travaillé notamment sur les relations bilatérales France-Algérie, puis est devenue conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient au cabinet de Laurent Fabius et, de décembre 2023 à février 2026, à l'Élysée, où elle a œuvré en particulier pour la reconnaissance de l'État de Palestine. Une expérience précieuse pour aborder sereinement la préparation du 40e anniversaire de l'IMA, en 2027.

INSTITUT DU MONDE ARABE

Écoutez ce qu'hier nous prépare.



LE COURS DE L'HISTOIRE
DU LUNDI AU VENDREDI
9H – 10H
Xavier Mauduit

En partenariat avec L'Histoire

france culture
L'esprit d'ouverture.

© Radio France/C. Abramowitz

On va en parler

LES GENS

László Nemes



… et Jean Moulin

Le talentueux réalisateur hongrois (*Le Fils de Saul*, *Sunset* et *Orphelin*, actuellement en salle, voir les critiques d'Antoine de Baecque sur www.lhistoire.fr) et francophile, a décidé de s'intéresser à une figure emblématique de la Résistance : Jean Moulin. Le film devrait sortir à l'automne 2026.

Christophe Leribault



Au Louvre

Conservateur général du Patrimoine, spécialiste du XVIIIe siècle, fort de son expérience au Petit Palais, à Orsay et à Versailles, il prend les rênes du Louvre en pleine turbulence.

DANS VOS POCHES

Parmi les inédits

■ Thibault Tellier, *Histoire de la banlieue*, Pocket, « Agora histoire », 2026.

■ Johann Chapoutot, *Le Meurtre de Weimar*, PUF, « Quadrige poche », 2026. Magistrale analyse de la fin de la république allemande à partir d'un fait divers, l'assassinat, dans un bourg de Silésie, d'un ouvrier communiste par cinq SA en août 1932.

Réédition

■ Thierry Lentz publie chez Perrin, « Tempus », un *Napoléon. Dictionnaire historique* de 1 300 pages pour 300 entrées – de l'« Abdication » de 1814 à la création de l'éphémère « Westphalie » –, version revue et augmentée de l'ouvrage de 2020. Aussi chez « Tempus », l'ouvrage dirigé par Sylvain Gouguenheim *Les Empires médiévaux*, avec une vingtaine de contributeurs. Et celui de Joshua Rubenstein, *Les Derniers Jours de Staline*, trad. Johan-Frédérik Hel Guedj.

■ A La Découverte, « Repères histoire », les deux volumes de *La Culture de masse en France*, le premier (1860-1930) par Dominique Kalifa, le deuxième (1930-1990) par Loïc Artiaga et Matthieu Letourneux. Déjà des références. On espère un troisième sur les trente dernières années…

LA VIE DE L'ÉDITION

24 HEURES CHEZ FLAMMARION

Une nouvelle collection qui se concentre sur une journée remise dans son contexte. François Luciani l'a inaugurée avec *Kiev, 24 février 2022* : la première journée de guerre vue par six personnages inspirés de témoins réels. Le directeur de la collection, Christophe Barreyre, annonce un *Berlin, 9 novembre 1989*.

« LE NŒUD GORDIEN » FAIT PEAU NEUVE…

Fondée en 1998 par Lucien Bély, Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli, la prestigieuse collection des PUF change de comité éditorial en 2026 : Vincent Azoulay, Johann Chapoutot, Olivier Coquard, Pierre Cosme, Marie Dejoux, Jérémie Foa, Claire Fredj, Claude Gauvard et Hervé Leuwers. Vient de sortir *Tirage au sort et démocratie* de Nina Roux. Sont annoncés *Changer d'alphabet* par Emmanuel Szurek et *L'Histoire d'Ahmad Khan* par Rahul Markovits.

HOMMAGES

Frederick Wiseman



L'Amérique au cœur

Mort le 16 février, à 96 ans, ce documentariste à l'œil acéré – et universitaire, notamment à Harvard – laisse des témoignages et des tableaux exceptionnels de la société et des institutions américaines comme françaises : *Juvenile Court*, *Welfare*, *La Danse. Le ballet de l'Opéra de Paris*…

Hélène Ahrweiler



Reine de Byzance

Universitaire renommée (sa thèse sur Byzance et la mer est une référence), rectrice, directrice du Centre Pompidou, cette intellectuelle polyphonique, résistante pendant la Seconde Guerre mondiale, est morte dans sa 100e année, le 16 février. Son livre sur *L'Idéologie politique de l'Empire byzantin* (PUF, 1975) reste un classique.

Hélène Mouchard-Zay



Au nom de son père

Par son témoignage et son engagement, elle nous a permis de comprendre l'œuvre de son père Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts du Front populaire. Par son implication au Cercil-Musée-Mémorial des enfants du Vel d'Hiv à Orléans, elle a permis d'écrire l'histoire des camps du Loiret, apportant sa pierre à celle de l'extermination des Juifs d'Europe. Elle est morte le 2 mars, à 85 ans.

@ Tous les hommages à retrouver sur www.lhistoire.fr

SHANE ANTHONY SINCLAIR/GETTY IMAGES EUROPE/GETTY IMAGES/AFP – THOMAS PADILLA/AP/SIPA – PIERO OLIOSI/POLARIS/STARFACE – ZEUS+DIONE/DR – JEAN-MARC LHOMER/BESTIMAGE

RENCONTRES

■ NANTES, KERNEIS 30 MARS
Marie-Anne Matard-Bonucci intervient à l'amphi Kerneis sur « Le fascisme et la Méditerranée », pour l'association Nantes Histoire.

■ PARIS, SORBONNE 30 MARS ET 13 AVRIL
Philippe Chassaigne, dans « La Grande-Bretagne au XIXe siècle : première et seule puissance mondiale » (le 30 mars) et Gilles Pécout, avec « L'unification de l'Italie : grand éveil méditerranéen du XIXe siècle » (le 13 avril), conférences organisées par l'Association des historiens à la Sorbonne.

■ PARIS, CENTRE MALHER 7 ET 14 AVRIL
« Expérimentations urbaines en Europe » par Alice Thomine-Berrada (le 7) et « Les métamorphoses de Paris : la révolution haussmannienne » par Bertrand Lemoine (le 14).

■ MARSEILLE, ALCAZAR 21 AVRIL
Camille Schmoll s'interroge sur « Mériter l'Europe ? Voies de passage, migrations (il)légitimes et frontières politiques au XXIe siècle », dans le cycle de conférences sur Marc Bloch organisé par l'EHESS, à la bibliothèque de l'Alcazar, à Marseille.

MUSÉE DE L'HOMME

Restes humains



La question des restes humains est devenue un sujet majeur dans le monde contemporain, tant pour les scientifiques que pour la société. Longtemps, cette part matérielle si particulière de l'humanité n'a guère été sur le devant de la scène, ne suscitant ni débats ni revendications. Aujourd'hui, les restes humains sont au cœur de l'actualité scientifique, politique, patrimoniale, et font l'objet de demandes de restitution. Une conférence-débat, « Les restes humains dans la cité : pratiques et déontologie », propose d'éclairer ce sujet sensible, complexe, parfois difficile. Avec Céline Bon, Laure Cadot, Christophe Marion et Stéfan Tzortzis.
Le 11 mai à 18 heures au musée de l'Homme, à Paris. Entrée gratuite et libre. Inscription en ligne conseillée.

@ Inscription : www.museedelhomme.fr/fr/conference/les-restes-humains-dans-la-cite-pratiques-et-deontologie

TOULOUSE, L'HISTOIRE À VENIR, 14-17 MAI

Jouer avec le feu ?

Pour sa 9e édition, le festival toulousain propose d'aborder des notions aussi diverses que l'incendie, l'éclairage public ou… l'amour.



Août 2025 : dans le massif des Corbières, 13 000 hectares de végétation dont 3 350 hectares de forêt brûlent. Le plus important sinistre du dernier demi-siècle sur le pourtour méditerranéen. Les organisateurs du festival toulousain L'Histoire à venir, frappés par cette catastrophe voisine, décident de consacrer aux « Feux » leur 9e édition.
Rassurez-vous, le feu n'y sera pas vu sous son seul angle inquiétant, les incendies, les guerres. C'est aussi le foyer qui rassemble les familles, le feu de l'amour, de la passion, de la discussion. De sa maîtrise dans les premières sociétés aux images de guerre quotidiennes, il se décline, telle la langue d'Ésope, comme vecteur de progrès et de destruction, d'où le pluriel du titre. Parmi les invité(e)s attendu(e)s, Catherine Perlès, Vinciane Pirenne-Delforge et Corinne Bonnet pour la conférence inaugurale au Pavillon République, ainsi que Sophie Reculin pour l'éclairage public. Des propositions originales sont prévues : une visite de l'usine AZF dont l'explosion, en septembre 2001, fit une trentaine de victimes, par Olivier Saint-Hilaire ; une balade sur les traces de Vanini, figure du libertinage érudit, brûlé à Toulouse en 1619 ; un débat avec Elsa Génard dans une prison désaffectée. Des projections aussi, sous la houlette de Natacha Laurent, dont l'attendu *Guerre du feu* de Jean-Jacques Annaud. Enfin, une réflexion, à l'heure où tant de lieux dans le monde sont bombardés, sur la destruction et la préservation des archives et des sites. ■

@ Renseignements : https://lhistoireavenir.eu

Revue mensuelle créée en 1978,
éditée par les Éditions L'Histoire
41 *bis*, avenue Bosquet, 75007 Paris

Président-directeur général et directeur de la publication : Claude Perdriel
Directeur éditorial : Maurice Szafran
Directeur éditorial adjoint : Guillaume Malaurie
Conception graphique : Dominique Pasquet
Éditeur : Alain Scemama

Pour toute question concernant votre abonnement
Tél. : 01 55 56 71 19
Courriel : abo.histoire@groupe-gli.com
L'Histoire, service abonnements
45, avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex
Belgique : Édigroup Belgique, tél. : 070 233 304
Suisse : Édigroup SA, tél. : 022 860 84 01
Tarif France : 1 an, 12 n[os] : 67 €
1 an, 12 n[os] + 4 n[os] *Hors-série. Collections* : 89 €
Tarif autres pays : nous consulter

Achat de revues et d'écrins
L'Histoire, 45, avenue du Général-Leclerc,
60643 Chantilly Cedex
Tél. : 01 55 56 71 19

RÉDACTION, DOCUMENTATION, RÉALISATION
Tél. : 01 70 98 suivi des 4 chiffres
Courriel rédaction : courrier@histoire.presse.fr
Directrice de la rédaction : Valérie Hannin (19 49)
Assistante de rédaction : Marie Alberto Jeanjacques (19 51)
Conseillers de la direction : Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney
Rédactrice en chef : Héloïse Kolebka (19 50)
Rédacteur(rice)s en chef adjoint(e)s : Géraldine Soudri (19 52), Olivier Thomas (19 54)
Secrétaire général de rédaction : Raymond Lévêque (19 55)
Chef de rubrique : Ariane Mathieu (19 53)
Rédaction : Julia Bellot (19 60), Lucas Chabalier, Domitille de Gavriloff, François Mathou, Huguette Meunier, Nina Tapie (19 30)
Rédaction-révision-correction : Hélène Valay
Directrice artistique : Marie Toulouze (19 57)
Service photo : Jérémy Suarez-Lalouni (19 58)

COMITÉ SCIENTIFIQUE
Pierre Assouline, Jacques Berlioz, Patrick Boucheron, Catherine Brice, Bruno Cabanes, Johann Chapoutot, Joël Cornette, Clément Fabre, Anaïs Fléchet, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Emmanuel Laurentin, Julien Loiseau, Pap Ndiaye, Fabien Paquet, Olivier Postel-Vinay, Yann Potin, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Claire Sotinel, Pierre-François Souyri, Laurent Theis, Annette Wieviorka, Olivier Wieviorka, Michel Winock

CORRESPONDANTS
Dominique Alibert, Claude Aziza, Vincent Azoulay, Antoine de Baecque, Esther Benbassa, Françoise Briquel-Chatonnet, Guillaume Calafat, Jacques Chiffoleau, Alain Dieckhoff, Hervé Duchêne, Olivier Faron, Marie Favereau, Christopher Goscha, Christian Grataloup, Isabelle Heullant-Donat, Gilles Kepel, Matthieu Lahaye, Marc Lazar, Olivier Loubes, Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Matard-Bonucci, Guillaume Mazeau, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Michel Porret, Yann Rivière, Isabelle Surun, Boris Valentin, Sylvain Venayre, Catherine Virlouvet, Nicolas Werth

Ont collaboré à ce numéro :
Violette Bluche, David Heck, Marie Huguet, Lucile Juteau (partenariats), Sophie Le Gallo (secrétariat de rédaction), Carla Roche Sebastião , Gaston Thevenon

FABRICATION
Creatoprint : Isabelle Dubuc, Sandrine Bourgeois, Loïc Rossigneux

ACTIVITÉS NUMÉRIQUES
Erwan Treyz (19 08)

SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS
Directrice administrative et financière : Jaye Reig

MARKETING DIRECT ET ABONNEMENTS
Responsable abonnements : Frédéric Eschwège (feschwege@lhistoire.fr)
Responsable du marketing direct : Linda Pain (lpain@lhistoire.fr)

VENTES ET PROMOTION
Directeur : Valéry-Sébastien Sourieau (19 11)
Ventes messageries : Mercuri Presse Conseil, Frédéric Vinot (01 42 36 80 52)
Diffusion librairies Pollen/Dif'pop' Tél. : 01 43 62 08 07, fax : 01 72 71 84 51

RÉGIE PUBLICITAIRE
Mediaobs
44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Tél. : 01 44 88 suivi des 4 chiffres
Courriel : pnom@mediaobs.com
Directeur général : Corinne Rougé (93 70)
Directeur de publicité : Romain Provost (89 27)
Directeur de clientèle : Antoine Kodio (97 79)
Studio : Brune Provost (89 13)
Gestion : Catherine Fernandes (89 20)
mediaobs.com





3 L'édito
4 Forum
6 On va en parler

Événement

12 GRÈVES DE 1936. LES COMMUNISTES À LA MANŒUVRE ?
par Sylvain Boulouque

Actualité

22 La Boétie, star mondiale
par Anne-Marie Cocula

24 Année Marc Bloch. Marc Bloch, jusqu'au Brésil
par Eliana Magnani

26 Faire la fête en Algérie coloniale
par Tramor Quemeneur

28 La Jeune Garde, retour aux années 1920 ?
par Sylvain Boulouque

30 D'où venaient les Étrusques ?
par Vincent Jolivet

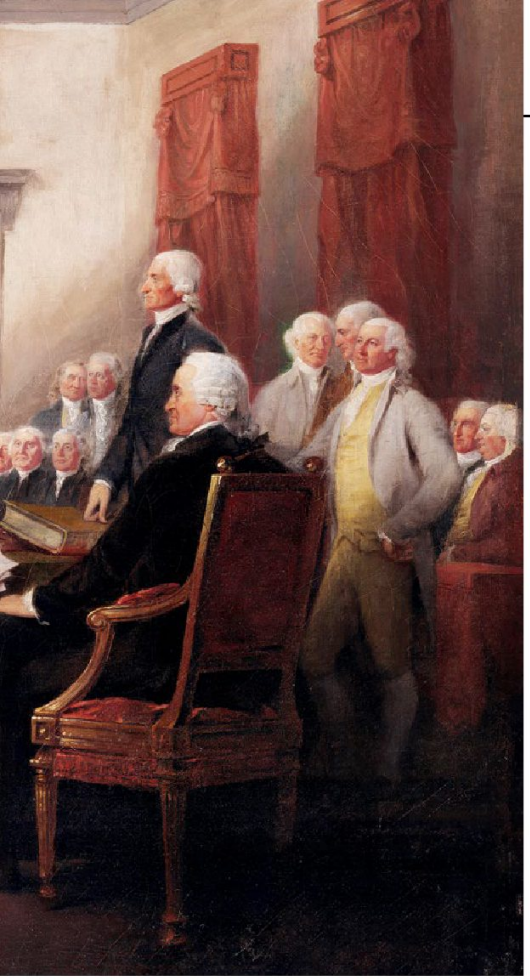
Dossier

1776, la révolution américaine

34 « Tout est changé ». Un événement mondial !
par Manuel Covo
- Vu d'Angleterre : un séisme *par Edmond Dziembowski*
- Palmer, Godechot et la « révolution atlantique »
- Comité des Cinq : les hommes de la « Déclaration d'indépendance »
- Ont-ils inventé les droits de l'homme ?
- Esclavage : la bombe à retardement
- Abigail Adams : « remember the ladies » !
- Dates-clés : l'ère des révolutions

46 Pourquoi les Américains ont gagné
par Bertrand Van Ruymbeke
- Beaumarchais et les origines secrètes de la « French Alliance »
par Gilles Montègre

BNF, ESTAMPES ET PHOTOGRAPHIES, EI-13 (2917) – NEW HAVEN, YALE UNIVERSITY ART GALLERY, INV. 1832.3 ; AKG-IMAGES



LONDRES, THE BRITISH MUSEUM, DIST. GRANDPALAISRMN/THE TRUSTEES OF THE BM – © REPRODUCTION THOMAS CLOT/CMN

- Les milices, armées citoyennes
- Washington, chef de guerre
- 20 % de loyalistes, fidèles à Londres
- Pourquoi pas le Canada ?
- Dates-clés : huit ans de guerre
- Carte : portrait des Treize Colonies en guerre
- Chiffres : des insurgés minoritaires mais résolus

58 1787, Philadelphie. Constitution : le coup de force
par Hugo Toudic

60 Amérindiens : les grands perdants
par Gilles Havard
- En majorité du côté des Britanniques
- Terres indiennes à vendre
- Carte : en 1775, un territoire largement contrôlé par les Amérindiens

66 1776-2026. L'impossible commémoration ?
par Bruno Cabanes
- D'autres naissances pour les États-Unis ?
  Trois questions à Virginie Adane
- Guerre mémorielle à Philadelphie
- Pour en savoir plus



P. 72



P. 78

L'Atelier des chercheurs

72 LA GRANDE VOGUE DES PORCELAINES CHINOISES
entretien avec Anne Gerritsen

78 À LA GLOIRE DE LA MAISON DE BOURBON
par Olivier Mattéoni

Guide

82 LIVRES
Le livre du mois
Jeanne Favret-Saada
par Yann Potin
La sélection de « L'Histoire »
Le classique
François Lissarrague
par Hervé Duchêne
Les revues

92 SORTIES
Expositions
par Huguette Meunier
Cinéma
par Antoine de Baecque

98 CARTE BLANCHE
de Pierre Assouline

Ce numéro comporte un message *Challenges* sur la totalité des abonnés.

COUVERTURE : La traversée du Delaware par Washington dans la nuit du 25 au 26 décembre 1776, peinte par Emanuel Leutze, en 1851 (CCØ New York, The Metropolitan Museum of Art, 97.34/Gift of John Stewart Kennedy, 1897).

FRANCE CULTURE
Le jeudi 26 mars à 9 heures, retrouvez *L'Histoire* dans l'émission de Xavier Mauduit « Le Cours de l'histoire »

Grèves de 1936
Les communistes à la manœuvre ?

Au lendemain de la victoire du Front populaire aux élections de mai 1936, d'importantes grèves éclatent partout en France. Les ouvriers occupent les usines. Une partie du pays, paralysé, y voit le début d'une révolution encouragée par Moscou ; l'autre, des actions spontanées. Grâce aux archives du Komintern, Sylvain Boulouque fait le point sur le rôle des communistes dans ces mouvements sociaux.

Par Sylvain Boulouque

Le récit est connu, les grèves de 1936 ont durablement marqué les mémoires : après la victoire du Front populaire aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, un immense mouvement social a gagné la France. Entre le 25 mai et la fin juin, près de 12 000 entreprises ont été touchées par des grèves. Elles ont concerné près de 2 millions d'ouvriers et employés. Dans près des trois quarts des cas, les travailleurs ont occupé leurs usines. Ce conflit social inédit a abouti à l'accord Matignon (appelé aussi « accords de Matignon »), signé dans la nuit du 7 au 8 juin sous la présidence du Conseil de Léon Blum, ouvrant le projet de loi sur la semaine de 40 heures, les congés payés, l'augmentation des salaires et l'obtention de contrats collectifs, ancêtres des conventions collectives.

Pour la philosophe Simone Weil, proche des milieux syndicalistes révolutionnaires, alors établie en usine, ces mouvements sociaux sont *« une joie pure, une joie sans mélange »*, une libération, une dignité retrouvée. Pierre Monatte, l'une des figures tutélaires du syndicalisme, explique que la « classe ouvrière » a repris ses droits comme une revanche après des années de crise. Lucien Jayat, dirigeant syndicaliste et socialiste, se souvient, lui, d'une atmosphère *« chargée d'enthousiasme »* : *« On était accueilli au milieu des rires qui sonnaient clair, des chants, des flonflons d'accordéon et des danses. »*

Ces grèves furent-elles des explosions sociales spontanées ou l'expression d'un mouvement organisé en sous-main par les communistes ? A l'époque, elles ont été perçues différemment, en fonction du bord politique des commentateurs. Si, pour les grévistes, le printemps 1936 est demeuré un moment suspendu et heureux, la droite nationaliste, elle, a dénoncé une emprise communiste, y percevant un complot orchestré par Staline, voire les prémices d'une insurrection rouge. Les milieux patronaux aussi ont évoqué la main de Moscou et des interventions étrangères cherchant à déstabiliser l'économie du pays. A l'autre bord de l'échiquier politique, une partie des militants d'extrême gauche y ont également vu l'ombre de la Russie : cependant, loin de reprocher aux communistes d'avoir orchestré le mouvement social, ils accusent ceux-ci d'y avoir mis un terme alors que *« tout* [était] *possible »*, selon les mots de Marceau Pivert, figure de la gauche de la Section française de l'Internationale ouvrière (la SFIO, socialiste).

La question du rôle de l'URSS et du Parti communiste français (PCF) dans les grèves de 1936 se pose donc légitimement. Mais les archives, notamment dites « de Moscou », révèlent

L'AUTEUR Docteur en histoire,



Sylvain Boulouque enseigne au lycée Michelet à Vanves. Il a notamment publié Le Peuple du drapeau noir. Une histoire des anarchistes *(Atlande, 2022),* Meurtres à la Grange-aux-Belles *(Cerf, 2024) et* Communisme et syndicalisme dans la France de l'entre-deux-guerres *(Cerf, 2026).*

OLIVIER ROLLER/DIVERGENCE – BNF, ESTAMPES ET PHOTOGRAPHIES, EI-13 (2917) – DELPHINE LEFEBVRE/HANS LUCAS/AFP



Occuper les usines **Ci-dessus : après la victoire du Front populaire en mai 1936, les grèves avec occupation d'usine se multiplient, à l'image de celle des bâtiments de Renault à Paris, le 29 mai. Ci-dessous : le 25 mars 2024, François Ruffin, futur instigateur du Nouveau Front populaire, prend la parole lors d'une mobilisation en soutien aux salariés de l'usine Metex Noovistago d'Amiens, spécialisée dans la production d'acides aminés, alors en redressement judiciaire.**



un tout autre récit que ceux mentionnés précédemment. Elles permettent de questionner non seulement le rôle direct et indirect des communistes dans le déclenchement et le déroulement de ces grèves, mais aussi leurs objectifs. Afin de les analyser, il convient d'examiner le tournant pragmatique et tactique du communisme syndical à l'aune des années 1930, pour, ensuite, éclairer la stratégie mise en œuvre à la veille de la victoire électorale du Front populaire et, enfin, interroger l'implication des militants communistes dans ces grèves.

1920-1934 : la gauche au temps des divisions

Depuis le congrès de Tours, qui s'est tenu du 25 au 30 décembre 1920, les partis de gauche sont divisés : la vieille SFIO a perdu la majorité de ses représentants, partis fonder la Section française de l'Internationale communiste (vite devenue le PC-SFIC, futur PCF), qui a accepté les 21 conditions de Lénine pour adhérer à l'Internationale communiste (IC, ou Komintern en russe).

Cette scission se prolonge dans le mouvement syndical. Les militants les plus révolutionnaires quittent la Confédération générale du travail (CGT) et créent, fin 1921, la Confédération générale du travail unitaire (CGTU). A partir de 1922, deux Confédérations générales du travail se font donc face. La CGT (les « confédérés »), qui prône un syndicalisme de participation, garde la majorité ; tandis que la seconde, la CGTU (les « unitaires »), qui affirme son caractère révolutionnaire et s'inscrit rapidement dans la sphère d'influence du mouvement communiste, est minoritaire.

Pendant les années suivantes, la bolchévisation puis la stalinisation de l'URSS à partir de 1924 entraînent des modifications dans les rapports entre les militants. Les communistes voient désormais les socialistes comme des « sociaux-traîtres », voire des « sociaux-fascistes », et n'hésitent pas à recourir à la violence : ainsi, lors de la soirée du 11 janvier 1924, à Paris au siège de la CGTU, rue de la Grange-aux-Belles, deux syndicalistes libertaires sont tués par le service d'ordre du PCF. Cette stratégie, baptisée « classe contre classe » à partir de 1927, conduit par exemple à des refus de désistements électoraux en faveur du candidat le mieux placé au second tour. Sur le plan syndical, les unitaires de la CGTU considèrent leurs concurrents confédérés de la CGT comme de potentiels agents du patronat. Cette ligne n'est pas non plus sans conséquence : le PCF perd plus des trois quarts de ses membres, jusqu'à revendiquer officiellement moins de 30 000 affiliés en 1933. La CGTU suit un mouvement analogue. De 350 000 militants en 1925, elle chute à 200 000 adhérents en 1933.

A cette date, les communistes sont à leur niveau le plus bas. Les Internationales communiste et syndicale rouge (ISR) réagissent. Elles décident d'envoyer en France d'abord des instructeurs – à l'instar du Tchécoslovaque Eugen Fried et du Polonais Adam Witkowski – puis plusieurs émissaires pour aider à redresser les organisations malades. Le succès n'est pas immédiat, mais les militants communistes et syndicalistes unitaires, épaulés par l'Internationale, commencent à rationaliser leurs interventions. Ils créent des brigades de choc chargées de mettre en place un maillage syndical plus proche des ouvriers : ces équipes valorisent les petites revendications, organisent régulièrement des réunions, contribuent à la publication de journaux d'usine, contrôlent les adhésions et aident au paiement des cotisations.

FOCUS

Les archives dites « de Moscou »

Cette expression désigne l'ensemble des documents issus de l'ancienne URSS. En ce qui concerne le communisme international, les archives ont été consultables de 1991 à 2022, au moins pour la période de l'entre-deux-guerres, au Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine (le RGASPI, suivant les initiales russes), à Moscou. Ce lieu rassemble une grande partie des documents que les Partis communistes et leurs organisations de masse envoyaient en URSS et les directives adressées par le centre aux périphéries. Les fonds concernant les questions syndicales éclairent le financement des organisations communistes en France et les voyages de Français en URSS. Une partie de ces archives a été numérisée et peut être consultée sur le site Pandor : pandor.u-bourgogne.fr

Brigades syndicales et écoles léninistes

Métallurgiste, membre de la CGTU et du PCF depuis leur origine, ayant fait un séjour en URSS en 1928, Adrien Langumier joue un rôle central dans cette réorganisation. Il aide notamment au recensement et à la structuration des sections syndicales ainsi que des journaux d'entreprise dans la métallurgie parisienne, créant ainsi un réseau stable de correspondants sur lequel s'appuyer. L'assistance financière apportée par l'IC – 2 millions de francs pour la seule CGTU en 1932-1933 – assure le maintien d'un appareil pléthorique et la publication d'une presse abondante.

Les unitaires de la CGTU considèrent leurs concurrents de la CGT comme de potentiels agents du patronat

Également à l'initiative du Komintern, le PCF s'intéresse désormais aux questions syndicales et les militants sont contrôlés. Ils doivent raconter leur vie dans une « autobiographie » de 74 questions : on les interroge par exemple sur leur passé politique : « *Quelle fut votre*



Peur des Rouges *vs* révolution trahie **Sur cette affiche de droite, les dirigeants de la CGT Léon Jouhaux, du PCF Maurice Thorez, et de la SFIO Léon Blum, apparaissent telles des marionnettes manipulées par Moscou. A l'inverse, le syndicaliste Marceau Pivert, juge les communistes trop modérés.**


MARCEAU PIVERT

position au cours des différentes crises du Parti ? » ; « *Avez-vous subi des répressions et avez-vous été arrêté, quand, où et pourquoi ?* » De plus, près de 300 d'entre eux, sont envoyés à l'École léniniste internationale de Moscou. Parallèlement, une politique de gestion des cadres s'établit, permettant au PCF de rationaliser l'emploi et les interventions des militants. Celle-ci est aussi appliquée aux cadres syndicaux. Dans le même temps, surtout à partir de 1932, les structures de direction du PCF connaissent un renouvellement partiel qui favorise l'arrivée de nouveaux cadres attentifs aux questions syndicales.

Avec cet encadrement, la formation des militants syndicaux est améliorée. Les méthodes utilisées à Moscou sont dorénavant enseignées en France, comme dans l'éphémère école de la CGTU en région parisienne, en 1932, ou dans des écoles locales de formation du PCF qui s'implantent sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, la pratique des « grèves dans l'usine », qui devient un modèle lors des grèves de 1936, est expérimentée dès le début des années 1930 à travers plusieurs cas. A Boucau, près de Bayonne, en juin 1930, les ouvriers, soutenus par la municipalité communiste voisine de Tarnos, restent dans leur usine pendant quelques heures. De même, en 1934, des mineurs polonais occupent une fosse de Leforest, à quelques kilomètres de Noyelles-Godault, dans le Pas-de-Calais, ville natale de Maurice Thorez, secrétaire général du PCF de 1930 à 1964. Parallèlement, en mars-avril 1933, les grandes grèves qui touchent les usines textiles de Lodz en Pologne sont érigées en exemple d'organisation, car ▶

DATES-CLÉS

1895
Création de la Confédération générale du travail (CGT) à Limoges.

1920
Congrès de Tours : scission de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO, futur Parti socialiste) et fondation du futur Parti communiste français (PCF).

1921
Scission de la CGT et fondation de la CGT unitaire (CGTU), communiste.

1934
6 février Nuit d'émeutes antiparlementaires à Paris : plus de 31 morts et plus de 1 000 blessés. Chute du gouvernement Daladier.
12 février Grève générale et manifestations antifascistes rassemblant plusieurs partis de gauche.
27 juillet Pacte d'unité d'action antifasciste entre le PCF et la SFIO.

1935, 5-12 mai
Élections municipales favorables à la gauche.

1936
Janvier-mars Multiplication des grèves (bâtiment, métallurgie, habillement).
2-5 mars Congrès de Toulouse : réunification de la CGT.
26 avril-3 mai Victoire électorale du Front populaire.
Mai-juin Les grèves gagnent l'ensemble du territoire et des secteurs de production, à l'exception des cheminots et de la fonction publique.
8 juin Accord Matignon : établissement de contrats collectifs de travail, hausse des salaires de 7 à 15 % pour les ouvriers.
11-12 juin Lois sur les conventions collectives, les congés payés, la semaine de 40 heures.
Fin juin-mi-juillet Extension des grèves.

COLLECTION PRIVÉE ; FINE ART IMAGES/HERITAGE IMAGES/COLL. CHRISTOPHEL – ROGER-VIOLLET

▶ les ouvriers y occupent partiellement leur usine.

Par ailleurs, alors que la France est touchée par la Grande Dépression en 1931 et que le chômage est en hausse, les comités puis les marches de chômeurs organisés régulièrement à la demande de l'ISR favorisent des rencontres qui voient l'émergence de nouvelles figures : le militant communiste Charles Tillon, ancien animateur des grèves des *Penn Sardin* à Douarnenez et cadre communiste régional en Bretagne, est ainsi nommé dirigeant national.

Insensiblement, les militants syndicaux abandonnent la posture révolutionnaire pour s'adapter à la réalité sociale, accepter concessions et négociations. La grève de Citroën, à Paris, conduite par des militants unitaires en mars et avril 1933, illustre ce changement. Les militants approuvent les compromis, ce qui favorise leur implantation, mère des batailles à venir.

1934-1935 : vers l'alliance électorale

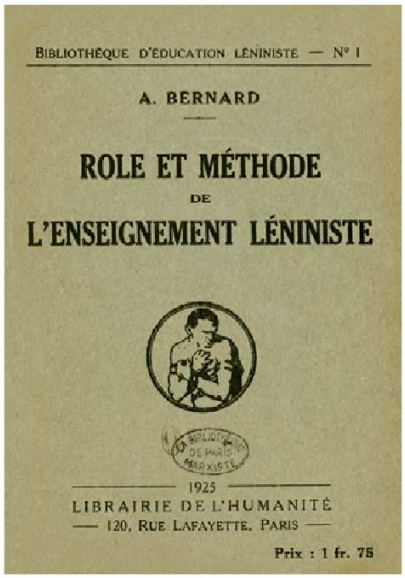
C'est, cependant, la crise ouverte par la violente manifestation antiparlementaire du 6 février 1934 à Paris qui change la donne[1]. Elle entraîne, on le sait, la démission du deuxième gouvernement Daladier et le retour de la droite au pouvoir, mais, surtout, des manifestations sur le territoire entier contre l'extrême droite de tous les syndicats et partis de gauche entre les 9 et 12 février. Avec, désormais, un objectif affiché antifasciste, une alliance des gauches semble de nouveau possible : l'élaboration du Rassemblement populaire, puis la signature du pacte d'unité d'action entre le PCF et la SFIO, ratifié le 27 juillet 1934, et, enfin, la proposition de réunification syndicale faite par la CGTU à la CGT, modifient les rapports entre les différentes formations de gauche.

Si l'accord politique entre les socialistes et les communistes a été *in fine* relativement facile à conclure en raison du changement de ligne du Komintern décidé par Staline, la question de la réunification syndicale a néanmoins achoppé sur plusieurs points.

La CGT tient scrupuleusement à l'indépendance syndicale par rapport aux partis politiques, et tout particulièrement vis-à-vis du PCF : les confédérés craignent que les unitaires ne respectent pas la charte d'Amiens, ratifiée par la CGT en 1906, qui constitue un des repères fondamentaux du syndicalisme français, interdisant aux politiques d'exercer des responsabilités dans le mouvement syndical.

Julien Racamond et Benoît Frachon abandonnent officiellement leur fonction politique

Après plusieurs échanges avec les instances du Komintern, les communistes français, conduits par Albert Vassart, métallurgiste et syndicaliste ardennais, qui a adhéré au PCF en 1923 avant de devenir grand responsable de la Fédération des métaux de la CGTU, estiment qu'il faut faire des concessions. Ils décident ainsi de



A l'école de Moscou **Ce texte reprend les cours dispensés à l'École léniniste de Paris en 1924.**

PORTRAITS

Les instructeurs



Eugen Fried
Dès 1931, ce révolutionnaire tchécoslovaque est le représentant de l'Internationale communiste à Paris.



Adam Witkowski
Communiste polonais, il est instructeur de l'Internationale syndicale rouge en France dans les années 1930.

UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE, MSH DIJON, FONDS DES BROCHURES NUMÉRISÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE MARXISTE DE PARIS, BRB687 – DR – DR



Des grèves avant la victoire **La vague de grèves qui touche la France avait commencé avant le Front populaire. Dans un contexte de difficultés économiques, alors que l'usine Citroën de Paris procède à une vague de licenciements et à une diminution des salaires, le 28 mars 1933, les ouvriers entament une grève qui dure trente-cinq jours.**

renoncer, au moins officiellement, à faire obstacle à l'unité syndicale.

Pour montrer leur bonne volonté, Julien Racamond et Benoît Frachon, secrétaires de la CGTU et membres de la direction du PCF, abandonnent leur fonction politique – mais, comme le note Albert Vassart dans une lettre adressée à l'IC, ils continuent « *à siéger en tant que membres effectifs de la direction sous forme d'invités* ». Dans des propos (non publiés) exprimés au Comité central, le 20 octobre 1935, aux cadres communistes, Julien Racamond le dit autrement : « *Le redressement du mouvement syndical sera véritable quand nous aurons surclassé les dirigeants actuels de la CGT.* […] *Quand on convoquera une cellule il ne faudra pas mettre dans les convocations :* "Vous savez nous convoquons la cellule pour discuter de la direction du syndicat." *Quand on convoque la cellule* […], *il faudra mettre à l'ordre du jour :* "Question syndicale", *parce qu'on a le droit de s'occuper des questions syndicales.* » Pour autant, si ces renoncements officiels ne sont qu'apparents, ils vont garantir l'unité : ils aboutissent à la réunification syndicale, entamée en septembre 1935, qui se concrétise lors du congrès d'unité de Toulouse, du 2 au 5 mars 1936.

A première vue, la réunification entre la CGT et la CGTU semble défavorable aux ex-unitaires (communistes),



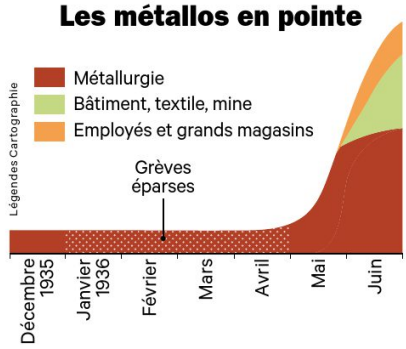
CGTU **Une carte d'adhérent à la CGT unitaire en 1929.**

qui n'obtiennent, dans les instances dirigeantes de la CGT, que deux sièges de secrétaires syndicaux sur neuf. De plus, la ligne confédérée l'emporte systématiquement, avec deux tiers des votes en ce qui concerne le maintien de la structure de la CGT, le non-cumul des mandats politiques et syndicaux, l'adhésion à la Fédération syndicale internationale (FSI). Malgré tout, l'objectif fixé par les communistes en amont du congrès avec les dirigeants de l'IC et de l'ISR, qui consistait à concentrer l'attention sur les questions revendicatives et le recrutement, est préservé. En effet, les unitaires avaient perçu que le timide redécollage économique de 1935 et du début de 1936 s'était accompagné d'une poussée gréviste, souvent ailleurs passée inaperçue, caractérisée par de nouvelles formes de luttes et de revendications dont ils souhaitent devenir les héros et les hérauts.

D'une part, en pleine campagne du Front populaire, soit bien avant la victoire électorale, les grèves sur le tas ou dans l'usine se multiplient. Le 18 février 1936, par exemple, pendant quelques heures, les ouvriers du bâtiment de l'entreprise Peulaboeuf de Saint-Ouen occupent leur chantier. Des cas similaires sont observés chez Peugeot, le 18 mars 1936, dans les mines de La Mure (en Isère) ou à Marseille pendant l'hiver 1936. Ces débrayages évitent, au moins temporairement, le *lock-out*, c'est-à-dire la fermeture provisoire de l'usine qui permet aux dirigeants de l'entreprise d'empêcher l'extension des grèves et, dans certains cas, de congédier l'ensemble des salariés pour n'en réembaucher que certains.

D'autre part, sans être l'exclusivité des anciens unitaires, la question majeure de l'obtention d'un contrat collectif et de son application est une des revendications principales de ces mouvements sociaux. Dans plusieurs ▶

ROGER-VIOLLET – COLLECTION PARTICULIÈRE, TOUS DROITS RÉSERVÉS




4 LA VIE OUVRIERE 27-12-35

L'ACTION REVENDICATIVE

Les enseignements de la grève des dockers de Marseille

La grève !

Dans le camp adverse

A VERSAILLES

200 "métallos" occupent une usine et sont victorieux

POUR UN PARIS PROPRE

En marge du Congrès des grands travaux

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

1936 : l'extension des grèves

Les grèves se multiplient en France fin 1935 : ci-dessus, *La Vie ouvrière* du 27 décembre fait état de la grève des dockers de Marseille et de celle de 200 « métallos », à Versailles, qui occcupent leur usine. Éparses jusqu'à la victoire du Front populaire, ces grèves, à partir de début mai 1936, touchent massivement la métallurgie parisienne puis s'étendent au reste du territoire et à de nombreux secteurs (automobile, aviation, bâtiment, textile, mine, serrurerie, orfèvrerie, laboratoires pharmaceutiques, habillement, livre, camionneurs, mais aussi employés des cafés, hôtels, restaurants ou grands magasins).

entreprises où la présence des unitaires est importante, les dirigeants l'ont déjà acceptée avant les élections, à l'image des usines Bloch (futur Dassault) à Courbevoie ou d'entreprises du bâtiment liées à la construction du métro parisien.

Ainsi, les ex-unitaires ont conscience que les luttes sociales renforcent leur audience. De fait, en règle générale, les luttes revendicatives s'accompagnent d'une vague d'adhésions à la CGT. Ses effectifs augmentent, avoisinant le million de membres avant la ruée syndicale de l'été 1936 – contre moins de 800 000 avant la réunification. Ils sont près de 4 millions en 1937.

Dans la même logique, le PCF passe de 87 000 à 131 000 adhérents entre fin 1935 et mai 1936. La SFIO, elle, progresse de manière plus modérée. Pour cette dernière, les effectifs ne sont connus que pour la fin de l'année 1936 où elle atteint 200 000 membres.

Objectif : la conquête de la CGT

A la suite de la victoire électorale du 3 mai 1936, les mouvements sociaux gagnent en intensité et en visibilité.

Après une série de grèves entre le 27 avril et le 15 mai 1936, les usines d'aviation deviennent un modèle revendicatif. Du 16 au 23 mai, une centaine de grèves sont recensées, principalement dans la métallurgie. Dans l'immense majorité des cas, les anciens unitaires participent activement à la formulation des revendications. Ces conflits disparates finissent par se transformer en mouvement de masse au lendemain de la manifestation du 24 mai au mur des Fédérés du cimetière du Père-Lachaise à Paris, commémorant la Semaine sanglante de 1871, la répression de la Commune.

La vague de débrayages s'amplifie encore après cette date. Des grèves éclatent sur tout le territoire et dans de nombreux secteurs : le textile, les mines, le bâtiment, le bois, les transports en commun, chez les employés, notamment des galeries Lafayette. Elles sont portées par les mêmes demandes : augmentation des salaires et obtention d'un contrat collectif. Dans l'usine, la pratique des grèves avec occupation se développe. Celles-ci sont en général de courte durée, deux à



Revendications **Selon un scénario rodé, des militants communistes viennent en appui des grévistes. Ici, Gabriel Péri et Jean-Pierre Timbaud, ex-membre de la CGT unitaire, négocient avec les dirigeants de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt.**

LA VIE OUVRIÈRE N° 857, 27/12/1935 ; BNF, PHILOSOPHIE, HISTOIRE ET SCIENCES DE L'HOMME, 8-R-23972 – DAVID SEYMOUR/MAGNUM PHOTOS



Léon Jouhaux **Les grèves touchent aussi les employés des grands magasins parisiens, à l'image des Galeries Lafayette, dans lesquelles le secrétaire général de la CGT s'adresse aux grévistes le 1er juin 1936.**

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

trois jours, et aboutissent à un accord d'entreprise.

Si elles ont pu sembler spontanées, ces grèves, à y regarder de plus près, répondent à un schéma général similaire, à une sorte de canevas. Les militants sont convoqués d'abord par les ex-unitaires communistes dans une assemblée générale extraordinaire du rayon (tout ou partie d'une ville), puis à une réunion des cellules (un quartier ou une entreprise). Ces appels sont souvent publiés dans les colonnes du quotidien communiste *L'Humanité*, lu chaque matin par les militants. Le lendemain ou le surlendemain, les entreprises limitrophes se mettent en grève à l'instigation des militants locaux comme le note Simone Weil : *« Les ouvriers font la grève mais laissent le soin aux militants d'étudier le détail des revendications. »* Ainsi, des responsables communistes locaux, régionaux ou nationaux viennent épauler les ouvriers.

C'est exactement ce scénario qui se produit lors des grèves dans les usines emblématiques de la région parisienne. Aux automobiles Hotchkiss, à Levallois, le surlendemain de la convocation des cellules, la grève pour exiger un salaire minimum et la réintégration des licenciés débute. Pour la CGT, des anciens unitaires, dont Jean-Pierre Timbaud, se rendent sur place, accompagnés du député communiste de la circonscription de Levallois. Les responsables locaux du PCF participent à l'élaboration des revendications puis à la négociation avec les dirigeants d'entreprise, soutenus le cas échéant par des cadres nationaux. On voit bien ici que les communistes, qu'on a pu dire dépassés par les grèves, sont souvent à la manœuvre.

Parallèlement, les ex-unitaires s'appuient aussi sur les cercles concentriques du mouvement communiste. Aux élections municipales de mai 1935, le PCF remporte ▶

DANS LE TEXTE

Marcel Mathieu « Une vibrante "Internationale" retentit »

Depuis le 11 juin, les fileurs de la maison Jourdain occupent l'usine avec la même volonté de vaincre qu'au premier jour. Guidés par le Syndicat du textile et leurs délégués, les grévistes s'organisent chaque jour pour renforcer leur résistance. […] Sur de nombreux points d'organisation du travail et l'hygiène, la direction a accordé satisfaction aux grévistes. Mais devant l'insuffisance des propositions sur la question des salaires, les délégués ont fermement déclaré qu'ils voulaient continuer la bataille.
Une vibrante *Internationale* retentit lorsque les délégués donnèrent le résultat de l'entrevue. "Nous ne demandons pas l'impossible, disent les grévistes, mais nous voulons donner du *pain* à nos gosses."

M. Mathieu, secrétaire du PCF dans l'Aube, *La Dépêche de l'Aube et de la Haute-Marne*, 27 juin 1936, p. 2.



L'Humanité **En 1936, les femmes grévistes d'une usine de gâteaux alsacienne tiennent fièrement le quotidien communiste.**

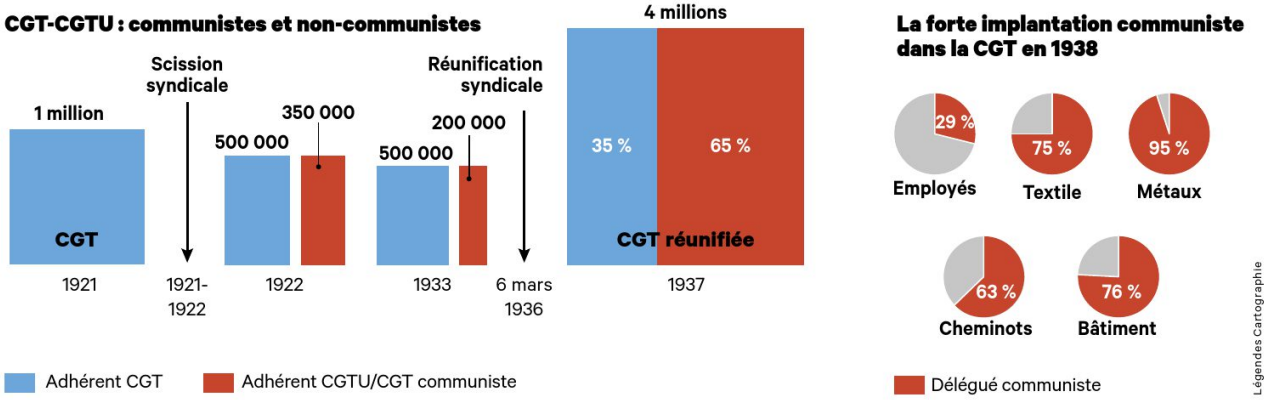
▶ 26 communes de la Seine-Banlieue (l'actuelle petite couronne) et 29 de la Seine-et-Oise (une partie du grand Ouest parisien). Les nouveaux édiles communistes prêtent main-forte aux responsables syndicaux. Ainsi, les municipalités communistes détachent régulièrement un ou plusieurs employés pour aider les mouvements grévistes. Par exemple, Émile Zellner, ancien élève de l'École léniniste internationale, est délégué à cet effet par la municipalité d'Ivry dans plusieurs usines en grèves. En outre, la présence des députés communistes dans les circonscriptions à majorité ouvrière où le nombre d'usines est important facilite la diffusion des consignes et l'aide à la rédaction des revendications. Entre le 4 et le 31 mai, les nouveaux députés qui vont entrer en fonction le 1er juin prennent part au mouvement de grève, tel Jules Fourrier, élu député en même temps que Charles Michels, ancien responsable de la Fédération unitaire des cuirs et peaux CGTU dans le quartier ouvrier du XVe arrondissement parisien. « *Dès le lendemain de notre élection,* se rappelle-t-il dans ses Mémoires, *nous allions d'usine en usine appeler à l'action*[2]. » Quelques jours plus tard, « *alors que les grèves s'étendent, le Parti décide de l'envoyer à Cholet, ville ouvrière du textile* ». Si Fourrier rompt avec le PCF, Étienne Fajon, resté au Parti, évoque, aussi dans un livre de souvenirs, la même situation à propos des usines de savon Cadum de Courbevoie : « *Je les aidai à préciser leurs demandes, avant de les accompagner au bureau du patron*[3]. »

Par ailleurs, les militants s'appuient sur différents réseaux allant des comités du Front populaire aux Comités de défense de *L'Humanité* ou encore celui des restaurants de la coopérative « La Famille nouvelle », dépendante du PCF et administrée par Maurice Tréand. Ce dernier apporte des aides alimentaires aux grévistes dans les usines occupées. Enfin, la densité militante dans certains quartiers ou agglomérations aide à la diffusion des mots d'ordre.

Concentrées d'abord principalement en région parisienne, les grèves s'étendent à l'ensemble du territoire. Le modèle évoqué plus haut se retrouve alors dans la majorité des villes ouvrières. A partir du 4 juin, dans le Pas-de-Calais, les anciens unitaires, appuyés par le PCF, multiplient les appels à réunion. Ils organisent

À SAVOIR

Communistes : la conquête syndicale



Légendes Cartographie

COLLECTION PARTICULIÈRE ; AKG-IMAGES

Minoritaires au moment de la scission syndicale entre la CGT (réformiste) et la CGTU (révolutionnaire) en 1922, les communistes entament ensuite une nette progression au sein de la centrale syndicale réunifiée. En 1938, ils bénéficient d'un ancrage fort, qui varie selon les secteurs de production. Le secondaire, surtout, est dominé par les communistes.

ensuite des débats publics aux abords des usines, souvent animés par deux figures centrales du mouvement syndical unitaire, Martha Desrumaux, des textiles, et son conjoint, Louis Manguine, des métaux, qui se sont rencontrés à l'École léniniste internationale et sont impliqués dans le déclenchement du conflit.

Après l'accord Matignon du 7 juin, contrairement à ce qui a souvent été écrit, les communistes, sans faire partie du gouvernement Blum, ont continué à s'impliquer dans les grèves jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites. La mémoire collective, elle, ne retint qu'une partie de l'annonce emblématique que fit Maurice Thorez au cours d'une réunion d'information des militants communistes tenue le 11 juin, dont le compte rendu est publié dans *L'Humanité* le 13 juin : « *Il faut savoir arrêter* [une grève] *dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications.* » En oubliant toutes les conditions que Thorez pose dans le même discours. Contrairement à ce qu'affirme la vulgate d'une partie de la gauche, les archives communistes montrent que ceux-ci n'ont pas été débordés par les grèves et n'ont pas entravé le mouvement social de 1936 : les grèves du printemps sont bien, entre autres, les conséquences indirectes d'une stratégie pensée par les instances du Komintern. Elles sont le produit d'un processus de formation, d'implantation et de revendications des communistes ne répondant pas aux interprétations proposées par les contemporains.

Il n'y a pas eu non plus, comme l'a pensé une partie du patronat, de « complot communiste » en vue d'une révolution. L'objectif du PCF, qui maintenait deux fers au feu, était autre. D'une part, se conformer au mot d'ordre de l'IC sur la nouvelle ligne internationale des fronts populaires. D'autre part, conquérir les secteurs-clés du monde ouvrier, notamment par la prise de contrôle de la CGT. Celle-ci intervient partiellement deux ans après les grèves, lors de son congrès de 1938. Après 1945, cette conquête sera parachevée, puisque la CGT deviendra très majoritairement communiste. Pour l'heure, la prise du pouvoir politique n'est pas à l'ordre du jour. Benoît Frachon l'avait formulé explicitement lors d'une réunion clandestine avec les dirigeants de l'IC en 1935 : « *Nous ne brûlerons pas les étapes, nous travaillerons pour la direction de cette CGT, pour la direction communiste de cette CGT – sans le dire – mais ce travail peut être long. Combien ? Cela dépend des événements et puis de nous. Deux ans, quatre, cinq ans peut-être, camarades, nous travaillons avec une telle perspective. […] Nous aurons cette patience*[4]. » ■

Les députés communistes facilitent la rédaction des revendications et la diffusion des consignes


BENOÎT FRACHON

Mission accomplie **Adhérent au PCF depuis sa création, ex-dirigeant de la CGT unitaire, il est secrétaire général de la CGT de 1945 à 1967. L'objectif a été rempli : la CGT est dirigée par les communistes.**

MOTS-CLÉS

Confédérés
On appelle ainsi les militants syndicaux restés aux côtés de la Confédération générale du travail (CGT) après la scission en 1921-1922. Proches de la SFIO socialiste ou des libertaires, ils sont majoritaires en nombre jusqu'à la réunification de 1936.

« Lock-out »
Pratique patronale consistant à fermer temporairement une usine dans le cadre d'une grève, pour monter les non-grévistes contre les grévistes, ou pour empêcher le financement de la grève par les non-grévistes.

Unitaires
On désigne ainsi les syndiqués affiliés à la CGT unitaire (CGTU) à compter de la scission de 1921-1922. Ils rassemblent diverses mouvances, communistes et syndicalistes libertaires, qui partagent toutefois une ligne révolutionnaire.

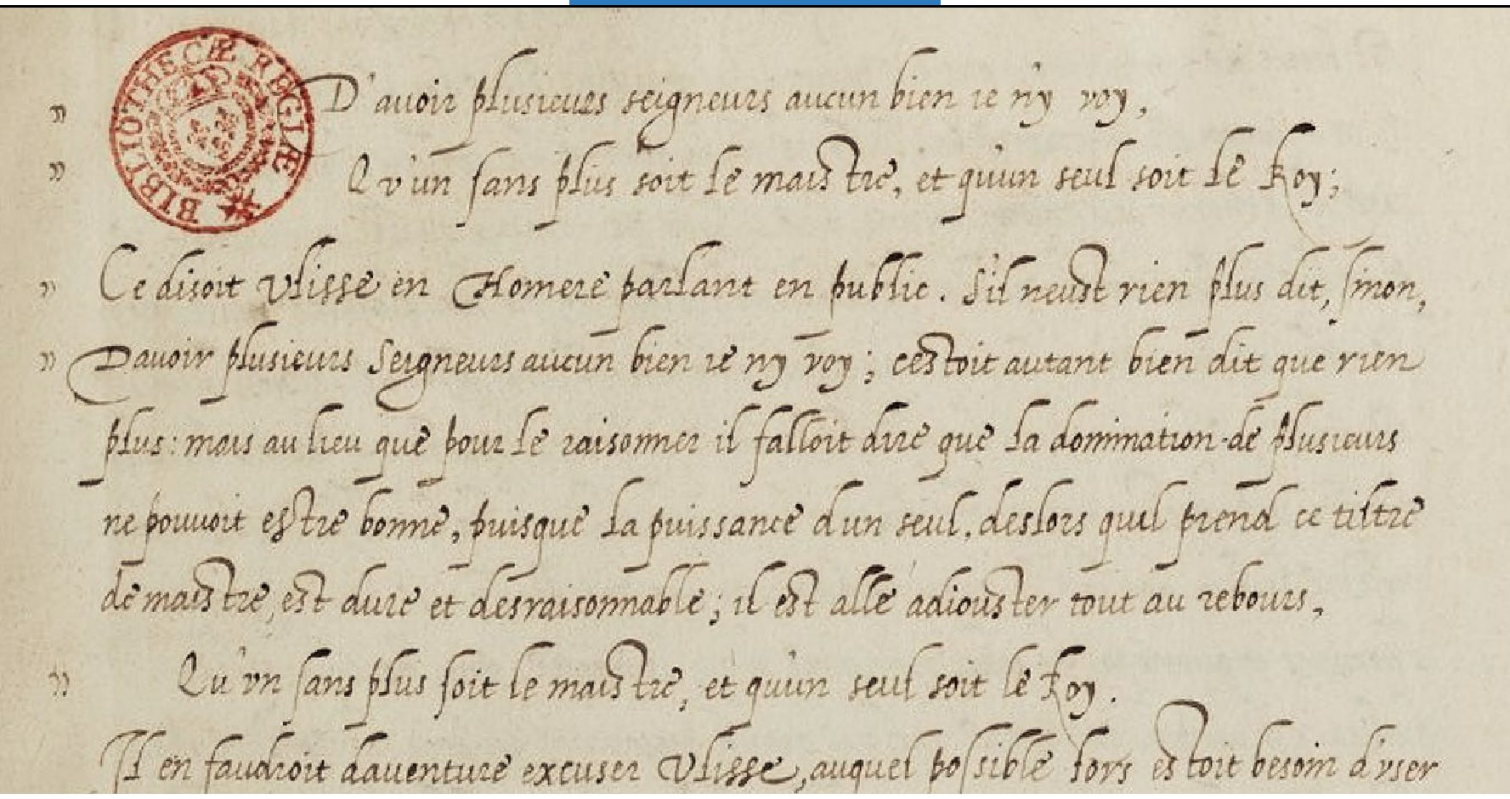
NOTES

1. Cf. E. Blanchard, « 6 février 1934 : l'extrême droite a-t-elle fait trembler la République ? », *L'Histoire* n° 516, février 2024, pp. 12-21.
2. J. Fourrier, *Graine rouge,* La Brèche, 1983, pp. 44-46.
3. É. Fajon, *Ma vie s'appelle liberté,* Robert Laffont, 1976, p. 108.
4. L'intégralité de cette déclaration a été reproduite dans *XX^e siècle. Revue d'histoire* n° 79, juillet-septembre 2003, pp. 105-116.

POUR EN SAVOIR PLUS

S. Boulouque, *Meurtres à la Grange-aux-Belles. Quand les communistes flinguaient les anarchistes,* Cerf, 2024.
J. Bouvier (dir.), *La France en mouvement. 1934-1938,* Ceyzérieu, Champ Vallon, 1986.
S. Courtois, M. Lazar, *Histoire du Parti communiste français,* PUF, 2022.
A. Kriegel, S. Courtois, *Eugen Fried. Le grand secret du PCF,* Seuil, 1997.
C. Pennetier, B. Pudal, *Le Souffle d'octobre 1917. L'engagement des communistes français,* L'Atelier, 2017.
S. Schweitzer, *Des engrenages à la chaîne. Les usines Citroën, 1915-1935,* Lyon, PUL, 1982.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO



» D'auoir plusieues seigneues aucun bien ie n'y voy,
» Qu'vn sans plus soit le maistre, et qu'vn seul soit le Roy;
» Ce disoit Vlisse en Homere parlant en public. S'il neust rien plus dit, sinon,
» Dauoir plusieurs Seigneues aucun bien ie n'y voy; c'estoit autant bien dit que rien
plus: mais au lieu que pour le raisonner il falloit dire que la domination de plusieurs
ne pouuoit estre bonne, puisque la puissance d'vn seul, desiors que prend ce tiltre
de maistre, est dure et desraisonnable; il est allé adiouster tout au rebours,
» Qu'vn sans plus soit le maistre, et qu'vn seul soit le Roy.
Il en faudroit dauenture excuser Vlisse, auquel possible lors estoit besoin d'vser

Copie manuscrite **Extrait du *Discours de la servitude volontaire* d'Étienne de La Boétie (vers 1548), conservé à la BNF.**

La Boétie, star mondiale

D'abord anonyme, le Discours de la servitude volontaire *devint, dans le contexte des guerres de Religion, un écrit de combat. En 50 pages à peine, il rallie aujourd'hui tous les combattants de la liberté.*

Par Anne-Marie Cocula*

Voir 1 million d'hommes servir misérablement, ayant le col sous le joug, non pas contraints par une plus grande force, mais d'une certaine façon, semble-t-il, ensorcelés et charmés par le nom seul d'un individu, duquel ils ne doivent ni craindre la puissance puisqu'il est seul, ni aimer les qualités puisqu'il est à leur endroit inhumain et sauvage. » Cette condamnation de la tyrannie sert d'entrée en scène au *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie, rédigé vers 1548, pour démontrer que tous ces régimes inhumains résultent d'une soumission du genre humain ! A force d'images poétiques, de références historiques, d'exclamations et d'interrogations, le style de ce récit, digne d'être déclamé, est destiné à convaincre un auditoire au terme d'une démonstration rigoureuse d'une brièveté exemplaire : moins d'une cinquantaine de pages imprimées !

Circulation clandestine

Ce texte, en l'honneur de la liberté contre la tyrannie, fut composé par Étienne de La Boétie dès ses 18 ans, et complété par lui quelques années plus tard. Tout jeune, il avait quitté sa ville natale de Sarlat en Périgord pour des études à Paris et à la faculté de droit d'Orléans. Si le manuscrit initial a disparu, des copies circulent parmi les membres de la cour de justice du parlement de Bordeaux, où La Boétie débute sa carrière en 1554. En 1557, il rencontre un nouveau collègue, Michel de Montaigne, de trois ans son cadet, désireux de le connaître comme auteur de la *Servitude volontaire*. Le parlement de Bordeaux se relève douloureusement de la répression infligée par le roi Henri II pour cause de connivence avec les meneurs de la sanglante révolte des Bordelais contre l'instauration de l'impôt sur le sel, la gabelle, en août 1548. Montaigne en fut témoin et son père, Pierre Eyquem, élu maire de Bordeaux en août 1554, en supporta les conséquences pour la ville. Dès lors, la *Servitude volontaire* a scellé entre La Boétie et Montaigne une amitié

BNF, MANUSCRITS, FRANÇAIS 839 PAGE 1

d'autant plus rapide et intense qu'elle fut brisée, en août 1563, par la mort de La Boétie à l'issue d'une brève maladie, dysenterie ou péritonite, qui l'emporte à 33 ans. A son décès, ses autres écrits demeurent presque inconnus.

Surmontant son chagrin, Montaigne entend réparer cette injustice et révéler au public l'immense talent de son ami. Il se lance dans la collecte de ses « pièces », assimilées à des « reliques », les dédie à de grands personnages et les confie, en 1570, à un éditeur parisien qui les publie l'année suivante, sous le nom de La Boétie. La *Servitude volontaire* n'y figure pas. Montaigne en donne la raison dans un « *Advertissement au lecteur* » : la « *façon trop délicate et mignarde* » du discours ne correspond plus au « *grossier et pesant air d'une si mal plaisante saison* ». Il fait ainsi allusion à la succession des « troubles » ou « guerres civiles » entre les catholiques et les protestants, que nous appelons « guerres de Religion » et qui ont débuté vers 1560. Montaigne vient d'associer, pour la première fois, le nom de La Boétie au texte de la *Servitude volontaire*. Il ne

Combattants de la liberté, anarchistes, révolutionnaires, résistants, en ont fait une œuvre intemporelle

pouvait imaginer la portée d'un tel aveu tandis que continuent de circuler des copies anonymes du manuscrit.

Selon La Boétie, la société, prise au piège d'un pouvoir illégitime, a le moyen de se soustraire à l'emprise du tyran en refusant d'obéir : « *Soyez résolus de ne plus servir, et vous voilà libres.* » Mais comment redonner le goût de la liberté à ceux qui l'ont perdue ? La Boétie assigne ce devoir à ceux qu'il qualifie de « bien nés », non pas par leur naissance, mais par leur instruction et leur savoir. Il se souvient d'Anne du Bourg, dont il a suivi les cours de droit civil à la faculté d'Orléans et de son souci de contrôler la monarchie. Le 23 décembre 1559, Anne du Bourg, devenu membre du



Statue **Étienne de La Boétie (1892) par Tony Noël, à Sarlat-la-Canéda.**

parlement de Paris, puis condamné pour hérésie, monte sur le bûcher.

Rapidement, l'actualité a fait de la *Servitude volontaire* un texte de combat. Elle est utilisée par les protestants pour condamner les massacres de la Saint-Barthélemy, à Paris, en août 1572, et dans plusieurs villes, à l'automne. Dès 1573-1574, diffusée dans l'Europe protestante, elle sert à dénoncer la tyrannie des Valois : le roi Charles IX, son frère cadet, le duc d'Anjou, et, surtout, la reine mère Catherine de Médicis, cible de virulents pamphlets. Dans sa démonstration des formes de tyrannie, La Boétie avait inclus le régime monarchique et osé tourner en dérision les insignes du sacre des rois de France – la sainte ampoule, l'oriflamme, les fleurs de lys –, semant le doute sur les origines héroïques de la royauté de Clovis et de ses successeurs.

En conséquence, interdictions et condamnations empêchent la diffusion de la *Servitude volontaire*, tout en favorisant sa circulation clandestine. En 1579, elle figure dans l'un des ouvrages brûlés à Bordeaux, devant le palais de l'Ombrière où siègent les membres du parlement qui l'ont condamnée. Montaigne n'en fait plus partie : depuis 1570, il s'est retiré chez lui, en Périgord, dans la seigneurie acquise par ses ancêtres à la fin du XV^e^ siècle. Désormais, il se consacre à ses lectures et à l'écriture des *Essais* tandis que, dans le royaume, l'appropriation politique de l'œuvre de La Boétie change de camp, passant des protestants aux catholiques ! Les plus zélés d'entre eux, réunis dans la Sainte Ligue, hostiles à l'avènement d'un roi « hérétique », en la personne d'Henri de Navarre, prétendant au trône de France, accusent de tyrannie ses partisans et fomentent la révolution ligueuse de Paris en 1588. Tant d'obstacles ont empêché Montaigne d'insérer le discours, comme il l'avait prévu, dans le livre I des *Essais*, au sein du chapitre « De l'amitié ». A sa place, il a logé des poésies de La Boétie en l'honneur de dames qu'il a aimées ou célébrées. Mais le vide de cette absence n'est pas comblé et, jusqu'à sa mort, en septembre 1592, il persiste à donner des raisons de la non-présence de la *Servitude volontaire*, faisant de son œuvre un monument à l'ami disparu.

Cette séparation éditoriale cesse en 1727 lorsque, pour la première fois, Pierre Coste réunit dans un même ouvrage la *Servitude volontaire* et les *Essais*. Il n'est pas sûr que sa lecture ait permis d'adoucir les despotes éclairés du siècle des Lumières. En 1774, dans *Les Chaînes de l'esclavage* paru à Londres en anglais (la traduction française date de 1793), Marat en accapare une partie. Du XIX^e^ au XXI^e^ siècle, le parcours du *Discours* est devenu mondial. Ses éditions et ses traductions se sont multipliées et diffusées face au mal absolu des dictatures et à leur extension. Combattants de la liberté, révolutionnaires, anarchistes, résistants, militants de la désobéissance civile, en ont fait une œuvre intemporelle qui n'a pas pris une ride en dépit de son âge : presque un demi-millénaire ! ■

** Ancienne présidente de l'université Bordeaux-Montaigne*

À LA SORBONNE

POUR LES LYCÉENS,
la Société Française d'Étude du Seizième Siècle organise, le 22 mai, une matinée consacrée à La Boétie dans l'amphithéâtre Richelieu. Inscription : sfdes.hypotheses.org/12538

PHILIPPE ROY/AURIMAGES



Année Marc Bloch

Marc Bloch, jusqu'au Brésil

Relayée par Lucien Febvre et la Revista de história *dans les années 1950, l'œuvre de Marc Bloch s'impose encore aujourd'hui au Brésil comme une référence.*

Par Eliana Magnani*

La réception de l'œuvre de Marc Bloch au Brésil, posthume, est liée à Lucien Febvre en tant que cofondateur de la revue des *Annales*. Elle s'inscrit dans un contexte intellectuel marqué par d'intenses échanges franco-brésiliens. Le dialogue scientifique s'est concrétisé au travers des missions universitaires françaises, qui ont joué un rôle-clé dans la structuration des jeunes universités brésiliennes : l'université de São Paulo (USP, fondée en 1934), celle du district fédéral de Rio de Janeiro (1935) et celle de Porto Alegre (1936).

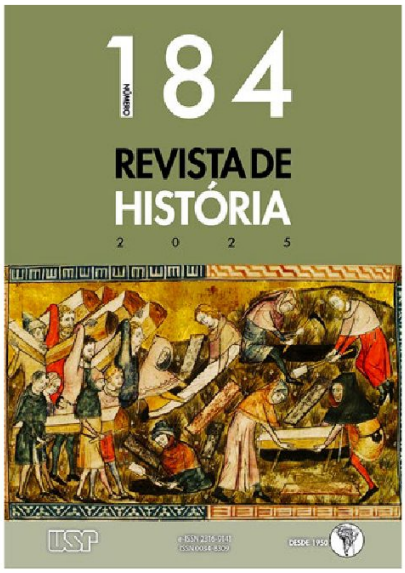
Dès 1934, des historiens français, comme Émile Coornaert, participent à la première mission pour organiser les enseignements à l'USP. Avec la deuxième vague, dans les années 1935-1939, Fernand Braudel enseigne à São Paulo et Henri Hauser à Rio – ce dernier parti à la retraite, sa chaire d'histoire économique à la Sorbonne est reprise par Marc Bloch. Après la Seconde Guerre mondiale, Braudel retourne à São Paulo en 1947. Lucien Febvre voyage au Brésil en 1949 pour une série de conférences et rencontre alors les universitaires brésiliens qui avaient côtoyé les intellectuels français dix ans plus tôt, dont l'ancien assistant de Braudel, Eurípedes Simões de Paula. Ce dernier, professeur d'histoire de la civilisation antique et médiévale à l'USP, occupe une place centrale dans



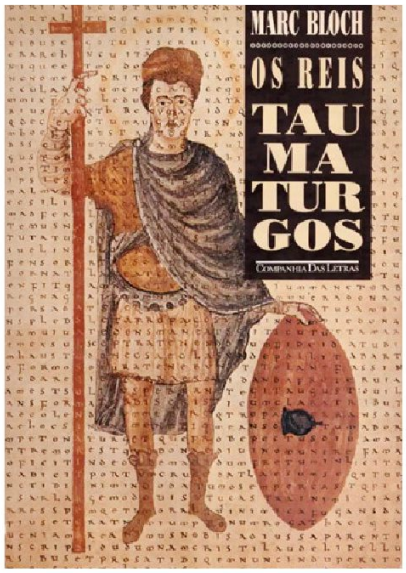
EURÍPEDES SIMÕES DE PAULA



Lucien Febvre L'historien voyage au Brésil en 1949, pour une série de conférences.



« Revista de história » Fondée en 1950, cette revue s'affirme comme un relais de la pensée des *Annales*.



Les Rois thaumaturges C'est le premier livre de Marc Bloch traduit au Brésil, en 1993.

© HERVÉ PINEL – ACERVO FFCL-USP – AGIP/BRIDGEMAN IMAGES – COLLECTION PARTICULIÈRE

la fondation de la *Revista de história* en 1950 – un projet dont les prémices remontent au séjour de Braudel en 1935-1937.

Dès son premier numéro, la nouvelle revue s'affirme comme un relais de la pensée des *Annales*, la revue créée par Marc Bloch et Lucien Febvre en 1929. Après une présentation d'Eurípedes Simões de Paula, elle s'ouvre par la transcription d'une conférence sur l'homme du XVIe siècle donnée à São Paulo par Lucien Febvre en 1949. Dans son préambule, Febvre rend hommage à Marc Bloch, *« ce grand savant fusillé par les Allemands en 1944 pour avoir été à la fois un bon Français et un bon Européen »*. Il y célèbre aussi l'esprit du groupe des *Annales*, présenté comme un modèle d'équipe d'historiens déterminés à faire de l'histoire *« une science de l'homme »*, dépassant les limites traditionnelles de la discipline.

La *Revista de história* devient un vecteur de prise de connaissance des travaux liés aux *Annales*, dont des œuvres posthumes de Marc Bloch. Dès 1951, le philosophe et historien des idées João Cruz Costa, qui avait publié une note de lecture dans les *Annales* en 1948, consacre un compte rendu à *L'Étrange Défaite*, qu'il avait découvert grâce à la préface de Febvre dans l'*Apologie pour l'histoire*. Il y souligne l'importance du témoignage à vif de Bloch. La même année, Eduardo d'Oliveira França, professeur de civilisation moderne et contemporaine à l'USP, publie une longue recension de

Les travaux de Bloch et des *Annales* deviennent des sujets pour une nouvelle génération d'historiens brésiliens

l'*Apologie*, où il rappelle les ouvrages principaux de Bloch : *Rois et Serfs*, *Les Rois thaumaturges*, *Les Caractères originaux* et *La Société féodale*.

L'héritage de Marc Bloch en tant que médiéviste et pionnier de l'étude des mentalités est relayé également par la *Revista de história*, notamment *via* les contributions de la

À LIRE

Wanessa Colares Asfora, Eduardo Henrik Aubert, Gabriel de Carvalho Godoy Castanho, « L'histoire médiévale au Brésil. Structure d'un champ disciplinaire », Eliana Magnani (dir.), *Le Moyen Age vu d'ailleurs : voix croisées d'Amérique latine et d'Europe*, Dijon, EUD, 2010.

Ian Merkel, *Les Termes de l'échange. Les intellectuels brésiliens et les sciences sociales françaises*, [2022], Aix-en-Provence, Le Poisson volant, 2024.

génération suivante d'historiens brésiliens. Parmi eux, Victor Deodato da Silva, médiéviste formé à l'USP sous la direction d'Eurípedes Simões de Paula, consacre en 1962 une recension au cours inaugural de Bloch à la Sorbonne : *Seigneurie française et manoir anglais*, édité par Georges Duby dans les *Cahiers des Annales* en 1960. Dans ce compte rendu, il salue Bloch comme l'un des plus importants médiévistes de son temps et, tout en évoquant le caractère inachevé du texte, il souligne la pertinence de l'approche d'histoire comparée des formes de domination rurale et sa richesse méthodologique mobilisée.

Recherches locales

Cependant, c'est dans son compte rendu de 1977 des deux volumes de Robert Boutruche *Seigneurie et Féodalité* qu'apparaît clairement l'empreinte durable de Bloch. En lisant Boutruche parallèlement à *La Société féodale*, Deodato da Silva révèle comment la démarche blochienne – mêlant rigueur documentaire et sensibilité aux dynamiques sociales – devient une référence pour les médiévistes brésiliens. Cette réception s'inscrit dans un mouvement plus large de réappropriation des méthodes des *Annales* et de la « nouvelle histoire », où l'accent mis par Bloch sur les structures et les mentalités collectives inspire des recherches locales. Les travaux d'Hilário Franco Júnior sur la mythologie médiévale et les pays imaginaires sont un bon exemple d'une analyse critique et renouvelée des pistes ouvertes par Bloch.

De fait, une nouvelle étape de la réception de Bloch au Brésil survient dans le sillage de la réédition en France des *Rois thaumaturges* en 1983, préfacée par Jacques Le Goff. Cette publication conforte une tendance déjà perceptible dans les thèses brésiliennes en histoire médiévale : l'étude conjuguée des représentations et des pratiques sociales, un champ dans lequel Bloch avait ouvert la voie. Ce premier livre de Bloch traduit au Brésil en 1993 illustre cette fascination pour les dimensions idéelles de la domination.

L'attention portée aux mentalités, héritée de Marc Bloch et des *Annales*, ne se limite pas à un renouvellement des objets d'étude : elle se situe dans un mouvement plus vaste de réflexion sur les fondements mêmes de la discipline historique. Au Brésil, cette évolution coïncide avec un intérêt croissant pour l'historiographie, un champ qui, depuis une vingtaine d'années déjà, connaît un essor remarquable, dont témoigne la création, en 2008, de la revue *História da historiografia*. Les travaux de Bloch, et ceux de l'école des *Annales*, deviennent des sujets de recherche pour une nouvelle génération d'historiens brésiliens, soucieux d'articuler histoire sociale, culturelle, et épistémologie. C'est dans ce contexte que l'apport réflexif de l'*Apologie pour l'histoire* est convoqué par l'historiographie brésilienne, marquée par la traduction, en 2002, de la nouvelle édition française préfacée par Jacques Le Goff en 1993.

C'est aussi dans ce cadre de retour aux fondements et à l'histoire de la discipline qu'il faut comprendre les récentes éditions brésiliennes de Marc Bloch. *L'Étrange Défaite*, traduit au Brésil en 2011, à la fois témoignage historique et réflexion méthodologique, résonne particulièrement dans un contexte où les questions de mémoire et d'engagement intellectuel gagnent en visibilité. Parallèlement, la traduction brésilienne de *La Société féodale*, en 2016, et une nouvelle traduction des *Rois thaumaturges*, en 2020, confirment l'ancrage de l'œuvre blochienne dans le débat historiographique local. ■

* *Directrice de recherche au CNRS-Laboratoire de médiévistique occidentale de Paris*

Faire la fête en Algérie coloniale

L'Institut du monde arabe a placé la fête au cœur de ses Journées de l'histoire. Mais comment se réjouir en situation coloniale ?

Par Tramor Quemeneur*

Les fêtes sont des institutions traditionnelles de transgression et de régulation sociales, comme l'avait montré l'anthropologue Roger Caillois (*L'Homme et le sacré*, 1950). Avec la conquête de l'Algérie à partir de 1830, les fêtes traditionnelles de la société algérienne, qu'elles soient à teneur publique ou privée, se sont trouvées empêchées ou encadrées du fait de leur potentielle remise en cause du système colonial. Ainsi, l'alinéa 20 de l'arrêté général sur les infractions de l'indigénat de la préfecture d'Alger, en date du 9 février 1875, qui préfigure le Code de l'indigénat de 1881, stipule que sont considérés comme des infractions spéciales sanctionnées par le Code pénal, les « *réunions sans autorisation pour* zerda (festin), ziara (visite pieuse dans un lieu saint) *ou autres fêtes religieuses ; coups de feu sans autorisation dans des fêtes* ». Les coups de feu tirés notamment lors des fantasias ne sont donc pas autorisés, sauf si la fête est dûment avalisée. C'est ce qui conduira ces joutes équestres à devenir progressivement des fêtes folkloriques, vidées de leur potentiel contestataire et violent. L'alinéa 18 du tableau annexe de la loi du 21 décembre 1897 relative aux pouvoirs disciplinaires des





MARC GARANGER/AURIMAGES – KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

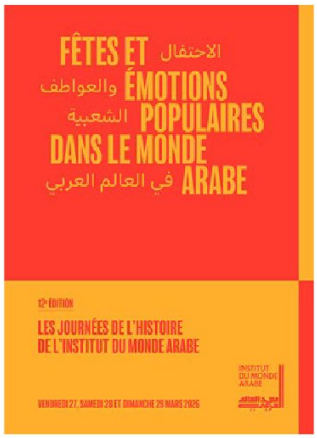
Foule En haut : fête religieuse pour le succès des récoltes dans le village des Rouabas, près du poste militaire français d'Aïn Terzine, 1960. En bas : jeunes Algériens saluant le président Gaston Doumergue lors du centenaire de la conquête de l'Algérie, en 1930.

administrateurs des communes mixtes de l'Algérie reprend ces dispositions, et précise même : « *coups de feu, sans autorisation, dans une fête, par exemple, un mariage, une naissance, une circoncision* ». Les autorités coloniales craignent ainsi l'usage des armes à feu, qui peuvent potentiellement se muer en une contestation violente de l'ordre social. Il convient toutefois de préciser que cet usage est également interdit en métropole.

Comme l'Algérie est une colonie de peuplement, où les Européens représentent, en 1882, 12,7 % de la population, la société et le pouvoir coloniaux installent peu à peu leur propre système de valeurs, occidentales, notamment pour les fêtes républicaines (défilés), chrétiennes (processions) ou de rue (corsos fleuris, carnavals ou corridas à Oran). En s'inscrivant dans le territoire algérien, elles le façonnent durablement. Par exemple, les célébrations du 14 Juillet marquent le caractère indéfectiblement français de l'Algérie, tant auprès des « indigènes » que des autres Européens présents, ce qui n'empêche pas les uns et les autres de se retrouver dans les bals publics autour des kiosques à musique, constructions typiquement françaises. Parmi les fêtes religieuses, Noël célèbre la naissance de Jésus, Aïssa dans la religion musulmane. Après la Seconde Guerre mondiale, surtout, cette fête s'implante dans une frange de la bourgeoisie musulmane avant de s'ouvrir à de plus larges couches de la population. Ainsi, ces fêtes permettent l'irruption d'un brassage social, aussi ténu soit-il, entre Européens (Français, Espagnols et Italiens notamment), mais aussi entre Européens et Nord-Africains. C'est essentiellement dans une proximité de voisinage, voire d'amitié, que le partage festif s'effectue, loin des conventions coloniales : on peut ainsi s'inviter entre voisins pour partager le repas, des plats ou des friandises à l'occasion d'une naissance, d'une communion, de Noël, de la rupture du jeûne, l'Aïd el-fitr, ou de l'Aïd el-Kébir.

Loin des conventions coloniales, on s'invite entre voisins pour partager des plats ou des friandises

FESTIVAL



L'INSTITUT DU MONDE ARABE
consacre la 12e édition de ses Journées de l'histoire aux « Fêtes et émotions populaires dans le monde arabe ». Du 27 au 29 mars au 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris. Renseignements : www.imarabe.org/fr/agenda/festivals/journees-histoire-ima-12e-edition-fetes-et-emotions-populaires-dans-monde-arabe

Même dans les maquis

Mais, dans un cadre colonial, la fête est aussi, pour le colonisateur, un moyen d'affirmer sa domination. Le centenaire de la conquête de l'Algérie, en 1930, en constitue assurément le symbole le plus fort. Il consacre le « *triomphalisme colonial* » selon le chercheur Jean-Robert Henry, par « *un ensemble de cérémonies, de festivités et défilés, de colloques et congrès* » de janvier à juin 1930[1], dont le point d'orgue fut la visite du président de la République Gaston Doumergue à Alger. Lors de ces manifestations européennes, le peuple musulman est spectateur et en retrait. Il y a pourtant des manifestations où musulmans et Européens se rapprochent. Le sport – et notamment le football –, qui donne lieu à des rencontres passionnées, voire violentes, oblige les autorités à favoriser la création d'équipes mixtes. De même, la musique algérienne favorise grâce à la diffusion par le disque une forme de métissage des musiciens, des langues et des audiences.

Reste qu'en occultant amplement les musulmans, le propagandisme colonial a renforcé les mouvements revendicatifs dans les années 1930 et 1940. A la sortie de la guerre, la victoire contre le nazisme, fêtée partout en Europe, l'est aussi en Algérie. Pour les nationalistes algériens, c'est aussi l'occasion de revendications pour l'indépendance, maintenant que le danger fasciste est passé. A Sétif, un jeune manifestant qui déployait un drapeau algérien est tué, ce qui entraîne un déchaînement de violences contre les Européens, qui fait 102 morts. La répression qui s'ensuit dans toute la région constantinoise (en particulier à Sétif, Guelma et Kherrata) est implacable, faisant plusieurs milliers, voire dizaines de milliers, de morts algériens, et dure jusqu'à fin juin à Guelma. La fête était finie.

La guerre d'indépendance (1954-1962) durcit, à tous les niveaux, les relations entre les communautés, et n'épargne pas les fêtes. Il arrive encore que l'armée française participe à ou organise des méchouis avec des notables musulmans, mais la défiance est tangible dans ces moments festifs imposés. Dans les mêmes années, le Front de libération nationale met en place de nouvelles institutions sociales parallèles. Des mariages sont célébrés dans les maquis ; quelquefois, des danses et des youyous retentissent à l'issue de réunions[2]. Plus que de véritables fêtes, données dans l'urgence du moment, ces célébrations constituent cependant le prélude d'un nouvel ordre social qui intervient avec l'indépendance, pendant laquelle les festivités durent plusieurs jours. ■

** Secrétaire général de la partie française de la Commission mixte franco-algérienne d'historiens*

NOTES

1. Cf. A. Bouchène, J.-P. Peyroulou, O. Siari Tengour, S. Thénault (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, La Découverte, 2012, pp. 370-371.
2. Cf. G. Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Fayard, 2002, pp. 227-236.

La Jeune Garde, retour aux années 1920 ?

La mort d'un militant d'ultradroite et l'implication de la mouvance antifasciste viennent rappeler que la violence politique de rue n'est pas une nouveauté.

Par Sylvain Boulouque*

L'expression « Jeune Garde » est restée dans les mémoires grâce à la chanson de Montéhus, composée en 1911, qui fait référence au groupe qui affrontait les jeunes de l'Action française, les Camelots du roi. En effet, au début du XX^e siècle, le Quartier latin est en ébullition. Le service d'ordre monarchiste empêche les formations de gauche de s'exprimer. Le journal socialiste insurrectionnel *La Guerre sociale*, animé par Gustave Hervé, appelle alors à la formation de groupes de défense. L'agitateur cherche à créer, en 1910, un parti révolutionnaire rassemblant tous les anticapitalistes. Ce mouvement est un échec, car la concurrence que se livrent les groupes révolutionnaires est féroce et certains y voient une ébauche de parti dictatorial, de type blanquiste. L'année suivante, en avril, Gustave Hervé fonde la Jeune Garde avec Miguel Almereyda. Celle-ci recrute principalement chez les anarchistes, les socialistes et les syndicalistes révolutionnaires, qui assurent la protection des réunions publiques et empêchent les Camelots du roi de régner en maîtres dans le Quartier latin. Elle acquiert une notoriété relative et, au bout de trois mois, les alentours de la Sorbonne retrouvent leur quiétude. Ses membres participent ensuite au mouvement syndical et à des affrontements fréquents avec les forces de l'ordre.

C'est dans ce contexte que Montéhus compose ce chant de ralliement. De


LE PETIT JOURNAL
ILLUSTRÉ
UN ODIEUX ATTENTAT COMMUNISTE

Affrontement **Dans la nuit du 23 au 24 avril 1925, les Jeunesses communistes se battent contre des nationalistes, rue Damrémont, à Paris.**

son vrai nom Gaston Mardochée Brunswick, né en 1872, devenu chansonnier dans les années 1890, socialiste, franc-maçon, il est connu pour plusieurs chansons, telles *La Grève des mères* (qui lui valut, en 1905, d'être condamné pour « incitation à l'avortement »), et *Gloire au 17^e* (hommage au régiment d'infanterie qui fraternisa avec les vignerons révoltés en 1907). Comme Gustave Hervé, Montéhus abandonne en 1914 la chanson révolutionnaire pour le patriotisme et même le militarisme. A cette différence que cet ami de Lénine reste un homme de gauche. Il connaît après la guerre des succès éphémères avec *La Butte rouge*, souvent interprétée à tort comme une chanson de la Commune alors qu'elle évoque la Première Guerre mondiale, puis, lors du Front populaire, avec *Vas-y Léon*. Il meurt dans l'oubli en 1952 après avoir été décoré de la Légion d'honneur par Paul Ramadier, qu'il avait connu dans les années 1910.

Incident inévitable

Sa chanson *La Jeune Garde* connaît une deuxième jeunesse. En 1920, avant le congrès de Tours, les Jeunesses socialistes se rallient massivement à la III^e Internationale et fondent la Fédération des Jeunesses communistes de France. Elles captent une partie de l'héritage socialiste et syndicaliste d'avant-guerre. Les Jeunesses communistes font de *La Jeune Garde* leur hymne mais en le modifiant. Initialement composée de trois couplets commençant par *« Nous sommes la jeune France »*, la chanson débute désormais par *« Nous sommes la Jeune Garde »*. Deux couplets sont ajoutés évoquant *« la Garde rouge »* et *« les enfants de Lénine »*. Au début des années 1920, la violence militante de rue est de retour. Les heurts entre communistes et nationalistes sont légion. Les Camelots du roi ont été supplantés par la Ligue d'Action française et les Jeunesses patriotes, qui multiplient les descentes dans les fiefs communistes, exaltant également la violence.

ROGER-VIOLLET



L'incident est alors inévitable. Le 23 avril 1925, les nationalistes organisent une réunion publique dans le bas du XVIII[e] arrondissement parisien. Les Jeunesses communistes répondent avec une contre-manifestation et entonnent *La Jeune Garde*. En toute fin de soirée, l'affrontement éclate. Quelques minutes plus tard, des coups de feu retentissent. Quatre nationalistes sont tués. Dès le lendemain, l'opinion publique s'enflamme. La droite accuse les communistes et le ministre de l'Intérieur de complaisance. La gauche non communiste déplore les violences. Les communistes font bloc autour des militants suspectés, défendant avec fierté leur action.

Si la violence politique de rue baisse en intensité après ce drame, elle demeure latente. Les communistes fondent deux nouveaux groupes : les Jeunes Gardes antifascistes (pour les Jeunesses) et les groupes de défense antifascistes (notamment composés d'anciens combattants et de syndicalistes) en 1926. Ces organisations sont éphémères et la violence évolue. La Jeune Garde antifasciste et les groupes antifascistes sont remplacés, un temps, par un nouvel organisme, le Front rouge, qui disparaît vers 1933. Après l'adoption de la tactique classe contre classe, les socialistes sont souvent victimes d'attaques communistes, comme à Paris, le 5 octobre 1929, où

Fin 1929, la SFIO crée des groupes de défense et un service d'ordre pour protéger ses réunions

Daniel Mayer et ses amis arrivent à repousser les assauts du PCF, ou à Lille, le 30 mars 1930, où des communistes tirent sur une réunion socialiste.

Fin 1929, la SFIO crée officiellement des groupes de défense et un service d'ordre pour protéger ses réunions. La Jeune Garde reste un moyen de ralliement et d'identification de part et d'autre. Après le 6 février 1934 et la montée des mouvements nationalistes, les groupes de défense socialistes se renforcent. Les Jeunesses socialistes participant à un service d'ordre se font appeler « la Jeune Garde socialiste » et reprennent le chant de Montéhus. Ses membres sont intégrés l'année suivante dans les « Toujours prêts pour servir » (TPPS), qui conservent principalement la dimension défensive de protection des réunions. Au milieu des années 1930, les Jeunes Socialistes se dotent d'un nouvel emblème : les trois flèches, devenues le symbole de la Jeune Garde antifasciste d'aujourd'hui.

LES TROIS FLÈCHES



Inventées par Sergueï Tchakhotine dans les années 1930, les trois flèches sont reprises par les Jeunes Socialistes. Elles sont devenues le symbole de la Jeune Garde antifasciste d'aujourd'hui.

Ce symbole a été inventé par Sergueï Tchakhotine (1883-1973), un scientifique menchevik, exilé en Allemagne, membre du Parti socialiste allemand, auteur de *Du viol des foules par la propagande politique*, dans lequel il analyse les techniques de persuasion sur le comportement des populations. Il souhaite créer un contre-imaginaire visuel face à la montée du nazisme. Le symbole est initialement utilisé par le Front d'airain, un groupe d'autodéfense créé pour protéger les institutions de la république de Weimar et les organisations de gauche des attaques de nazis. Les trois flèches percent une croix gammée. En 1932, le signe est repris en affiche par le SPD, le parti social-démocrate allemand, pour marquer son refus du conservatisme, du nazisme et du communisme. En 1933, Tchakhotine se réfugie à Paris et conseille à la SFIO d'adopter cet emblème. Les Jeunesses socialistes puis le service d'ordre de la SFIO, les TPPS, fortement influencés par le socialiste aux accents libertaires Marceau Pivert, l'adoptent en 1934 avant que la SFIO en fasse son symbole en 1936, lui associant la devise *« Pour le pain, la paix, la liberté »*. Ce logo reste le symbole du Parti jusqu'aux années 1950. Les Jeunes Gardes socialistes et les TPPS ont disparu après la fusillade de Clichy du 16 mars 1937, à laquelle ils étaient mêlés, ayant transformé un service d'ordre défensif en une action offensive.

Après la Seconde Guerre mondiale, la chanson intègre le folklore manifestant à gauche de l'échiquier politique. Signe de pacification du militantisme, vers 1950, les trois flèches disparaissent des symboles socialistes, qui préfèrent en 1971 le poing et la rose, puis tombent dans un oubli relatif. Les trois flèches réapparaissent aux États-Unis, lors des manifestations contre Donald Trump en 2017. En 2018, la Jeune Garde antifasciste est fondée à Lyon. D'extrême gauche, elle se réapproprie à la fois les trois flèches, la référence à la chanson et l'héritage de la violence politique. Retour aux années 1920. ■

** Professeur au lycée Michelet (Vanves)*

MATTHIEU DELATY/HANS LUCAS/AFP – COLL. CASAGRANDE/ADOC-PHOTOS

D'où venaient les Étrusques ?

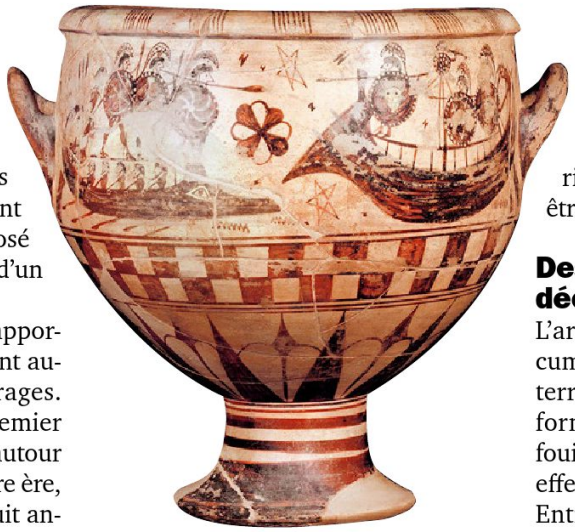
Autochtones ou originaires d'Orient ? Depuis Hérodote, la question passionne les historiens. Un ouvrage récent tente de relancer le débat.

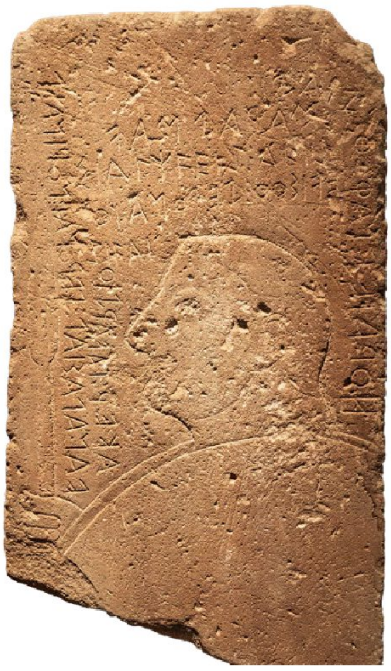
Par Vincent Jolivet*

La question de l'origine des Étrusques, sur laquelle les Anciens eux-mêmes ne s'accordaient pas, n'a cessé de fasciner, depuis la Renaissance, et a puissamment contribué, avec le problème posé par leur langue, à forger l'idée d'un « mystère » relatif à ce peuple.

Deux principales réponses apportées à cette question se partagent aujourd'hui la plupart des suffrages. Hérodote, d'abord, dans le premier livre de ses *Histoires*, rédigées autour du milieu du Ve siècle avant notre ère, rapporte qu'au terme de dix-huit années d'une disette survenue en Lydie sous le règne mythique du roi Atys, celui-ci aurait scindé son peuple en deux groupes. L'un serait resté sur place tandis que l'autre, conduit par son fils Tyrrhénos, se serait embarqué à Smyrne pour rejoindre les côtes de l'Italie centrale. Sous le nom de Tyrrhéniens, ils y seraient devenus les premiers Étrusques ; le nom du roi permet de situer cette migration au XIIIe siècle av. n. è., c'est-à-dire, pour l'Italie, à l'Age du bronze récent. Quatre siècles plus tard, à l'époque d'Auguste, Denys d'Halicarnasse, dans ses *Antiquités romaines*, réfute brièvement la théorie d'Hérodote en affirmant que le peuple étrusque, différent de tout autre par sa langue et par ses coutumes, descend de populations autochtones.

Comment trancher, faute de sources directes, entre ces deux Grecs ? Les progrès de l'archéologie et de la linguistique permettent d'approcher la question sur des bases plus solides que ces deux positions, dont la première se rattache à tout un ensemble de récits de fondation mythiques tandis que la seconde, plus éloignée encore de l'époque d'apparition du peuple étrusque, pourrait être considérée comme moins fiable.





Art En haut : combat naval sur un cratère réalisé par Aristonothos, un Grec installé en Étrurie méridionale au VIIe siècle avant notre ère. Ci-dessus : stèle de Lemnos, VIe siècle av. n. è.

ROME, MUSEI CAPITOLINI ; LUISA RICCIARINI/BRIDGEMAN IMAGES – LEMNOS, KAMINIA, ÉGLISE AGIOS ALEXANDROS ; KISLER CREATIONS/ALAMY/PHOTO12

Des recherches génétiques décevantes

L'archéologie, d'abord. Tout en documentant un développement ininterrompu des habitats et leur transformation progressive en cités, les fouilles de l'Italie centrale témoignent effectivement de plusieurs ruptures. Entre les dernières heures de l'Age du bronze, à la fin du XIe siècle, et le début de l'Age du fer, avec la civilisation dite « villanovienne » – mais celle-ci n'entretient aucun rapport avec l'Orient. Avec la période orientalisante, qui débute quand s'achève le VIIIe siècle av. n. è., s'engagent des contacts et des échanges entre l'Orient et la région tyrrhénienne en direction de laquelle Grecs et Phéniciens exportent bientôt des produits manufacturés (orfèvrerie, céramique) contre des matières premières, surtout des métaux (fer, cuivre, étain et plomb) qui se trouvaient en abondance en Étrurie. Parallèlement, on voit apparaître tout un ensemble d'innovations, comme l'introduction de l'écriture ou, pour la céramique, celle du tour rapide, en même temps que se diffusent de nouvelles pratiques religieuses, des croyances et mythes issus de la Méditerranée orientale. Deux ruptures, par conséquent, autour de 1000 et de 725 av. n. è., mais dont aucune ne correspond à la date suggérée par Hérodote, qui écrivait huit siècles

À LIRE



Inutilement polémique

Avec *L'Aube des Étrusques* (Les Belles Lettres, 2025), Bernard Sergent entend reprendre et trancher le débat. Postulant une migration du peuple anatolien des Tyrsènes en mer Égée, dans le Péloponnèse, en Crète, et finalement en Étrurie entre le début du IXe siècle et 750 av. n. è., il n'hésite pas à présenter les chercheurs qui ne sont pas d'accord avec lui comme des « fixistes ». Un ton polémique qui risque de figer le débat dans des termes un peu anciens. Les spécialistes, aujourd'hui, s'accordent sur l'origine villanovienne d'une civilisation étrusque enrichie par des apports extérieurs successifs.

après les faits qu'il relate, et aucun élément archéologique qui soit en mesure de documenter sur le plan matériel l'arrivée massive d'un nouveau peuple sur les côtes tyrrhéniennes. Ce n'est qu'à partir de l'époque orientalisante, dans la seconde moitié du VIIe siècle av. n. è., que nous avons le témoignage formel de la présence en Étrurie de groupes restreints originaires de Grèce, comme l'aristocrate Démarate de Corinthe, exilé de sa patrie, qu'accompagnaient artistes et artisans, tandis que son propre fils Lucumon allait devenir roi de Rome sous le nom de Tarquin l'Ancien.

La langue, ensuite. Celle des Étrusques n'appartient pas à la grande famille des langues indo-européennes. L'idée d'un rapport étroit de l'étrusque avec l'Orient, qui serait à porter au crédit de l'origine orientale du peuple qui la parlait, se fonde sur la découverte, dans l'île grecque de Lemnos, d'inscriptions rédigées dans une langue apparentée à l'étrusque, datables de la seconde moitié du VIe siècle av. n. è. Quelle que soit l'explication que l'on propose pour cette parenté, cette datation tardive, alors que l'écriture existait déjà en Étrurie depuis un siècle, et que la civilisation archaïque y était florissante, interdit de l'utiliser pour fonder l'hypothèse d'une origine orientale des Étrusques.

Aujourd'hui, on s'attache à mieux cerner le processus de formation de ce peuple et de sa culture

Depuis le début du siècle, l'espoir d'une solution définitive apportée au problème par les recherches génétiques portant sur l'ADN des squelettes étrusques, qui demeurent une piste prometteuse, a également été déçu : les différentes tentatives réalisées en ce sens, sur la base d'un échantillon statistique nécessairement réduit, ont conduit à ce jour à des résultats ambigus ou contradictoires.

C'est pourquoi, après avoir suivi bien des pistes, en recourant à bien des approches depuis près d'un siècle, et en particulier à partir des travaux de Massimo Pallottino, les chercheurs – historiens, archéologues, anthropologues, linguistes, épigraphistes, généticiens… – explorent minutieusement une troisième voie, moins manichéenne, conciliant la présence d'une population autochtone, les Villanoviens, dans ce qui deviendra l'Étrurie, avec une série d'apports successifs, directs ou indirects, issus du monde méditerranéen oriental, et devenus massifs à partir du début du VIIe siècle av. n. è. On s'attache moins aujourd'hui à déterminer l'origine des Étrusques qu'à mieux cerner le processus de formation de ce peuple et de sa culture. ■

* *Directeur de recherche émérite au CNRS*

SAN GIMIGNANO, PALAZZO COMMUNALE, CAMERA DEL PODESTÀ ; AKG-IMAGES

EN AVRIL *sur www.lhistoire.fr*

DES ARTICLES INÉDITS



HOMMAGES
« André Burguière, au nom de la famille »
par Bernard Vincent

MUNICIPALES
« La première fois que les Français ont élu leurs maires »
entretien avec Jean Garrigues

CODE CIVIL
« Devoir conjugal, une notion fantôme ? »
par Aïcha Limbada

« Hélène Mouchard-Zay »
par Olivier Loubes

DANS NOS ARCHIVES

IRAN
« Les Gardiens de la révolution »
par Stéphane A. Dudoignon

ANNIVERSAIRE
« Tchernobyl : enquête sur une catastrophe annoncée »
par Nicolas Werth

CONCOURS

CAPES, ENS, AGRÉGATION
Préparez les concours grâce à une sélection d'articles issus de nos archives et présentés par les meilleurs spécialistes

Abonnez-vous gratuitement à la « Lettre H », la newsletter de L'Histoire



DOSSIER

« Tout est changé ». Un événement mondial ! p. 34
Pourquoi les Américains ont gagné p. 46
1787, Philadelphie. Constitution : le coup de force p. 58
Amérindiens : les grands perdants p. 60
1776-2026. L'impossible commémoration ? p. 66

1776, la révolution américaine

Il y a deux cent cinquante ans, les colonies d'Amérique du Nord se soulevaient contre la monarchie britannique et proclamaient leur indépendance. Cette révolution, qui vit la naissance d'un nouveau pays, les États-Unis, eut un retentissement mondial. Elle fut suivie d'une guerre entre Britanniques et Américains mais aussi entre patriotes et loyalistes fidèles à Londres puis, avec l'entrée en lice de la France et de l'Espagne, d'un conflit international qui se jouait depuis les Caraïbes jusque dans la Manche. Victorieuse en 1783, la jeune nation pouvait s'enorgueillir d'avoir battu la première puissance mondiale et légué une Déclaration des droits *aux valeurs universelles. Mais bien des questions restaient en suspens. Pour les Amérindiens, dont de nombreux villages ont été détruits, cet empire neuf qui regarde vers l'Ouest est lourd de menaces. Quant aux esclaves, qui avaient combattu dans les deux camps, la Constitution de 1787 allait ruiner leurs espoirs d'émancipation.*

Au Capitole La *Signature de la* Déclaration d'indépendance, peint par John Trumbull pour le jubilé de 1826, est accroché dans la rotonde du Capitole à Washington. Sur ce détail, on voit les cinq rédacteurs présenter le texte à John Hancock, le président du Congrès à Philadelphie.

NEW HAVEN, YALE UNIVERSITY ART GALLERY, INV. 1832.3 ; AKG-IMAGES

« Tout est changé »

Un événement mondial !

En 1776, les États-Unis sont les premiers au monde à proclamer les droits de l'homme et à rejeter la mainmise coloniale des Britanniques. La révolution américaine offrit, à la fin du XVIIIe siècle, un langage, des références et des précédents à tous les insurgés des deux rives de l'Atlantique.

Par Manuel Covo

Tout est changé […]. *Un jour a fait naître la révolution. Un jour nous a transportés dans un siècle nouveau.* » Pour l'abbé Raynal, auteur de *Révolution de l'Amérique*[1], 1776 marquait une rupture majeure dans l'histoire des sociétés humaines. Cette conviction était alors largement partagée au sein de la République des lettres à la fin du XVIIIe siècle : le Britannique Richard Price jugeait que la « *révolution américaine pourrait bien être l'étape la plus importante dans le progrès de l'humanité* » ; Condorcet voyait, dans l'acte proclamant l'indépendance, « *une exposition simple et sublime de ces droits si sacrés et si longtemps oubliés* ». Tous, à leur manière, faisaient écho au best-seller publié en janvier 1776 par le Britannique Thomas Paine *Common Sense* (« Le Sens-Commun »), pamphlet qui attisa la ferveur révolutionnaire dans les Treize Colonies britanniques et plaça la rupture avec la métropole sous le signe du « *bonheur du genre humain* » *(cf. p. 37)*.

L'AUTEUR Professeur associé à l'université de Californie à Santa Barbara, *Manuel Covo a notamment publié* Entrepôt of Revolutions. Saint-Domingue, Commercial Sovereignty, and the French-American Alliance *(Oxford University Press, 2022).*

L'influence de John Locke

Dès lors, républicanisme, droits de l'homme, Constitution, régime représentatif et souveraineté nationale ne relevaient plus seulement d'énoncés abstraits mais s'éprouvaient comme des réalités politiques. Surtout, ces principes laissaient entendre que la révolution américaine portait une ambition universaliste. Une perspective qui allait faire de 1776 l'événement fondateur et annonciateur de 1789.

Les origines de la révolution américaine ne se comprennent cependant qu'en tenant compte de sa dimension impériale. Dans les années 1760, les colons blancs en Amérique du Nord se percevaient comme des sujets britanniques, fiers de leur participation victorieuse contre la France dans la guerre de Sept Ans (1756-1763) et attachés à leur colonie, qu'il s'agisse de la Virginie, de la Pennsylvanie ou du Massachusetts. Les premiers ressorts de la crise furent donc, avant tout, ceux de l'empire britannique. Confronté à l'ampleur de la dette laissée par la guerre, le gouvernement de Londres entendit faire contribuer les sujets américains à l'effort fiscal à un niveau comparable à celui des contribuables de Grande-Bretagne. Cette volonté de reprise en main, perçue outre-Atlantique comme une inflexion autoritaire, fut rejetée par les colons au nom même de leur identité britannique et du principe « *No taxation without representation* ».

PHOTO PERSONNELLE – THE GRANGER COLLECTION NYC/AURIMAGES



Bannière étoilée Le 25 novembre 1783, jour de l'évacuation de New York par les Britanniques, le drapeau américain est hissé sur le port (gravure du XIXe siècle). Le *Stars and Stripes*, adopté en 1777, est constitué de 13 bandes représentant les 13 États devenus indépendants et de 13 étoiles symbolisant leur union.

L'ÈRE DES RÉVOLUTIONS

1776, 4 juillet
Les Treize Colonies américaines proclament leur indépendance. Le 4 décembre, Benjamin Franklin arrive en France pour plaider la cause des patriotes.

1777
La Fayette s'embarque pour l'Amérique.

1778, février
Traités d'alliance et de commerce avec la France.

1779
L'Espagne s'engage aux côtés des Américains.

1781-1787
Aux Provinces-Unies (actuels Pays-Bas), insurrection contre Guillaume V d'Orange.

1783
Le 3 septembre, à Paris, Britanniques et Américains signent un traité de paix qui fixe aussi la frontière entre les États-Unis et le Canada britannique.

1789-1790
Révolution brabançonne, en actuelle Belgique, contre l'empereur Joseph II.

1788
La cause américaine a coûté 200 milliards d'euros à la France. Convocation des états généraux.

1791-1804
Révolution à Saint-Domingue : première révolte d'esclaves réussie du monde moderne.

1798-1800
Quasi-War entre la France et les États-Unis. Fin du traité d'alliance entre les deux pays.

1803-1804
Vente de la Louisiane par la France aux États-Unis et indépendance d'Haïti.

1810-1825
Mouvements indépendantistes dans l'Amérique espagnole.

Leurs sources d'inspiration intellectuelles étaient diverses. Les révolutionnaires puisèrent, d'abord, dans la tradition du républicanisme britannique forgée au cœur de la guerre civile au mitan du XVIIe siècle, notamment par Algernon Sidney et John Milton, théoriciens d'une liberté anglaise dont ils se réclamaient. Ils s'inscrivaient surtout dans l'héritage de la Glorieuse Révolution de 1688-1689, qui avait chassé Jacques II du trône et posait les bases de la monarchie parlementaire, et dans l'œuvre de son principal apologiste John Locke, dont les *Two Treatises of Government* constituèrent une référence majeure. La notion de « contrat social », ainsi que l'insistance sur les droits naturels, au premier rang desquels la liberté et la propriété, formaient le socle du dispositif revendicatif des patriotes. Héritiers du républicanisme classique, les colons partageaient une méfiance structurelle à l'égard de l'exécutif et la hantise de la corruption.

Mais, au-delà de la Grande-Bretagne, les colonies étaient également parties prenantes des institutions et des réseaux des Lumières transatlantiques. L'un des ouvrages les plus décisifs fut sans doute *De l'esprit des lois* (1748) de Montesquieu, dont l'analyse des contre-pouvoirs contribua à fonder la théorie des *« checks and balances »*.

Au-delà de la circulation des idées, les échanges économiques et le commerce eurent un impact concret dans la dynamique révolutionnaire.

La guerre s'est aussi déroulée à Ouessant, aux Caraïbes, en Afrique et jusqu'à Pondichéry

Lors de la Boston Tea Party, le 16 décembre 1773, les Américains purent se permettre de jeter à l'eau des cargaisons de thé parce qu'ils disposaient d'une alternative à celui importé par la Compagnie britannique des Indes orientales : le thé introduit illégalement par les contrebandiers néerlandais depuis les Caraïbes. Malgré les législations protectionnistes mises en place par la Grande-Bretagne, les Américains exportaient leurs produits agricoles vers les colonies françaises des Antilles et vers les possessions espagnoles du continent. Ces débouchés permettaient en outre de se procurer armes, poudre et munitions. Certains intermédiaires jouèrent un rôle-clé. Le dramaturge Beaumarchais, auteur du *Mariage de Figaro*, conclut des accords destinés à approvisionner les insurgés, avec l'aval discret de Versailles, avant l'entrée officielle de la France dans la guerre en 1778 *(cf. p. 54)*. Diego de Gardoqui, depuis Bilbao, et Juan de Miralles, depuis Cuba, participèrent également à ces circuits de ravitaillement.

L'enthousiasme des Européens

Mais si de jeunes Européens s'enthousiasmèrent pour la cause américaine, ce fut parfois moins par appât du gain que par idéalisme et désir de gloire. Le plus célèbre d'entre eux, le marquis de La Fayette, s'embarqua dès l'âge de 19 ans, en 1777, pour l'Amérique et son implication militaire fut réelle, notamment lors de la bataille décisive de Yorktown, en 1781. Considéré comme une sorte de

CHÂTEAU DE BLÉRANCOURT/AURIMAGES

À SAVOIR

Palmer, Godechot et la « révolution atlantique »

L'idée, mise en avant dès la fin du XVIIIe siècle, qui consiste à voir la révolution américaine comme une propédeutique à la française, fut affinée, dans les années 1950, par l'Américain Robert Palmer et le Français Jacques Godechot. En forgeant la notion de « révolution atlantique », ces historiens proposèrent de penser les deux « grandes révolutions » ensemble, dans le cadre d'une réflexion sur la démocratisation et l'affirmation des droits. Ils se montrèrent plus innovants encore en attirant l'attention sur la constellation de « petites révolutions » qui, à la même époque, ébranlèrent l'Europe : aux Pays-Bas, à Genève ou encore en Irlande. En pleine guerre froide, cette perspective fut mal reçue par les historiens dits « jacobins » de la Sorbonne, Albert Soboul en tête, qui y voyaient une lecture pro-américaine. Depuis le Bicentenaire, cette approche a connu un regain d'intérêt : d'une part, elle s'est mondialisée, en intégrant la révolution haïtienne et les révolutions ibéro-américaines ; d'autre part, elle s'est nuancée, en insistant sur les interactions révolutionnaires et les contextes locaux. Il s'agit, en somme, d'une histoire des circulations, des individus, des idées et des biens, à travers des frontières poreuses.



« Coiffure à l'Indépendance ou le Triomphe de la liberté », estampe, vers 1778.

« père fondateur français » de la jeune nation, il devint aussi, en France, un héros des « deux mondes ». D'autres volontaires de la première heure méritent d'être mentionnés : le Polonais Tadeusz Kosciuszko, venu d'un pays menacé par les appétits impériaux de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie ; ou encore l'Allemand Johann de Kalb, recruté secrètement par Versailles pour faciliter des contacts et préparer d'éventuelles négociations avec les patriotes américains.

Lorsque la France (1778), l'Espagne (1779) et les Provinces-Unies (1779) entrèrent officiellement en guerre contre la Grande-Bretagne, le conflit prit une dimension mondiale, avec des théâtres d'opérations dans la Manche (bataille d'Ouessant en juillet 1778), en Méditerranée (siège infructueux de Gibraltar par les troupes franco-espagnoles), aux Caraïbes (une zone centrale de la guerre qui s'achève avec la défaite française aux Saintes en avril 1782), en Afrique de l'Ouest (en janvier 1779, reprise de Saint-Louis du Sénégal) et dans l'océan Indien (siège de Pondichéry en août 1778). Après des débuts décevants pour les Français, la coordination navale et l'engagement de la flotte espagnole permirent de contester la supériorité de la Royal Navy et d'offrir aux Américains les conditions pour l'emporter sur le plan militaire.

Pour la France, la guerre ne se réduisait pas à une simple revanche après la défaite contre les Britanniques lors de la guerre de Sept Ans. La monarchie entendait revenir sur certaines clauses du traité de 1763, qu'il s'agisse de la rétrocession de petites possessions à l'ouest du Sénégal et dans les Antilles, ou encore de la question des droits de pêche dans l'Atlantique Nord. Mais l'objectif central était ailleurs : affaiblir l'empire britannique afin de préserver ce que Versailles considérait comme sa « perle », l'île de Saint-Domingue, et se doter d'un allié sur le continent américain capable, en cas de nouveau conflit, de contribuer à sa protection. La colonie de Saint-Domingue (actuel Haïti), dont la prospérité reposait sur la traite des esclaves, le sucre et le café, était en effet le moteur du commerce français de la fin du XVIIIe siècle. Scinder l'empire britannique apparaissait comme un moyen de réduire le risque d'une offensive contre les Antilles françaises, particulièrement vulnérables.

L'Espagne, quant à elle, entra à reculons dans une guerre qui lui semblait comporter plus de risques que d'opportunités, même si l'enjeu de la rétrocession de Gibraltar (britannique depuis 1713) et des Florides (la Grande-Bretagne avait divisé le territoire en deux entités à l'issue de la guerre de Sept Ans) pesait dans la



Les deux La Fayette **Portrait de La Fayette par Le Paon, vers 1783 (Lafayette College, Easton). Dès l'âge de 19 ans, le marquis est parti combattre en Amérique. A sa gauche, James Armistead : cet esclave qui a rejoint l'armée américaine en 1781 a joué un rôle d'espion : prétendant être en fuite, il a infiltré l'armée britannique et obtenu des informations utiles à la préparation du siège de Yorktown. En 1784, La Fayette a attesté son rôle lorsqu'il a demandé son émancipation. James prit alors le nom de « Lafayette » (écrit à l'américaine).**

PARIS, MUSÉE CARNAVALET ; ARCHIVES CHARMET/BRIDGEMAN IMAGES – WASHINGTON, NATIONAL PORTRAIT GALLERY ; AKG-IMAGES



DANS LE TEXTE

Thomas Paine « Un nouvel univers »

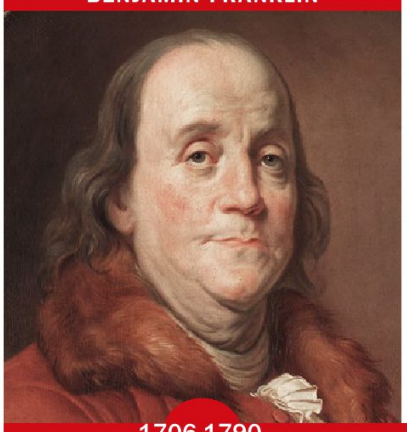
La vertu *[…]* n'est point héréditaire ; elle n'est pas même constante chez les mêmes individus. *[…]* Il ne tient qu'à nous de revenir aux premiers âges du monde. On n'a pas vu, depuis Noé, de peuple dans une pareille situation. La naissance d'un nouvel univers est proche, et ce qu'il se passera sous peu de mois réglera la portion de liberté que doit attendre une race d'hommes, peut-être aussi nombreuse que toute la population de l'Europe."

Le Sens-Commun, 1776.

PORTRAITS

Comité des Cinq : les hommes de la

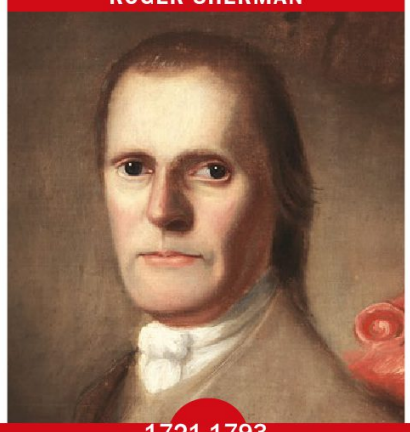
BENJAMIN FRANKLIN



1706-1790

Scientifique reconnu, il vit à Londres à la fin des années 1750 puis fait partie du comité qui rédige, du 11 au 28 juin 1776, la *Déclaration d'Indépendance*. Il est nommé émissaire à Versailles en 1776 pour convaincre la France d'intervenir.

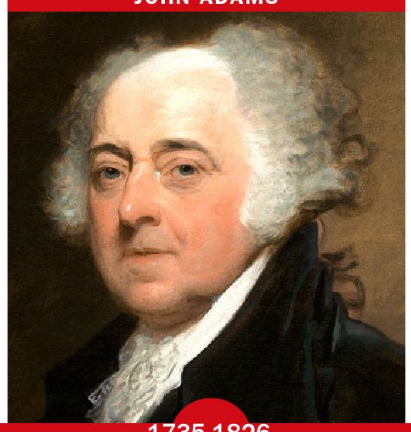
ROGER SHERMAN



1721-1793

Avocat du Connecticut, il est le seul à avoir signé les trois grands textes de la révolution américaine : la *Déclaration d'Indépendance* en 1776, les *Articles de la Confédération* en 1781 et la Constitution en 1787.

JOHN ADAMS



1735-1826

Diplômé de Harvard, il joue un rôle décisif dans le basculement vers l'indépendance. Envoyé en France en 1778, il fut l'un des négociateurs du traité de Paris. Il est le deuxième président des États-Unis, de 1797 à 1801.

CC0 NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 32.100.132/THE FRIEDSAM COLLECTION, BEQUEST OF MICHAEL FRIEDSAM, 1931
WASHINGTON, NATIONAL PORTRAIT GALLERY ; ARG-IMAGES – WASHINGTON, NATIONAL PORTRAIT GALLERY ; DARCHIVIO/OPALE.PHOTO

balance. France et Espagne partageaient une crainte plus profonde : pour la première fois, des colonies s'étaient insurgées avec succès pour devenir indépendantes, annonçant ce que l'on appellera plus tard la « décolonisation ».

De grandes révoltes éclatèrent au Pérou en 1780 et en Nouvelle-Grenade (l'actuelle Colombie) en 1781, en réaction aux réformes fiscales et administratives imposées par la monarchie espagnole, notamment pour soutenir l'effort de guerre. Les ressorts de ces mouvements étaient d'abord locaux, mais l'inquiétude était réelle. Turgot, le contrôleur général français des Finances qui s'était opposé à l'entrée en guerre, l'avait prophétisé en 1776 dans son *Mémoire sur les colonies américaines* : « *l'indépendance de l'Amérique anglaise* » provoquerait une « *révolution totale dans les rapports de l'Europe avec l'Amérique* ».

La cour de Versailles s'enthousiasma, elle, sans ombres, pour la cause américaine, dont le républicanisme ne paraissait pas menacer directement la monarchie absolue ni l'ordre nobiliaire. Une « mode américaine » s'empara des esprits, phénomène auquel contribua de manière décisive Benjamin Franklin, installé à Versailles comme représentant officieux des patriotes entre 1776 et 1785. Déjà célèbre pour ses travaux sur l'électricité, Franklin sut façonner une image séduisante de la jeune

Une « mode américaine » s'empara des esprits, et flamba avec l'installation de Franklin à Versailles

cause américaine et plaider efficacement en faveur d'une intervention française. Sa popularité fut telle qu'il devint l'objet d'innombrables images et publications, qui le désignaient sous le nom de « Bonhomme Richard », allusion à l'*Almanach* qu'il publiait.

On célébrait, plus largement, une figure idéalisée de l'Américain, dont la simplicité supposée semblait attester une proximité avec l'état de nature. Les théories du climat, très présentes au XVIIIe siècle, alimentaient un imaginaire de rusticité et d'authenticité. George Washington fut ainsi représenté comme un républicain à l'antique, rapproché du général romain Cincinnatus, figure de vertu austère et d'incorruptibilité, dans laquelle beaucoup projetèrent l'espoir d'un dirigeant exemplaire.

La République des lettres européenne s'empara des grands textes états-uniens, traduits en français, en allemand ou en italien presque aussitôt après leur publication, qu'il s'agisse de la *Déclaration d'indépendance* ou, plus tard, des Constitutions adoptées par les treize différents États. Les *Letters from a Farmer in Pennsylvania* de John Dickinson ou les *Notes on the State of Virginia* de Thomas Jefferson furent discutées et commentées par Turgot, Condorcet, ou encore l'Italien Filippo Mazzei.

Cet intérêt n'avait rien d'une admiration béate : il suscitait une

« Déclaration d'indépendance »

THOMAS JEFFERSON



1743-1826

Planteur esclavagiste de Virginie et juriste, il est, malgré son jeune âge, le principal rédacteur de la *Déclaration d'Indépendance*. Ambassadeur des États-Unis en France entre 1785 et 1789, il est le troisième président des États-Unis (1801-1809).

ROBERT LIVINGSTON



1746-1813

Rédacteur avec les quatre autres de la *Déclaration d'Indépendance*, il n'a pas pu la signer car il se trouvait alors à New York. Il fut ambassadeur des États-Unis en France de 1801 à 1804. Il est le moins célèbre des Cinq.

FOCUS

Ont-ils inventé les droits de l'homme ?

« Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. »

La *Déclaration d'indépendance* a été adoptée par le Congrès de Philadelphie le 4 juillet 1776. Principalement rédigée par Thomas Jefferson, en raison de son éloquence, il s'agit d'un texte court, fait pour être proclamé.

La *Déclaration* s'ouvre sur un préambule inspiré par la philosophie politique de John Locke et des droits naturels puis démontre, par l'exposé de 27 accusations, que le roi George III a violé les principes du gouvernement.

Cette *Déclaration* a-t-elle influencé les révolutionnaires français en 1789 ? C'est surtout la *Déclaration des droits* de Virginie, adoptée dès le 12 juin, qui ressemble à la française. D'ailleurs, le texte du 26 août 1789 a été en partie rédigé par La Fayette dont les brouillons ont été annotés par Jefferson, alors ambassadeur en France et lui-même originaire de Virginie.

CC0 NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 24.19.1/BEQUEST OF CORNELIA CRUGER, 1923
ALBANY INSTITUTE OF HISTORY & ART, GIFT OF ELIZABETH S. EDWARDS, 1951.67.2

série de débats, notamment autour des modèles constitutionnels. Les contemporains s'exerçaient, par exemple, à comparer la Constitution du Massachusetts, fondée sur un exécutif relativement fort, et celle de la Pennsylvanie, plus démocratique et monocamérale. La Constitution fédérale adoptée en 1787 et mise en application en 1789 fut, elle, accueillie avec davantage de réserve, précisément parce qu'elle semblait réintroduire un exécutif puissant à travers la figure du président *(cf. p. 58)*.

Contagion aux Provinces-Unies

C'est d'abord aux Provinces-Unies (Pays-Bas) que l'élan révolutionnaire venu d'Amérique se traduisit en une révolution (1781-1787). Le pays avait pourtant appartenu au camp des vainqueurs de la guerre de l'Indépendance, mais il avait subi de lourdes pertes, notamment le pillage de l'île Saint-Eustache dans les Antilles. Le traité de paix conclu en 1783 avec la Grande-Bretagne lui étant peu favorable, il provoqua un profond mécontentement. Les Provinces-Unies formaient alors une république confédérale, mais le gouverneur, appelé « stathouder », voyait son pouvoir héréditaire s'affermir, au point de faire glisser la république vers un régime quasi monarchique.

Nombre de patriotes néerlandais se reconnurent dans la cause états-unienne, en adoptèrent une partie du langage politique, s'organisèrent en associations de volontaires armés et reprirent certains symboles révolutionnaires, comme l'arbre de la liberté. En 1781, l'appel lancé par Van der Capellen *Au peuple des Provinces-Unies* rappelait que *« tous les hommes* [étaient] *nés libres »*. Dans les années qui suivirent, les patriotes s'emparèrent des villes les unes après les autres, selon une dynamique globalement peu violente. Cette séquence fut cependant interrompue en 1787 : la Prusse, soutenue financièrement par la Grande-Bretagne, écrasa le mouvement et rétablit le stathouder dans la plénitude de ses prérogatives. Les principaux meneurs durent s'exiler, et

MISE AU POINT

Vu d'Angleterre : un séisme

Par Edmond Dziembowski

Du côté des Britanniques, l'indépendance des États-Unis a produit un véritable choc moral.

En 1765, lorsque éclate la révolte contre le *Stamp Act* en Amérique du Nord, le prestige du modèle britannique est à son zénith. Depuis la Glorieuse Révolution de 1688-1689, la Grande-Bretagne se targue de posséder la meilleure Constitution au monde, l'équilibre de ses pouvoirs empêchant la mise en place d'un régime arbitraire. Dix ans plus tard, une tout autre réalité, mortifiante pour l'orgueil national, se fait jour : la liberté britannique aurait été un mythe. Si les colonies américaines se sont émancipées du joug de la métropole, c'est, selon la *Déclaration d'indépendance*, qu'*« une longue suite d'abus et d'usurpations »* ont été *« invariablement dirigés vers* [...] *le projet de réduire* [les colonies] *à l'asservissement sous un despotisme absolu »*. La terre de la liberté est devenue une mégère tyrannique ! Durement atteint, le moral de la nation se reconstitue autour de nouveaux combats.

L'AUTEUR Professeur émérite à l'université Marie-et-Louis-Pasteur de Besançon, *Edmond Dziembowski a notamment publié* Le Siècle des révolutions, 1660-1789 *(Perrin, 2019).*



Magna Britannia **La Grande-Bretagne privée de ses membres : New York, la Nouvelle-Angleterre, la Pennsylvanie et la Virginie (lithographie de Franklin, 1766).**


GEORGE III

Comme au Nouveau Monde, la révolution et l'indépendance stimulent, dans la métropole, un puissant loyalisme. Beaucoup de Britanniques, jusqu'alors critiques envers le gouvernement, réagissent comme lord Temple qui, sous le choc de la guerre, se rallie à la politique de fermeté du Premier ministre lord North : *« Il n'y a, je crois, de plus juste cause que de souhaiter la victoire de notre chère, chère Angleterre. »*

Ce loyalisme se double d'un retour en grâce de la monarchie. Alors que les débuts de son règne avaient été laborieux, George III est devenu la figure rassembleuse d'un peuple sans boussole. Sa popularité ne fera que se renforcer ensuite.
Face à ce bloc attaché à l'ordre en place se dessine, au sein de l'opposition au ministère de lord North, une tendance libérale et réformatrice incarnée par une nouvelle génération ouverte au changement. Orateurs de talent à la Chambre des communes, Edmund Burke et Charles James Fox plaident avec fougue la cause des colons révoltés, préconisant des concessions, notamment la reconnaissance de l'autonomie législative de l'Amérique.

PHOTO PERSONNELLE – CCØ NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 83.2.759/GIFT OF WILLIAM H. HUNTINGTON, 1883 – COLLECTION PRIVÉE ; PHILIP MOULD LTD, LONDON/BRIDGEMAN IMAGES

Cette fascination pour les insurgents est tout aussi marquée chez deux figures éminentes de la Chambre des Communes et de celle des Lords, John Dunning et le comte de Shelburne, qui défendent la reconnaissance du Congrès américain comme partenaire à part entière de la Grande-Bretagne. Même si elle est encore peu cernable, une nouvelle bipolarisation de la vie politique, opposant un camp réformateur à un camp conservateur, est née.
Mais c'est dans la sphère extra-parlementaire que les sympathies pour les ex-colons sont les plus ostensibles. Les cercles radicaux qui plaident pour un élargissement du système électoral se sentent proches de leurs cousins du Nouveau Monde. A la radicalisation des insurgents vis-à-vis de la métropole répond celle des hérauts de la réforme parlementaire. En 1776, tandis que l'Amérique largue les amarres, le major Cartwright défend, en Grande-Bretagne, le principe du suffrage universel masculin.

L'éveil des consciences

L'identification à la cause américaine est encore plus manifeste en Irlande, dont le Parlement est inféodé à celui de Westminster. Amérique-Irlande, même combat : c'est ce que réalise dès 1765 Henry Grattan, futur chef de file des patriotes irlandais, quand, étudiant à Londres, il entend au Parlement un discours du Premier ministre Grenville, père du *Stamp Act* : *« Il s'exprimait sur la taxation de l'Amérique et sur l'indiscutable loi du royaume qui lui conférait ce droit. Et il l'étendait à l'Irlande. Ceci fit une grande impression sur moi* […]. »
Une dizaine d'années après cette épiphanie politique, l'opposition évoquée par Grattan est passée à l'action.
Le 15 février 1782, à Dungannon, 25 000 volontaires réclament en convention l'autonomie législative. Contamination révolutionnaire ? La menace est en tout cas prise au sérieux. Les lois qui limitaient la marge de manœuvre législative de l'Ile verte sont abrogées. Les effets du choc révolutionnaire ne se limitent pas à la politique. Le mercantilisme, une des causes du mécontentement des colons, est remis en cause. En 1782, pendant les pourparlers de paix, le Premier ministre lord Shelburne met fin au protectionnisme. L'ère du « doux commerce » s'ouvre.
La révolution américaine a également stimulé les progrès du mouvement abolitionniste britannique. Les études récentes insistent sur le traumatisme causé par la destruction de l'image d'une nation attachée à la liberté, une renommée dont les Britanniques étaient si fiers. Puissance devenue oppressive, Albion se doit de redorer son blason. En moins d'une décennie, la cause de la liberté des esclaves s'est emparée de l'opinion. En 1783, des quakers présentent au Parlement une modeste pétition recueillant 273 signatures demandant une législation plus humaine envers les Africains. En 1792, ce sont quelque 400 000 signatures qui affluent à Westminster pour réclamer l'abolition de la traite !
Les origines du mouvement abolitionniste ne peuvent se réduire au choc moral produit par l'indépendance américaine. Reste que le spectacle d'une Grande-Bretagne dépouillée de son aura de phare mondial de la liberté a joué un rôle moteur dans l'éveil des consciences. ■

▶ beaucoup trouvèrent refuge à Paris, où ils reçurent le soutien de Mirabeau, porte-parole de leur cause dans un pamphlet qu'il publia en 1788 : *Aux Bataves sur le stathouderat*.

A Genève et dans les Pays-Bas autrichiens (l'actuelle Belgique), la rhétorique américaine fut également mobilisée par des leaders patriotes. En 1782, l'exemple états-unien revivifiait l'idée de souveraineté populaire genevoise, mise à mal par un système politique devenu oligarchique. Dans les Pays-Bas autrichiens, certains chefs de la révolution allèrent jusqu'à concevoir le projet d'« États belgiques unis », pensé comme une entreprise indépendantiste et explicitement inspiré, du moins dans son vocabulaire, par la révolution américaine.

Dans ces deux cas, toutefois, les enjeux locaux primaient largement, et

A Genève comme en Belgique, la rhétorique américaine est mobilisée par les patriotes

les structures sociales et politiques différaient des nouveaux États-Unis. Les deux expériences firent long feu : à Genève, la répression, appuyée par la France, mit fin au mouvement ; dans les Pays-Bas autrichiens, une guerre civile larvée facilita le retour des troupes impériales et le rétablissement de l'autorité de l'empereur en 1790. Ces révolutions mort-nées contribuèrent néanmoins à peupler Paris de réfugiés politiques, dont plusieurs jouèrent un rôle crucial dans les premiers temps de la Révolution française.

L'image de la jeune république américaine avait sensiblement évolué en France au cours des années 1780. La monarchie avait célébré la victoire comme un triomphe national, celui du royaume qui avait concouru à l'indépendance des États-Unis, et comme une guerre présentée sous le signe de la défense de la « liberté des mers » face à la « piraterie » britannique. Le gouvernement, tout comme les ▶

milieux négociants, nourrissait l'espoir que cette alliance se traduirait par un essor durable du commerce avec les États-Unis. Or ces attentes furent vite déçues. Les Américains craignaient de tomber dans une sphère d'influence française ; leur défiance envers une puissance catholique ne s'était pas dissipée ; et, surtout, ils renouèrent rapidement leurs échanges avec l'ennemi britannique.

Faisant fi des mesures protectionnistes prises par le gouvernement, les contrebandiers américains faisaient de surcroît main basse sur des denrées coloniales (sucre et café) qui contribuaient grandement à la puissance économique de la France. Dans ces conditions se diffusa un thème appelé à faire fortune : celui d'une « ingratitude américaine », ignorant le prix du sang versé par la France et incarnée par une nation réputée tout entière vouée aux « capitalistes », selon le vocabulaire de l'époque.

Ce ressentiment s'expliquait surtout par l'ampleur d'une dette qui représentait près de 80 % du PIB en 1787 (la cause américaine, à elle seule, avait coûté 46 millions de livres – soit l'équivalent de 200 milliards d'euros actuels), alors même que les emprunts contractés lors de la guerre de Sept Ans n'avaient pas été résorbés. La France avait épuisé l'essentiel de ses ressources institutionnelles pour accroître ses revenus ; et la résistance obstinée des groupes privilégiés conduisit, en 1788, à la convocation des états généraux, perçus comme un ultime recours. La dette née de la guerre fut ainsi l'étincelle qui mit le feu aux poudres et enclencha la séquence révolutionnaire.

Plusieurs acteurs de la révolution américaine jouèrent à nouveau un rôle dans la Révolution française. Le marquis de La Fayette devint l'une des figures de proue d'une noblesse libérale acquise aux réformes. Son beau-frère le vicomte de Noailles, vétéran lui aussi de la guerre d'Amérique, comptait parmi les acteurs marquants de la nuit du 4 août 1789, au cours de laquelle furent abolis les privilèges. Thomas Jefferson lui-même, le principal rédacteur de la *Déclaration d'indépendance* de 1776, alors ambassadeur des États-Unis en France, conseilla son ami La Fayette et commenta son projet de *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, dont les principaux articles furent adoptés dans la version finale

CONTREPOINT

Esclavage : la bombe à retardement

La révolution américaine eut des effets contradictoires sur la vie des esclaves.

En 1775, lord Dunmore, le gouverneur de Virginie, promettait la liberté à tous les esclaves prêts à rejoindre les Britanniques contre les insurgés américains. Il s'agissait de déstabiliser les sociétés esclavagistes de la Virginie et de la Caroline du Sud. Ceux qui s'enrôlèrent purent parfois conquérir une liberté précaire. Mais, après la défaite de 1783, beaucoup durent s'exiler. Trois mille « loyalistes » noirs devinrent des colons involontaires dans les terres froides de la Nouvelle-Écosse, au Canada. Avec le soutien des abolitionnistes londoniens, plus d'un millier de colons noirs gagnèrent la Sierra Leone et son nouveau port, Freetown. Ils furent rejoints peu après par près de la moitié des loyalistes noirs dont l'expérience canadienne s'était avérée éprouvante.

Premières abolitions

Du côté américain, la guerre, avec ses contradictions, contribua à faire de l'esclavage un sujet de discorde. Dans les États du Nord, elle accéléra l'organisation de sociétés abolitionnistes, souvent d'inspiration religieuse. Les Quakers de Pennsylvanie furent pionniers, en défendant l'idée d'une abolition graduelle.
Des lois allant dans ce sens furent adoptées, non sans résistances, dans la plupart des États du Nord. Mais, dans le même temps, la Constitution de 1787 favorisa une consolidation de l'esclavage dans le Sud, et même le renforcement politique des planteurs. Le compromis des Trois Cinquièmes prévoyait en effet que les esclaves soient comptés, pour partie, dans le calcul de la représentation à la Chambre des représentants, alors même qu'ils étaient privés de tout droit de vote, conférant ainsi une représentation disproportionnée aux États du Sud. Ces effets se firent sentir de l'autre côté de l'Atlantique. Brissot, marqué par son voyage en 1788 aux États-Unis, admirait les Quakers pour leur activisme. Sa rencontre avec le réfugié genevois Clavière déboucha sur la création d'une société destinée à encourager les échanges franco-américains. Si son action fut modeste, elle prépara la fondation de la Société des Amis des Noirs en 1788.
Ce club collaborait avec ses équivalents en Amérique du Nord et à Londres afin de coordonner la lutte pour l'interdiction de la traite. Condorcet, pourtant thuriféraire de l'expérience américaine, ne manqua pas de

le 26 août 1789. Thomas Paine, quant à lui, s'opposa aux thèses conservatrices de Burke, violemment hostile à la Révolution française, en publiant un pamphlet retentissant, *The Rights of Man*. Il s'installa à Paris en 1792 pour s'engager dans la révolution républicaine. Sa notoriété fut telle qu'il obtint la citoyenneté française puis fut élu député à la Convention nationale.

Toutefois, il ne faut pas exagérer l'influence des « américanistes ». Au début de la Révolution, les anglomanes restaient nombreux, et le modèle britannique demeurait une référence plus familière, du moins jusqu'à son rejet à l'été 1789. Par ailleurs, nombre d'acteurs ne croyaient pas qu'une république née dans un pays de taille et de population modestes puisse être transposée à une grande monarchie : avec leurs 4 millions de têtes en 1789, les États-Unis étaient environ sept fois moins peuplés que la France. Surtout, à partir de 1792, le précédent américain pèse déjà moins qu'on ne l'imagine rétrospectivement. Beaucoup de révolutionnaires estimaient avoir dépassé l'exemple états-unien par l'ampleur et la radicalité de leurs réformes. Enfin, plusieurs figures majeures de la Révolution s'y intéressaient peu, ou la connaissaient mal : c'était le cas de Robespierre.

En retour, la Révolution française contribua à redéfinir, aux États-Unis, le sens, la portée et même l'héritage de la révolution américaine. Dans un premier temps, nombre d'Américains interprétèrent la prise de la Bastille comme un prolongement de 1776 et célébrèrent presque unanimement les premières années de la Révolution. Mais l'insurrection des esclaves à Saint-Domingue en août 1791, les massacres de prêtres réfractaires et de nobles en septembre 1792, l'exécution de Louis XVI en janvier 1793, puis l'entrée en guerre de la France contre la Grande-Bretagne en février 1793 divisèrent profondément la société américaine.

L'arrivée aux États-Unis d'Edmond-Charles Genêt, envoyé en 1793 comme ambassadeur de la France révolutionnaire pour activer le traité d'alliance et entraîner les Américains contre l'ennemi britannique, provoqua une ébullition populaire à Philadelphie, Charleston ou encore Baltimore. Des foules d'artisans, de boutiquiers et de marins plantèrent des arbres de la liberté, arborèrent



Washington **Plus de 250 esclaves vivaient sur sa plantation de Mount Vernon. Dans son testament, il ordonna l'affranchissement des 123 esclaves qui lui appartenaient en propre (lithographie de 1852).**

EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES – MUSÉE DE VERSAILLES ; ROGER-VIOLLET

relever la contradiction entre l'esclavage et les principes universalistes proclamés dans la *Déclaration d'indépendance*. De fait, les États-Unis servirent aussi de référence aux planteurs français : de même qu'aux États-Unis l'esclavage pouvait être aboli dans certains États et maintenu dans d'autres, il devait être possible, dans l'empire français, de proclamer le principe du « sol libre » en métropole tout en préservant, dans les colonies, le système esclavagiste. Cet argument s'avéra efficace. Il fallut attendre l'insurrection à Saint-Domingue en 1791, puis la reprise de la guerre avec la Grande-Bretagne, pour que l'esclavage soit aboli en France en 1794, abolition certes partielle dans ses effets et, surtout, temporaire dans sa durée. ■ ***M. C.***

DANS LE TEXTE



Condorcet
« L'Amérique nous a donné l'exemple »

L'Amérique nous a donné cet exemple. L'acte qui a déclaré son indépendance est une exposition simple et sublime de ces droits si sacrés et si longtemps oubliés. Dans aucune nation, ils n'ont été ni si bien connus, ni conservés *[…]* Le spectacle d'un grand peuple où les droits de l'homme sont respectés, est utile à tous les autres, malgré la différence des climats, des mœurs et des constitutions. *[…]* Le spectacle de l'égalité qui règne dans les États-Unis, et qui en assure la paix et la prospérité, peut aussi être utile à l'Europe. Nous n'y croyons plus, à la vérité, que la nature ait divisé la race humaine en trois ou quatre ordres."

De l'influence de la révolution d'Amérique sur les opinions et la législation de l'Europe, 1786.

des cocardes, portèrent des toasts aux héros de la Bastille. Une partie de la classe politique américaine rejeta pourtant avec inquiétude cette effervescence, dénonçant une « *mobocracy* », c'est-à-dire la tyrannie de la foule. Surtout, George Washington proclama la neutralité des États-Unis en avril 1793 afin de contenir le risque d'ingérence extérieure et d'éviter que le conflit européen ne fracture davantage encore la jeune république.

Ces tensions eurent pour effet de structurer la vie publique américaine en favorisant l'émergence du bipartisme. D'un côté se cristallisa un Parti fédéraliste, favorable au renforcement du pouvoir central, plutôt anglophile et porté par une vision industrialiste du développement, organisé autour d'Alexander Hamilton. De l'autre, un Parti républicain-démocrate, attaché à l'autonomie des États, davantage tourné vers l'agriculture, et volontiers pro-Français, incarné par Jefferson.

Ces divisions s'exacerbèrent lorsque le successeur de Washington, John Adams, se rapprocha de Londres et fit adopter, en 1798, des mesures répressives, notamment les *Alien and Sedition Acts*, autorisant le président à expulser tout non-citoyen « *jugé dangereux pour la paix et la sécurité des États-Unis* ». Celles-ci visaient les journalistes, qui pouvaient être incarcérés s'ils contestaient la ligne officielle du gouvernement, mais aussi certains immigrés, tout particulièrement les Français – exilés politiques ayant fui la Terreur comme Talleyrand et Volney ou réfugiés venus des Antilles.

Dans le même temps, le gouvernement américain encourageait discrètement l'autonomisme du nouveau gouverneur de Saint-Domingue,



Miranda **Né à Caracas, Francisco de Miranda a combattu contre les Britanniques pendant la révolution américaine, puis avec les Français à Valmy en 1792, avant de s'engager pour l'indépendance du Venezuela en 1811.**

Les habitants blancs des États-Unis furent convaincus du rôle messianique de leur révolution

Toussaint Louverture, un ancien esclave qui était parvenu au sommet de la hiérarchie militaire. L'objectif était de sécuriser l'accès à un marché crucial pour l'économie états-unienne depuis que les navires américains avaient été exclus des ports britanniques dans les colonies. Si les planteurs et une partie des républicains-démocrates étaient horrifiés et craignaient la « contagion » des révoltes d'esclaves, une minorité d'abolitionnistes considérait que la lutte des Noirs français concrétisait le projet émancipateur de leur révolution.

La neutralité des États-Unis, souvent perçue comme bienveillante envers les Britanniques, et ce soutien matériel apporté à Toussaint Louverture fissurèrent l'alliance franco-américaine, jusqu'à déboucher sur une guerre larvée, la *Quasi-War* (1798-1800). Celle-ci fut déclenchée en 1797 par l'affaire XYZ, ces trois lettres correspondant à trois agents chargés de négocier avec Talleyrand pour régler la

© FERNANDO LEAL ; MEXICO, ANFITEATRO SIMON BOLIVAR ; NPL-DEA PICTURE LIBRARY/M. SEEMULLER/BRIDGEMAN IMAGES

crise entre les deux pays. Le ministre exigea d'eux un pot-de-vin, ce qui fut révélé à la presse et provoqua un scandale national aux États-Unis. La *Quasi-War* fut un conflit maritime qui ne donna jamais lieu à une déclaration de guerre officielle. Mais elle aboutit, des deux côtés, à des centaines de captures de navires. En 1800, la convention de Mortefontaine qui y mit fin entérina l'abandon du traité d'alliance, tandis que la France s'engageait dans une concentration autoritaire du pouvoir avec le Consulat. La république américaine se retrouvait dès lors plus isolée sur la scène internationale, même si elle sut tirer parti des bouleversements caribéens : l'échec de l'expédition de Bonaparte, destinée à évincer Toussaint Louverture et, à terme, à rétablir l'esclavage, facilita la vente de la Louisiane conclue en 1803 à un prix avantageux.

De Buenos Aires à Belfast

Dans les années 1790, d'autres mouvements révolutionnaires éclatèrent en Europe, parfois avec le soutien intéressé de la France. Le modèle étatsunien ne disparut pas pour autant : il continua d'offrir un langage, des références et des précédents aux révoltés. La Société des Irlandais unis, fondée en 1791, s'inscrit dans cette double dynamique, américaine et française, en revendiquant l'établissement d'un gouvernement représentatif en Irlande. La grande rébellion de 1798 contre les Anglais, réprimée dans le sang, relevait bien d'une logique républicaine et indépendantiste, mais elle s'enracinait aussi dans des tensions confessionnelles entre catholiques et protestants.

La période 1810-1825 voit s'ouvrir une nouvelle séquence révolutionnaire, cette fois dans l'Amérique espagnole. De la Colombie à l'Argentine, en passant par le Pérou et le Chili, ces mouvements indépendantistes dialoguèrent avec les révolutions américaine et française. Les modèles constitutionnels issus des États-Unis et de la France furent débattus, traduits, adaptés, donnant lieu à de nombreux croisements plutôt qu'à de simples imitations. Aux États-Unis, ces révolutions furent accueillies avec enthousiasme. Des Américains y contribuèrent matériellement, notamment par les échanges commerciaux et par l'action de corsaires. Dans ce nouvel équilibre, l'idéal républicain tendait à apparaître comme une marque des Amériques, tandis que l'Europe, après les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, se retrouvait à nouveau dominée par les monarchies.

Les habitants blancs des États-Unis furent convaincus du rôle messianique de leur révolution. Certes, la jeune république demeurait une puissance de second ordre dans l'équilibre mondial, mais elle se pensait déjà promise à un grand avenir. Il faut néanmoins nuancer cette lecture, souvent reprise dans une veine nationaliste. Si la rhétorique de 1776 fut invoquée, de Buenos Aires à Belfast, les configurations locales primaient, et les différences comptaient tout autant que les analogies. Par contraste, le radicalisme des révolutions française et haïtienne ainsi que leurs conséquences géopolitiques firent apparaître l'expérience étatsunienne comme plus circonscrite. En outre, l'universalisme proclamé se heurtait à la persistance de l'esclavage *(cf. p. 42)*. Reste que la *Déclaration d'indépendance* s'imposa durablement comme un modèle dans les luttes de décolonisation. Elle fut, par exemple, explicitement mobilisée par Ho Chi Minh au Vietnam, cent soixante-dix ans plus tard. ■

FOCUS

Abigail Adams : « remember the ladies » !



Épouse de John Adams, Abigail Adams *(ci-dessus : pastel de 1766)* entretient avec son époux une correspondance régulière lorsqu'il rejoint le Congrès à Philadelphie. Dans une lettre de mars 1776, elle l'avertit de *« ne pas oublier les dames »* – *« remember the ladies »* –, attirant son attention sur la situation inégale des femmes mariées. Ce qui lui vaut souvent d'être présentée comme une icône féministe. Il ne s'agit certes pas d'une déclaration publique, mais bien d'un échange privé. Reste que Abigail Adams affirme, dans cette même lettre, la nécessité d'instruire les femmes et exprime des positions anti-esclavagistes. Comme beaucoup d'autres, durant la guerre, elle dirige seule l'exploitation familiale, supervise les récoltes, contrôle les finances, fait vacciner ses enfants contre la variole. A l'issue du conflit, si, dans le New Jersey, certaines veuves (propriétaires) obtiennent le droit de vote, à l'échelle fédérale, les femmes sont exclues de la citoyenneté dans la Constitution de 1787.

NOTE

1. Le livre est tiré des volumes IX et X de l'*Histoire des deux Indes*, qui fut un best-seller à la fin du XVIII[e] siècle. Mais cet extrait connut également le succès : il y en eut cinq éditions pour la seule année 1781 et il fut traduit en anglais, allemand, néerlandais et italien.

THE GRANGER COLLECTION NYC/AURIMAGES

Pourquoi les Américains ont gagné

A priori *rien ne prédisposait les Treize Colonies d'Amérique, fleuron du tout-puissant empire britannique, à s'unir pour donner naissance aux États-Unis en 1776. Mais il fallut, pour cela, huit années d'une guerre dont on a oublié la violence.*

Par Bertrand Van Ruymbeke



PHILIPPE MATSAS/OPALE. PHOTO

L'indépendance des colonies nord-américaines était sans doute prévisible tôt ou tard, la révolution, elle, aucunement. Depuis le milieu du XVIIIe siècle, les Treize Colonies profitent d'un commerce et d'une démographie en pleine expansion et, ce que la crise révèlera aux yeux de tous, d'une autonomie législative ancrée dans leur vie politique. Elles sont néanmoins confortablement sises au sein d'un empire, riche et étendu, devenu dominant en Amérique du Nord. La soudaineté et la gravité de la crise anglo-américaine qui se développe dans les années 1760 puis se mue en un bras de fer institutionnel d'abord, militaire ensuite, avant de devenir un conflit mondial, surprennent l'observateur. En à peine treize ans, de 1763 à 1776, les Treize Colonies quittent définitivement l'empire britannique et remportent une guerre contre la toute-puissante Grande-Bretagne. La détermination des colons américains et leur capacité à s'unir, alors que toute leur histoire les divisait jusque-là, constituent deux phénomènes absolument imprévisibles.

L'année 1763 était pourtant l'apogée de l'empire britannique sur le continent américain. A l'issue de la guerre de Sept Ans (1756-1763), les Britanniques ont supplanté et exclu d'Amérique du Nord les Français, qui perdent le Canada et la Louisiane. Leur victoire est totale, l'euphorie, générale. Mais, au-delà de cet enthousiasme partagé entre la métropole et les colonies nord-américaines, qui ont pleinement participé au conflit, la guerre crée une situation inédite. Pour la première fois, les Britanniques sont les seuls Européens à posséder des colonies à l'est du Mississippi. Une réorganisation territoriale, commerciale et fiscale de l'empire s'impose. De 1763 à 1773, une série de mesures

L'AUTEUR Membre senior de l'Institut universitaire de France et membre de l'American Philosophical Society à Philadelphie,



Bertrand Van Ruymbeke enseigne la civilisation et l'histoire américaines à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis. Il vient de publier 1776. L'année américaine *(Tallandier, 2026).*



1770, MASSACRE DE BOSTON



Premiers tirs Tout commence à Boston (dont on voit ci-dessus le port), où, le soir du 5 mars 1770, huit soldats britanniques tirent sur la foule et font cinq morts. Le *Boston Massacre* est le thème, dès 1770, d'une gravure de Paul Revere (ci-contre), largement diffusée.

CC0 NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 10.125.103/GIFT OF MRS RUSSELL SAGE, 1910

sont adoptées et, fait inédit, toutes vont être contestées par des colons unis dans leur détermination.

En 1763, la proclamation royale du souverain britannique George III limite l'expansion des colonies en deçà d'une ligne tracée le long de la crête des Appalaches. Londres souhaite conserver le contrôle des territoires anciennement revendiqués par la France et peuplés de nations amérindiennes, tout en contenant l'expansion démographique et territoriale des Treize Colonies. Ces dernières jouissent d'une démographie galopante, leur population doublant tous les vingt-cinq ans au XVIII[e] siècle pour atteindre environ 2,5 millions en 1775. Pourrait-il y avoir un jour plus de sujets britanniques outre-Atlantique qu'en Europe ? Comment retarder cette échéance ?

La politique britannique n'est toutefois ni acceptée ni respectée par les colons. La proclamation de 1763 a ruiné les espoirs de spéculation à grande échelle des planteurs de la côte, notamment en Virginie. Ces terres dites « de l'Ouest » sont en effet une source importante de revenus spéculatifs pour les élites, qui les achètent en très grande quantité et les revendent par parcelles aux colons. Des fermiers se sont déjà installés au-delà des Appalaches et, s'ils en sont chassés par l'armée, ils reviennent aussitôt. Les colons sont, aussi, irrités par la décision de Londres de ▶

HUIT ANS DE GUERRE

1763
Victorieuse, mais ruinée par la guerre de Sept Ans, la Grande-Bretagne instaure des taxes et des droits de douane en Amérique du Nord.

1773, 16 décembre
Boston Tea Party : des colons jettent dans le port des cargaisons de thé.

1775, 19 avril
Batailles de Lexington et de Concord, premier affrontement armé entre Britanniques et milices.

1776
En mars, Boston est repris par les Américains. En août, New York est occupé par les Britanniques.

1777, 17 octobre
Victoire américaine à Saratoga (New York), grâce aux armes françaises.

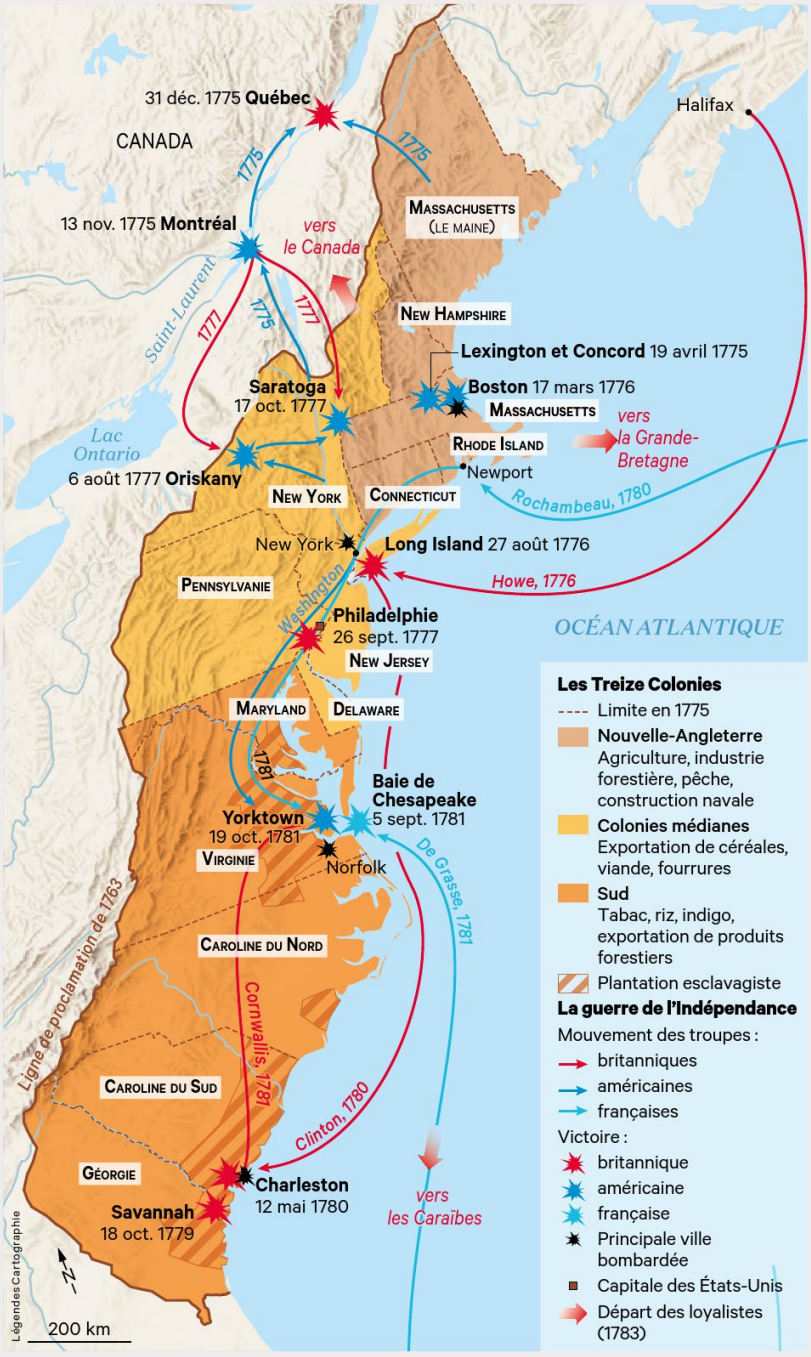
1779
Prise de Savannah, en Géorgie, par les Britanniques.

1781
Victoire décisive des Franco-Américains à Yorktown.

1783
Le traité de Paris met fin à la guerre : la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

MISE AU POINT

Portrait des Treize Colonies en guerre



Dès 1775, la guerre fait rage dans le nord, où les Britanniques cherchent à isoler la Nouvelle-Angleterre et à prendre Philadelphie. Mais, en 1779, les combats se déplacent dans le sud où les Britanniques comptent sur les loyalistes dont ils surestiment le nombre. Une erreur tactique.

Des marchands de Boston aux planteurs de tabac de Virginie, ce sont des colonies très différentes qui se soulèvent.

Les Treize Colonies qui proclament leur indépendance le 4 juillet 1776 ont été fondées au cours du XVII[e] siècle, entre 1607 (Virginie) et 1681 (Pennsylvanie), sauf la Géorgie, qui l'est en 1732. La plupart d'entre elles sont royales, c'est-à-dire gouvernées par la Couronne, à l'exception de la Pennsylvanie et du Maryland, qui appartiennent aux familles Penn et Baltimore, ainsi que du Rhode Island et du Connecticut, qui ont un statut plus autonome. Elles partagent une même architecture institutionnelle – assemblée, conseil, gouverneur –, mais chacune défend ses propres intérêts à Londres.

● En Nouvelle-Angleterre (New Hampshire, Massachusetts, Connecticut, Rhode Island), les habitants sont de souche anglaise et, plus récente, nord-irlandaise. Ils vivent de l'agriculture, de l'industrie forestière, de la pêche et de la construction navale. Newport est impliqué dans le commerce des esclaves.

● Dans les colonies médianes (New York, New Jersey, Pennsylvanie, Delaware), le peuplement est très diversifié, avec des colons d'origine anglaise mais aussi néerlandaise (New York), allemande (Pennsylvanie), française (New York) et écossaise (New Jersey). Elles exportent des céréales, de la



Ce portrait d'un marchand du Connecticut atteste la richesse de la société coloniale américaine à la fin du XVIIIe siècle.

CC0 NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 1979.395/BEQUEST OF SUSAN W. TYLER, 1979

viande et des fourrures. Leur habitat est constitué de vastes fermes, voire de seigneuries, de bourgs et de villages, avec deux villes importantes, Philadelphie et New York. L'esclavage y est présent dans les villes-ports et dans la colonie de New York.

● Le Sud (Virginie, Maryland, les deux Carolines, Géorgie) se distingue par une population de souche principalement anglaise, avec des poches de peuplement allemand en Caroline du Nord, français en Caroline du Sud et écossais dans les deux Carolines, et par une population variée, nord-écossaise, galloise et allemande, récente dans le Piedmont appalachien. Les colonies du Sud pratiquent la monoculture de tabac, de riz, d'indigo. Ce sont des sociétés esclavagistes, avec une très importante population d'origine africaine, parfois même majoritaire sur la côte. ■

conserver environ 10 000 soldats en Amérique du Nord. Cette présence est à leurs yeux inutile puisque les Français ont été vaincus.

Victorieuse de la guerre de Sept Ans, la Grande-Bretagne s'est cependant fortement endettée pendant la guerre (130 millions de livres sterling, soit 160 % du PIB britannique !). Il lui faut donc trouver de nouveaux revenus. Les colons doivent contribuer à résorber cette dette, au moins en subvenant aux dépenses de l'empire qui les concernent. Certes, ils se sont bien battus, mais la victoire sur la France, considère-t-on, est principalement le mérite des forces britanniques et l'effort de guerre a largement pesé sur la métropole. Or, chacun sait que les colonies sont riches et que leur prospérité doit beaucoup à la protection des armes britanniques. On va donc les faire payer.

Les « Fils de la Liberté »

En 1764-1765, le parlement de Londres adopte trois lois. Le *Sugar Act* réduit de moitié la taxe sur les mélasses (résidus de production de sucre) importées des Antilles françaises et néerlandaises, principalement en Nouvelle-Angleterre, où elles sont transformées en rhum, mais prévoit un contrôle bien plus rigoureux de la contrebande. Tolérée car source d'enrichissement pour les colons et donc l'empire, la contrebande est désormais considérée comme une perte de revenus disponibles. Voté lui aussi en 1764, le *Currency Act* interdit aux marchands américains de payer leurs importations avec les monnaies des colonies, ne pesant aucune valeur en métropole. Tout doit être réglé en livres sterling.

La levée de revenus par l'impôt constitue le troisième volet de cette politique. En 1765, le *Stamp Act* prévoit le paiement d'un timbre fiscal pour toute transaction ou acte officiel ainsi que sur l'achat de journaux et de jeux de cartes. Cette mesure est vivement contestée par les colons, qui sont d'avis que, puisqu'ils ne sont pas représentés au parlement de Londres en tant que sujets britanniques, il s'agit d'un impôt sans leur consentement, selon le slogan *« No taxation without representation »*, et que c'est à leurs propres assemblées coloniales de lever des impôts.

Pendant que des manifestations violentes menacent les percepteurs de ce timbre fiscal, des représentants de neuf colonies se réunissent à New York en octobre 1765, formant ce que l'on appelle le « Stamp Act Congress ». C'est la première fois que des représentants des colonies s'assemblent pour protester contre la politique de Londres. Une déclaration des droits des colons et deux pétitions à l'intention des Chambres des communes et des lords sont rédigées. Le ton de ces documents est mesuré, respectueux mais résolu. Le tumulte de la rue, animée notamment par des groupes nommés les « Fils de la Liberté » *(Sons of Liberty)*, et la pression des marchands britanniques qui craignent les effets désastreux d'un boycott s'avèrent plus efficaces. En 1766, le Parlement abroge le *Stamp Act* mais vote dans la foulée un *Declaratory Act* stipulant qu'il a le pouvoir de légiférer dans les colonies *« dans quelque domaine que ce soit » (in all cases whatsoever)*, formule fort mal ressentie par les colons.

En 1767, les *Townshend Acts* prévoient de nouvelles taxes douanières sur le papier, le plomb, le verre, la peinture, l'huile et le thé, créent un bureau des douanes à Boston, des tribunaux d'amirauté à Boston,

Les colons sont d'avis que seules leurs propres assemblées ont le droit de lever des impôts

Philadelphie et Charleston, et autorisent la perquisition de navires et d'entrepôts pour lutter plus efficacement contre la contrebande. Ces lois sont vivement, et parfois violemment, contestées et, au final, abrogées. Restent les droits sur le thé. La situation est particulièrement tendue à Boston, dans le Massachusetts, où les troupes britanniques sont denses (quelque 3 000 soldats pour une

1774, SUPPLICE DU GOUDRON ET DES PLUMES



1776, GEORGE III DÉBOULONNÉ



Lynchage **Affiche britannique dénonçant le supplice du commissaire des douanes, peu après la Boston Tea Party de 1773. Des Bostoniens l'enduisent de goudron et de plumes, puis lui versent du thé bouillant dans la gorge. Au fond, un arbre de la liberté d'où pend une corde. Sur son tronc le *Stamp Act* est placardé à l'envers.**

population de 16 000 habitants) : cette colonie, qui avait été fondée par des dissidents religieux, avait soutenu Cromwell dans les années 1640 et gardait une mauvaise réputation aux yeux de la métropole. Le 5 mars 1770, une échauffourée, qui oppose des soldats et des Bostoniens, coûte la vie à cinq d'entre ces derniers. L'émotion est vive. Les hommes et leur capitaine sont jugés. Un jeune avocat, John Adams (le futur grand révolutionnaire), assure, avec succès, leur défense.

La rébellion des Bostoniens

Le thé et Boston restent au centre de l'attention de Londres en ces premières années 1770. La Compagnie des Indes orientales qui importe le thé de Chine en Angleterre est au bord de la faillite. En 1767, le gouvernement britannique l'a aidée à exporter son thé en Amérique du Nord en baissant les droits de douane auxquels ses navires sont soumis de retour d'Asie et avant de traverser l'Atlantique. Mais les colons, grands buveurs, s'approvisionnent illégalement en achetant du « Dutch tea », qui transite par les îles néerlandaises des Antilles. Avec le *Tea Act* de mai 1773, Londres attribue le marché nord-américain exclusivement à la Compagnie et restreint sa vente dans quatre ports : Boston, New York, Philadelphie et Charleston.

Mais la Compagnie ne parviendra guère à vendre son thé. A Charleston, celui-ci est déchargé par les Fils de la Liberté et interdit à la vente. A New York et à Philadelphie, les navires doivent faire demi-tour par peur d'une émeute. A Boston, la nuit du 16 décembre 1773, la cargaison de trois bateaux, 340 caisses, est jetée dans la rade par les Fils de la Liberté déguisés en Amérindiens, pour dissimuler leurs visages et dans un esprit carnavalesque. Au-delà de son nom folklorique (qu'elle n'acquiert que dans les années 1820), la Boston Tea Party est un événement perçu comme particulièrement grave à Londres et dans les colonies. En 1774, Londres frappe Boston d'une main de fer : le port est fermé en mars, la charte de la colonie du Massachusetts est abrogée en mai, ce qui restreint son autonomie ; et un gouvernement militaire est instauré. En ce même printemps, la Grande-Bretagne élargit vers le sud les frontières du Québec et y garantit le catholicisme au grand dam des colons protestants des Treize Colonies. Ces décisions provoquent la tenue du premier Congrès continental (5 septembre-26 octobre 1774).

Une soixantaine de délégués, nommés ou élus selon les cas par les douze assemblées coloniales (sans la Géorgie, qui manque de temps pour élire un représentant), se réunissent

COLLECTION PRIVÉE ; CHRISTIE'S/ARTOTHEK/LA COLLECTION EASTON, LAFAYETTE COLLEGE ART COLLECTION ; THE GRANGER COLLECTION NYC/AURIMAGES



No king ! Sur ce tableau de William Walcutt (1854), les New-Yorkais et les troupes de George Washington déboulonnent dans le parc de Bowling Green, le 9 juillet 1776, la statue équestre de George III, quelques jours après la proclamation de la *Déclaration d'Indépendance*, qui énumérait les griefs contre le « tyran » britannique.

EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES

à Philadelphie, à l'automne 1774. Ces délégués (négociants, planteurs, juristes) appartiennent à l'élite coloniale. Beaucoup d'entre eux ont déjà une expérience politique et législative, ayant été élus dans l'assemblée de leur colonie. Ils rejettent le plan de conciliation avec la Grande-Bretagne proposé par Joseph Galloway (Pennsylvanie), se prononcent pour un nouveau boycott et décident de se réunir à nouveau en mai 1775 si la crise perdure. Or, le 19 avril 1775, des affrontements ont lieu dans les bourgades de Lexington et de Concord entre la milice du Massachusetts et les troupes britanniques stationnées à Boston.

Le second Congrès continental (10 mai 1775-1er mars 1781) se réunit en mai 1775 à Philadelphie, cette fois-ci avec des représentants des Treize Colonies. En quelques mois, cette assemblée va se placer au centre de la contestation, de l'indépendance ▶

À SAVOIR

Les milices, armées citoyennes

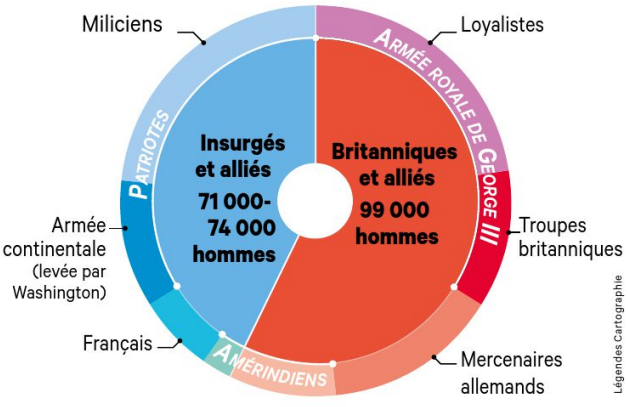
Chacune des colonies possède sa propre milice qui, sous l'autorité des assemblées, regroupe des hommes de 16 à 60 ans, s'engageant à entretenir une arme et à s'entraîner régulièrement. Forces locales, les milices pourchassent les voleurs, les criminels, mais aussi les esclaves en fuite, ou combattent les Amérindiens. Durant la guerre de l'Indépendance, les milices jouent un rôle fondamental. Au fil du conflit, le Congrès demande aux colonies, selon leur position géographique et le lieu des batailles, de lever un contingent de miliciens et de l'envoyer renforcer l'armée de Washington. Beaucoup de ces volontaires ne s'engagent que sur des périodes courtes, et portent le surnom de « *minutemen* » car ils étaient rapidement prêts à intervenir. Les miliciens deviennent le symbole du citoyen armé, prêt à défendre sa patrie.



Cette aquarelle de 1781 montre la diversité des combattants du côté américain, avec de gauche à droite : un esclave affranchi, un milicien de Nouvelle-Angleterre, un fusilier de la frontière ouest et un officier français.

CHIFFRES

Des insurgés minoritaires mais résolus



FOCUS

Washington, chef de guerre



Riche planteur esclavagiste et membre de l'Assemblée de Virginie, George Washington est l'un des délégués envoyés en 1775 au Congrès de Philadelphie. Il est nommé par ses pairs commandant en chef de l'armée en raison de son expérience lors de la guerre de Sept Ans, mais aussi parce que le Congrès veut que l'Armée continentale ne soit pas uniquement sous le commandement d'officiers de Nouvelle-Angleterre. Pendant la guerre, il suit les instructions du Congrès : le militaire est subordonné au pouvoir civil. Il coordonne aussi l'action des milices des colonies qui se joignent à l'Armée continentale. En 1789 il est élu président des États-Unis.

1776, LA PRISE DE NEW YORK



En flammes Dans la nuit du 21 au 22 septembre 1776, des incendies se déclarent au sud-ouest de New York. Le feu dure plus de dix heures, détruisant sans doute un quart de la ville. Britanniques et Américains s'accusent mutuellement d'avoir provoqué ce désastre (gravure du XVIIIe siècle).

COLLECTION PRIVÉE ; CHRISTIE'S IMAGES/BRIDGEMAN IMAGES – CCØ NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 54.90.1415/THE EDWARD W. C. ARNOLD COLLECTION OF NEW YORK PRINTS, MAPS AND PICTURES, BEQUEST OF EDWARD W. C. ARNOLD, 1954

▶ et de la guerre. Le Congrès sera le moteur de la révolution jusqu'à la victoire militaire finale. Sa mission est des plus délicates : parler au nom de toutes les colonies, mener la guerre contre un ennemi puissant, chercher des alliés en Europe, et s'imposer auprès de la population américaine.

Un conflit majeur

A partir de l'été 1775, tout s'accélère. En juin, le Congrès nomme George Washington, planteur de Virginie et vétéran de la guerre de Sept Ans, commandant un chef de la nouvelle armée américaine dite « Continentale ». Mais le Congrès est encore partagé entre modérés et radicaux. Ce fragile équilibre explique l'envoi, en juillet, à Londres, de deux documents, apparemment contradictoires : une déclaration sur les raisons et la nécessité de prendre les armes, qui justifie la rébellion armée, et une pétition, dite « du rameau d'olivier », adressée au roi, l'implorant respectueusement de résoudre la crise. George III n'en a cure. Dans deux discours (août et octobre 1775), le roi déclare les colonies en « rébellion ouverte » et prépare l'opinion à une guerre de grande envergure. En décembre 1775, l'American Prohibitory Act met le feu aux poudres : non seulement les colons sont interdits de commerce, mais tout navire américain ou commerçant avec eux sera saisi par la Marine de guerre britannique. La guerre de course est déclarée.

A cause du temps que mettent les nouvelles pour parvenir d'un côté à l'autre de l'Atlantique (de six à huit semaines), un facteur crucial de la crise, le Congrès ne prend connaissance de cette loi qu'en février 1776. Entretemps, en janvier, Thomas Paine, un Anglais installé à Philadelphie depuis 1774 après une vie semée d'échecs en métropole, publie *Common Sense* (« Le Sens-Commun »). Ce pamphlet radical, au tirage impressionnant (75 000 exemplaires), à la langue simple et imagée, à l'argumentation claire et efficace, en plus d'attaquer la monarchie britannique, ose pour la première fois parler d'« indépendance » *(cf. p. 37)*. Mais il faut pour cela que les colonies s'unissent et rédigent une Constitution.

Le printemps 1776 est celui de l'indépendance. Face au siège de l'Armée continentale, les troupes et la flotte britanniques doivent évacuer Boston

en mars. Le Congrès ouvre les ports américains aux navires de toute l'Europe, mettant fin à un système commercial et impérial en place depuis le milieu du XVIIe siècle. En mai, le Congrès invite les colonies à couper leurs liens avec Londres et à rédiger leurs propres constitutions, devenant ainsi des républiques souveraines.

Chacune d'entre elles doit autoriser explicitement ses délégués à voter au Congrès pour l'indépendance. Certaines colonies renouvellent leurs délégués en envoyant des hommes plus radicaux. Le 7 juin 1776, Richard Henry Lee, délégué de Virginie, dépose une motion pour que soit rédigée une déclaration d'indépendance, une Constitution unissant les colonies devenues des États, et un traité d'alliance et de commerce à soumettre à la France. Les deux premiers points sont adoptés mi-juin ; les débats sur l'indépendance sont repoussés au 1er juillet.

Le 11 juin, un comité de cinq délégués (Thomas Jefferson pour la Virginie, Benjamin Franklin pour la Pennsylvanie, John Adams pour le Massachusetts, Roger Sherman pour le Connecticut et Robert Livingston pour le New York) est chargé de rédiger une déclaration d'indépendance. Le 28 juin, une première version, principalement écrite par l'éloquent Jefferson, est soumise au Congrès. Le 1er juillet, les derniers débats ont lieu. C'est l'occasion, pour les modérés comme John Dickinson de Pennsylvanie, l'auteur des *Lettres d'un fermier américain* (1768), de défendre leurs arguments contre une décision, à leurs yeux, précoce et risquée. Mais les partisans de l'indépendance sont majoritaires et celle-ci est votée le 2 juillet. Les 3 et 4 juillet, les délégués retravaillent en séance plénière la version de la déclaration du Comité. Le 4 juillet, la *Déclaration d'indépendance* est adoptée, publiée puis proclamée publiquement dans les Treize Colonies durant l'été.

Mais la révolution américaine n'est pas seulement la révolte des Treize Colonies qui se détachent de l'empire britannique et proclament leur indépendance. C'est aussi un conflit majeur entre Américains et Britanniques, puis entre la Grande-Bretagne et la France, l'Espagne et les Provinces-Unies. La guerre de l'Indépendance est aussi une guerre civile dans laquelle 40 % environ de la population est patriote, 20 % loyaliste (les colons opposés à l'indépendance), le reste, indifférent à la crise ou préférant ne pas prendre parti.

Quant à l'effort militaire britannique, en hommes, en chevaux, en matériel et en navires, il est massif et inédit. Une armée de 45 000 soldats et marins, auxquels il faut ajouter 30 000 Hessois (un terme générique pour désigner les mercenaires recrutés auprès des princes allemands)



5-9 SEPTEMBRE 1781, BAIE DE CHESAPEAKE



28 SEPTEMBRE-19 OCTOBRE 1781, SIÈGE DE YORKTOWN

La victoire franco-américaine

La victoire décisive se déroule en deux temps. Du 5 au 9 septembre 1781, l'escadre française empêche la Navy de secourir le général Cornwallis, retranché avec ses troupes à Yorktown, petit bourg de Virginie à l'embouchure de la rivière York, qui se jette dans la baie de Chesapeake (ci-contre, en haut). Le 28 septembre débute le siège du village. Sur le tableau ci-contre, Rochambeau, au centre, et Washington, à sa gauche, donnent leurs derniers ordres avant la bataille. On aperçoit aussi La Fayette, derrière Washington (Auguste Couder, 1836, Versailles).

PARIS, B.N. ; AKG-IMAGES – GRANDPALAISRMN (CHÂTEAU DE VERSAILLES)/IMAGE GRANDPALAISRMN

▶ et 20 000 loyalistes, est mobilisée. George Washington commande quant à lui une armée de 15 000 à 20 000 hommes. Les milices des différents États sont levées par les assemblées coloniales selon les demandes chiffrées du Congrès. Elles ont leurs propres officiers, mais ceux-ci suivent les ordres de Washington.

La mémorable traversée du fleuve Delaware gelé

Certains historiens considèrent que le conflit a débuté en juin 1775 avec la victoire britannique de Bunker Hill à Boston et la nomination de Washington comme chef de l'Armée continentale. D'autres la font même remonter à avril 1775 avec les incidents de Lexington et Concord entre troupes britanniques et milices du Massachusetts. Mais, pour les acteurs eux-mêmes, le conflit débute véritablement à l'été 1776, avec la prise de New York par les Britanniques, qui en font leur quartier général pour toute la durée du conflit.

Les Britanniques portent leur effort sur New York, plus facile à prendre du fait de son immense rade

Alors qu'en mars 1776, le général William Howe, qui commande les forces terrestres britanniques, a dû quitter Boston pour se replier à Halifax en Nouvelle-Écosse (Canada), les Britanniques décident de porter leur effort sur New York, ville plus facile à prendre du fait de son immense rade, qui permet d'utiliser la flotte avec plus d'efficacité. En août, William Howe bat les Américains à Long Island, puis investit Manhattan début septembre, George Washington se retirant au nord de l'île. En novembre, ce dernier est battu à White Plains et doit abandonner le site de New York, faisant retraite vers la Pennsylvanie. Les Américains, qui endurent aussi une intense canonnade à partir des navires britanniques, perdent plusieurs milliers d'hommes. New York, dont la population est

ARCHIVES INÉDITES

Beaumarchais et les origines secrètes de la « French Alliance »

Par Gilles Montègre

Les archives du dramaturge et celles de Vergennes montrent comment les deux hommes ont réussi à convaincre Louis XVI de soutenir la jeune république.

Grâce aux traités d'amitié et de commerce signés le 6 février 1778, la France devient le premier allié des États-Unis d'Amérique. Deux grandes figures sont généralement associées à ce rapprochement historique : d'une part Franklin, arrivé à Paris en décembre 1776 avec la mission de rallier la cour de Versailles à la cause américaine, d'autre part La Fayette, débarqué en Amérique en juin 1777, sans autorisation royale, mais qui se rend célèbre en nouant une amitié quasi filiale avec le chef de l'Armée continentale Washington.
N'en déplaise à la récente série d'Apple Studios, dans laquelle le sémillant Michael Douglas prête ses traits à Franklin, ce ne sont pas les succès mondains remportés par ce dernier dans les salons parisiens qui ont précipité la France dans les bras des États-Unis. La France a en réalité fourni bien en amont aux Américains une aide clandestine décisive.
Si l'on en croit un document de la CIA déclassifié en 1993, les services secrets de la monarchie ont précocement *« contribué à la naissance des États-Unis »*. Ce rôle est aujourd'hui mieux documenté grâce aux archives de ses deux protagonistes primordiaux : Vergennes, ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, et Beaumarchais qui, tandis que *Le Barbier de Séville* est applaudi à la Comédie-Française, est envoyé comme agent secret à Londres en 1775.

Londres, nid d'espions

Sous couvert d'une mission liée à la présence à Londres du fantasque chevalier d'Éon, Beaumarchais joue d'abord un rôle d'informateur auprès du jeune Louis XVI sur la querelle qui envenime les relations entre l'Angleterre et ses colonies américaines. C'est en fréquentant à Londres les milieux progressistes whigs, favorables aux rebelles américains, que Beaumarchais prend conscience de l'opportunité que leur lutte représente pour permettre à la France de réparer l'humiliation du traité de Paris de 1763.
Il est alors bien seul. Guines, l'ambassadeur officiel dépêché à Londres par Versailles, ne trouve rien de plus judicieux que de proposer un rapprochement entre la France et l'Angleterre

L'AUTEUR Maître de conférences HDR à Université Grenoble Alpes, *Gilles Montègre a récemment publié* Voyager en Europe au temps des Lumières *(Tallandier, prix Château-de-Versailles du livre d'histoire 2024).*



PHOTO PERSONNELLE

pour écraser les colons révoltés… Qu'à cela ne tienne ! Beaumarchais se fait l'avocat d'un rapprochement avec ces Américains *« pleins de cet enthousiasme de liberté »* dans des mémoires où il s'adresse au roi par l'entremise de Vergennes.

La mission est périlleuse. Louis XVI a la guerre en horreur, et des ministres aussi importants que Turgot considèrent que la France ne dispose pas des moyens financiers pour s'engager dans un nouveau conflit. Pour Vergennes au contraire, l'opportunité est exceptionnelle. Comme il écrit dans sa « correspondance secrète et réservée » au cardinal de Bernis, à propos de la situation en Amérique : *« Peut-être jamais circonstance ne fut plus intéressante en politique. Mais ce n'est pas assez de prévoir, il faut prévenir »* (archives privées de la famille Bernis, 23 septembre 1776).

Vergennes sait combien un serviteur de l'ombre aussi zélé que Beaumarchais représente un atout de poids pour faire pencher le cœur du roi du côté de l'Amérique : rien ne serait d'ailleurs plus aisé que de désavouer ce dramaturge exalté s'il ne parvenait pas à ses fins.

Le 10 juin 1776, avant même que les États-Unis proclament leur indépendance, Beaumarchais reçoit du Trésor royal un prêt de 1 million de livres, afin de lui permettre de créer une entreprise commerciale connue sous le nom de Roderigue Hortalez & Cie.

Cette société se donne pour mission de livrer secrètement aux colons américains le matériel militaire nécessaire à leur victoire contre l'Angleterre. En retour, Beaumarchais espère se financer avec des denrées américaines comme le tabac, le riz ou l'indigo, que le Congrès refusera longtemps de lui fournir. Le soutien décisif de Versailles se fait donc à couvert, dans l'attente que les Américains

DANS LES PAPIERS DE BEAUMARCHAIS



Compte au détail des fournitures faites par moi Caron de Monlieu à Messrs Roderigue Hortalez & Comp.ie ainsi que des frais de transport et autres, payés pour eux, ou remboursés à mes divers Correspondans Savoir

Fournitures de fusils &c.

Enn.e 1777. 16080 fusils de soldats, garnis de leurs bayonnettes à 22.th 10.s chaque fusil L. 361,800 " "

636 Caisses pr emballage contenant 30 fusils chacune à 3.th pièce 1608 " "

frais de transport des 636 Caisses de fusils pesant ensemble 222,860 livres pour 108 Lieues de Mézieres au Havre à 2 Sols par Livre du 0/0 pesans 24036 6 :

LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ RODERIGUE HORTALEZ & CIE, secrètement dirigée par Beaumarchais, dévoilent les fournitures d'armes livrées aux patriotes américains en 1777, à une époque où l'armée est dépourvue en matériel militaire.



BEAUMARCHAIS

fassent la preuve de leurs capacités militaires. En dépit de la surveillance des diplomates et agents secrets britanniques, l'entreprise de Beaumarchais réussit, au printemps 1777, à faire parvenir plus de 30 000 fusils, 200 pièces de canons et 4 000 tentes dans le port de Portsmouth (New Hampshire), soit en provenance directe des ports atlantiques français, soit par l'intermédiaire des Antilles françaises. Réparties sur cinq navires, ces fournitures sont accompagnées d'ingénieurs et officiers instructeurs français. Le 2 mai 1777, considérant ces fournitures comme *« particulièrement précieuses »*, Washington prend la décision de les transférer en sécurité à l'intérieur des terres.

Les fusils de Saratoga

C'est au même moment que le général anglais John Burgoyne débarque à Québec avec l'objectif d'en finir avec les rebelles d'Amérique : son intention est de les prendre en étau en ralliant l'autre partie de l'armée britannique présente en Pennsylvanie. Ce ralliement n'aura jamais lieu : tirant profit des équipements français, les Américains parviennent à faire capituler l'armée de Burgoyne le 17 octobre 1777, à Saratoga. La nouvelle de ce tournant militaire parvient aux oreilles de Vergennes le 4 décembre. A ses yeux les insurgents ont fait leurs preuves : la voie est libre pour officialiser l'alliance franco-américaine. ■

BNF, NAF 29073, BOITE 21, DOSSIER 7 – CC0 NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 53.600.3463/ HARRIS BRISBANE DICK FUND, 1953

▶ passée de 25 000 à 5 000 habitants, est sous les flammes pendant plus de dix heures dans la nuit du 21 au 22 septembre 1776. Entre un sixième et un quart de la ville est détruite.

Dans la nuit du 25 au 26 décembre 1776, Washington, refusant d'affronter un ennemi supérieur en nombre, opte pour une manœuvre risquée en traversant le fleuve Delaware, en partie gelé, avec son armée réduite à 2 500 hommes, et surprend un détachement de Hessois à Trenton (New Jersey), un épisode devenu légendaire, objet d'un tableau du peintre américain d'origine allemande Emanuel Leutze réalisé en 1851. Le 3 janvier 1777, il connaît une nouvelle victoire, à Princeton, cette fois-ci, contre les Britanniques. Le 26 septembre 1777, les Britanniques prennent Philadelphie, qu'ils occupent jusqu'en juin 1778. Le Congrès doit quitter la ville et se réfugie à Lancaster, puis à York, en Pennsylvanie. Mais le 17 octobre 1777, les Américains, avec l'aide des fusils français *(cf. p. 54)*, battent une force supérieure britannique à Saratoga, dans l'arrière-pays new-yorkais. Cette victoire empêche les Britanniques de faire la jonction entre le Canada et New York par la vallée de l'Hudson et donc d'isoler New York et la Nouvelle-Angleterre des autres États, un de leurs objectifs militaires prioritaires. Saratoga a un grand retentissement en Europe, notamment en France, où grandit la sympathie pour les insurgents victorieux. Néanmoins, l'hiver 1777-1778 est perçu comme le point le plus bas de la guerre pour Washington et son armée, qui hivernent à Valley Forge, non loin de Philadelphie. Quelque 2 000 soldats sur 12 000 meurent de maladie, de froid et de malnutrition.

Les Américains ont perdu 25 000 hommes, les Britanniques, autant, sans compter les pertes civiles

L'année 1778 est marquée par l'entrée officielle de la France dans le conflit, avec les traités d'alliance et de commerce signés avec les États-Unis en février. Même s'il faut attendre 1780 pour que débarque un corps expéditionnaire, cette alliance change radicalement la donne. La Marine française, avec ses vaisseaux de ligne, entre en action à l'été 1778 à partir des Antilles. Il s'agit d'un appui considérable pour les Américains qui pratiquent la guerre de course à partir de navires légers, rapidement armés, mais qui n'ont pas de marine de guerre à proprement parler, même si le Congrès ordonne la construction de vaisseaux. L'entrée en guerre de la France oblige aussi la Grande-Bretagne à combattre sur de nombreux autres fronts et à être même en alerte sur son sol par crainte d'une invasion – la France songe effectivement, un temps, à envahir la Grande-Bretagne en 1779. L'Espagne, à son tour, déclare la guerre à la Grande-Bretagne en juin 1779. Les Britanniques doivent alors envoyer des forces défendre Gibraltar, où ils résistent à un long siège franco-espagnol (1779-1783).

À SAVOIR

20 % de loyalistes, fidèles à Londres



YALE CENTER FOR BRITISH ART, PAUL MELLON COLLECTION ; BRIDGEMAN IMAGES

Derrière le portrait du juge britannique Wilmot, une allégorie représente l'accueil des loyalistes en Grande-Bretagne en 1783.

Ceux que l'on appelle les « loyalistes » restent attachés à l'empire, au roi et à leur britannicité. Ils s'opposent à l'indépendance et certains combattent du côté des Britanniques. On estime qu'environ 20 % de la population des colonies a été loyaliste à un moment donné de la révolution. Le loyalisme traverse toutes les couches de la population et toutes les colonies, formant un groupe hétéroclite. On y retrouve des planteurs, des négociants, des fermiers, des artisans et des pasteurs anglicans mais aussi des esclaves affranchis qui ont rejoint l'armée britannique en échange de leur liberté. Environ 60 000 loyalistes quittent les États-Unis en 1783 et s'installent au Canada, mais aussi à la Caraïbe (Jamaïque notamment), en Angleterre et même dans des régions éloignées de l'empire britannique, comme en Inde.

En 1780, alors que les Britanniques s'emparent de Charleston en mai, 5 000 Français, commandés par le comte de Rochambeau, débarquent à Newport, dans le Rhode Island, où ils établissent leur quartier général. George Washington souhaitait attaquer New York pour prendre sa revanche sur sa défaite de l'été 1776 et en déloger les Britanniques. Mais Rochambeau et le commandement français estiment la tâche trop incertaine et périlleuse, les Britanniques y maintenant aussi leur flotte dans la rade. Il est donc décidé de marcher vers la Virginie pour surprendre l'armée de lord Cornwallis, à environ 900 km de leur position. L'armée franco-américaine met plus de six semaines à parcourir cette distance. Le général Cornwallis, qui se bat dans les Carolines depuis quelque temps contre l'Armée continentale du Sud, choisit de se retrancher à Yorktown, où il espère être renforcé par la Marine britannique.

L'impossible victoire britannique

La victoire décisive se déroule en deux temps. Le 5 septembre, l'escadre française commandée par de Grasse paralyse la Royal Navy dans la baie de Chesapeake, l'empêchant de secourir Cornwallis. Puis, du 28 septembre au 19 octobre, les Franco-Américains assiègent victorieusement Yorktown. En 1781 et 1782, des opérations se déroulent encore aux Antilles et aux Indes. Mais, en Amérique du Nord, la bataille de Yorktown signe la victoire des États-Unis. Les Britanniques évacuent New York, avec des loyalistes et des affranchis, le 25 novembre 1783, désormais connu sous le nom d'« Evacuation Day ».

Avant l'entrée en guerre de la France et de l'Espagne, la stratégie britannique consistait à déployer une force massive afin de contraindre les Américains à négocier. A l'été 1776 encore, en pleine bataille de New York, les Britanniques tentent de négocier avec le Congrès. Il n'a jamais été question d'écraser l'armée de Washington. Le général William Howe n'est pas hostile aux colons – pas plus que son frère Richard, commandant en chef de la flottille. Chargé à la fois de combattre et de négocier, il laisse systématiquement aux insurgents une ligne de fuite malgré la supériorité de ses forces. Une stratégie qui lui sera reprochée après coup.

George Washington, lui, adopte, autant par nécessité que par choix, une guerre de mouvement, évitant toute bataille rangée face à un ennemi largement supérieur. Il choisit donc de se retirer lorsque l'adversaire est trop fort, puis de harceler son arrière-garde et capturer des postes isolés ou mal défendus. Somme toute, les Britanniques font face à des difficultés insolubles. Outre la question de l'éloignement outre-mer, des milliers de kilomètres séparent les colonies du Sud de leur quartier général à New York. La stratégie mêlant force et apaisement ne fonctionne pas. Les frères Howe préservent Washington afin de ne pas retourner toute l'Amérique contre eux, en perdant l'occasion de réduire son armée à néant. Hormis quelques poches loyalistes, les Britanniques évoluent en terrain hostile. La prise des villes, même de Philadelphie en 1777, pourtant le siège du Congrès, ne met pas à genoux l'Amérique. Enfin, la France, grâce à sa Marine, son matériel, ses conseillers, son argent et finalement un corps expéditionnaire, contribue de manière décisive à la victoire américaine.

En 1782, tous les belligérants, exsangues, veulent la paix. Les Américains ont perdu près de 25 000 hommes, les Britanniques autant, auxquels il faut ajouter 8 000 Hessois et 7 000 loyalistes. Nombreuses, quoique difficilement chiffrables, sont aussi les pertes civiles, qu'elles concernent les habitants des villes assiégées, incendiées et bombardées ou les esclaves, les affranchis et les Amérindiens.

Les négociations débutent dès l'automne 1782. Elles s'avèrent complexes car il ne s'agit pas simplement de reconnaître l'indépendance des États-Unis. Les Américains obtiennent des droits de pêche sur les côtes canadiennes et un immense territoire au-delà des Appalaches jusqu'au Mississippi, sans donner voix au chapitre aux très nombreuses nations autochtones. Environ 60 000 loyalistes quittent le pays. Le traité de Paris en 1783 met fin à la guerre et clôt la révolution. Les États-Unis ont gagné leur indépendance sept ans après l'avoir proclamée. Leur plus grand défi désormais est de préserver l'union entre ces Treize États et de construire des institutions solides et durables. ■

FOCUS

Pourquoi pas le Canada ?



En 1774, la loi sur le Québec confirme le catholicisme de cette province, britannique depuis 1763, et déplace sa frontière vers le sud.
Les Américains s'opposent à cet élargissement territorial, qui les gêne dans leur progression vers l'ouest. En 1775, les insurgés proposent aux Québécois de les rejoindre dans leur lutte contre la Grande-Bretagne. Le Congrès écrit même une lettre (en français !) aux habitants du Québec et y envoie des émissaires. Sans succès. Les Américains décident alors de prendre Montréal et assiègent en décembre 1775 la ville de Québec. L'arrivée de renforts britanniques repousse cet assaut. Mais les Américains ne renoncent pas à inclure le Canada dans leurs rangs.
En 1781, les *Articles de la confédération*, qui fondent les États-Unis comme ligue de treize républiques, l'invitent à devenir le 14e État (article XI).

MONMOUTH NATIONAL BATTLEFIELD ; NORTH WIND PICTURES/BRIDGEMAN IMAGES

1787, PHILADELPHIE

Constitution : le coup de force

Par Hugo Toudic

Entre 1776 et 1780, chacun des treize États adopte sa propre Constitution. Certaines sont très radicales, bien loin de la Constitution fédérale de 1787, encore en vigueur.

La *Déclaration d'indépendance* du 4 juillet 1776 est devenue le symbole universel de la naissance des États-Unis. Elle fut pourtant précédée d'autres textes, à certains égards plus radicaux encore. Dès le 29 juin 1776, la Virginie adopte une constitution écrite, précédée d'une déclaration des droits affirmant que tout pouvoir dérive du peuple et que le gouvernement existe pour le « bien commun ». L'indépendance n'est pas encore proclamée que s'élabore un ordre politique nouveau. La révolution ne commence donc pas seulement par une *Déclaration* mais par une refondation institutionnelle. Les treize anciennes colonies deviennent des États constitués, dotés d'assemblées élues, d'exécutifs responsables, de tribunaux indépendants et de mécanismes de rotation des mandats. La souveraineté n'est plus incarnée par un monarque lointain : elle se distribue dans des institutions concrètes, ancrées dans les communautés locales.

En cette même année 1776, le New Hampshire, la Pennsylvanie, le Maryland, la Caroline du Sud et le New Jersey adoptent leurs propres textes. Certains organisent un bicaméralisme inspiré de Montesquieu, destiné à équilibrer les intérêts sociaux et à freiner les emballements majoritaires ; d'autres expérimentent des dispositifs plus radicaux, à l'instar de la Pennsylvanie avec son assemblée unique, le suffrage élargi et les élections annuelles. Ces Constitutions affirment souvent que la représentation est un mandat temporaire, révocable par le peuple. Le New Jersey accorde le droit de vote aux veuves propriétaires et à certains Noirs libres – innovation qui sera supprimée en 1807. Mais cette pluralité inclut aussi une réalité plus sombre : dans plusieurs États du Sud, la Constitution protège la propriété esclavagiste. La souveraineté populaire proclamée en 1776 coexiste ainsi avec des régimes sociaux inégalitaires, révélant les contradictions de la république naissante.

Cette diversité nourrit un débat transatlantique immédiat. En 1787-1788, John Adams publie *A Defence of the Constitutions of Government of the United States of America*, réponse aux critiques françaises, notamment celles de Turgot, hostile au bicaméralisme et à la séparation des pouvoirs. Adams défend l'idée que la liberté durable suppose une distribution équilibrée des pouvoirs et une médiation institutionnelle entre les groupes sociaux, afin d'éviter à la fois la tyrannie d'un seul et celle d'une majorité passagère. La pensée de Montesquieu, jugée trop anglaise dans la France d'Ancien Régime puis trop modérée par les révolutionnaires, trouve au contraire aux États-Unis une mise en œuvre concrète.

Solution de compromis

Sous les *Articles de la Confédération* ratifiés en 1781, l'Union demeure fragile : absence de pouvoir fiscal central, incapacité à réguler le commerce, dépendance à l'égard des contributions volontaires des États. Les troubles sociaux, notamment la révolte de Shays, dans le Massachusetts, en 1786, lors de laquelle des fermiers ruinés prirent les armes contre l'assemblée de leur État, convainquent nombre de dirigeants que l'expérimentation démocratique devait être stabilisée. En 1787, le Congrès décide de réunir à Philadelphie les délégués des treize États pour *« réviser les articles de la Confédération »*. Mais, très vite, ceux-ci optent pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

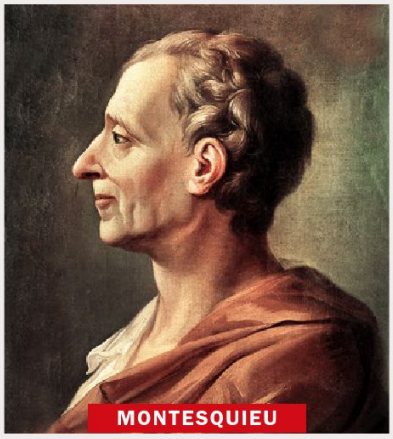
Il ne s'agit plus d'inventer des Constitutions d'État, mais d'ordonner leur coexistence dans un cadre fédéral capable d'agir. Le « grand compromis » qui en découle institue une double légitimité : une Chambre des représentants fondée sur la population et un Sénat représentant les États en tant que tels. La nouvelle Constitution

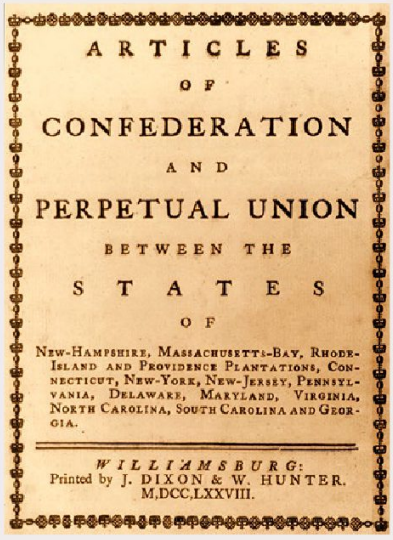


L'AUTEUR Docteur en philosophie à Sorbonne Université, *Hugo Toudic va publier* Gouverner sans roi *chez Passés composés en 2026.*

UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA

renforce l'exécutif, encadre les législatures et entérine des compromis décisifs, comme celui des Trois Cinquièmes qui institutionnalise l'esclavage. Pour l'historien américain Charles Beard, dans un ouvrage paru en 1913, cette réorientation traduit les intérêts des créanciers et des propriétaires, soucieux de protéger le crédit public et la sécurité des contrats face aux assemblées jugées trop volatiles. Même nuancée, sa lecture rappelle que 1787 constitue un moment de recentrage : l'énergie démocratique de 1776 est disciplinée.
Adoptée le 17 septembre 1787, la Constitution fédérale est ratifiée par les États en 1788 et elle entre en vigueur en 1789. Afin de convaincre les États récalcitrants, les partisans du nouveau régime acceptent de faire suivre la Constitution d'un *Bill of Rights* (1791). C'est James Madison, « le père de la Constitution », qui rédige ces dix amendements, dont le premier protège la liberté de culte et d'expression.
Les États se sont ainsi dotés d'institutions complètes avant la création d'un pouvoir fédéral constitué. L'Union n'absorbe donc pas des provinces : elle articule des États déjà organisés, pourvus d'une mémoire politique propre. Le fédéralisme ne repose pas sur une délégation descendante de compétences, mais sur un équilibre délicat entre l'ordre juridique local et fédéral. En 1776, les États ont écrit leur loi avant d'en partager l'exercice ; de cette antériorité naît le droit de défendre leurs prérogatives face au centre. La réussite du fédéralisme américain (ou son échec) se juge ainsi à sa capacité d'ordonnancer les conflits entre Constitutions locales et Constitution nationale. ■


MONTESQUIEU


ARTICLES
OF
CONFEDERATION
AND
PERPETUAL UNION
BETWEEN THE
STATES
OF
NEW-HAMPSHIRE, MASSACHUSETTS-BAY, RHODE-ISLAND AND PROVIDENCE PLANTATIONS, CONNECTICUT, NEW-YORK, NEW-JERSEY, PENNSYLVANIA, DELAWARE, MARYLAND, VIRGINIA, NORTH CAROLINA, SOUTH CAROLINA AND GEORGIA.
WILLIAMSBURG:
Printed by J. DIXON & W. HUNTER.
M,DCC,LXXVIII.

We the People **Montesquieu a largement inspiré les révolutionnaires américains, qui ratifient, en 1781, un premier accord d'union puis, en 1787, une Constitution fédérale qui s'ouvre par la formule « *We the People* », « *Nous le peuple* ».**


We the People
Article. I

MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES ET DE TRIANON ; PHOTO JOSSE/BRIDGEMAN IMAGES – LOC/SCIENCE PHOTO LIBRARY/SUCRÉ SALÉ – JEFF OVERS/BBC NEWS & CURRENT AFFAIRS/GETTY IMAGES

Amérindiens : les grands perdants

Loin d'être uniquement un combat pour la liberté, la révolution est aussi une lutte visant l'accès au territoire. Ses conséquences sont dévastatrices pour les Amérindiens. Même s'ils considèrent ce conflit comme une guerre civile entre Blancs, il leur est impossible d'y échapper.

Par Gilles Havard

À l'orée de la révolution américaine, l'actuel territoire des États-Unis est contrôlé aux neuf dixièmes par les peuples amérindiens. Des pêcheurs de saumon du Plateau, dans les Rocheuses, aux cultivateurs de maïs du Sud-Est, en passant par les spécialistes californiens de la vannerie, les agriculteurs pueblos du Sud-Ouest ou les chasseurs de bison des Grandes Plaines, l'Amérique autochtone est une mosaïque de peuples ayant leurs propres langues, organisations politiques et sociales, coutumes, formes d'usage du territoire et cosmogonies. Rien ne présuppose leur conquête.

L'AUTEUR Directeur de recherche au CNRS,



Gilles Havard a notamment publié Les Natchez. Une histoire coloniale de la violence *(Tallandier, 2024).*

Trois principales zones se dégagent. A l'ouest du Mississippi, les implantations coloniales se limitent à quelques bourgades, telles que Santa Fe et Saint-Louis, dans un océan de souverainetés amérindiennes. Entre les Appalaches et le fleuve Mississippi, où se dessine un premier Ouest, les Amérindiens, toujours souverains, sont pris dans des relations d'alliance et d'interdépendance avec les Britanniques ou les Espagnols, qui, politiquement, ont supplanté les Français depuis la chute de la Nouvelle-France. Sur la côte atlantique, enfin, du Massachusetts à la Virginie, les sociétés amérindiennes ont été brisées par la colonisation anglaise à partir du milieu du XVIIe siècle, au point, pour certaines d'entre elles, de disparaître.

En octobre 1763, George III, par sa Proclamation royale, avait cherché à sanctuariser l'Ouest jusqu'au Mississippi, en le qualifiant de « réserve indienne ». Le but était d'empêcher la colonisation par-delà les Appalaches pour éviter les conflits avec les Autochtones, au grand mécontentement des colons et des spéculateurs. De fait, les années 1770 voient l'espace colonial anglo-américain se dilater par-delà ces montagnes. On le comprend : loin d'être uniquement un combat pour la liberté face à un roi lointain, la révolution est aussi une lutte pour l'accès au territoire et à ses immenses ressources foncières. Son succès doit permettre aux colons de s'étendre vers l'ouest, de déposséder les populations autochtones et de spéculer sur les terres nouvellement acquises.

S'accommoder ou résister ?

Dès lors, la question amérindienne s'impose de façon centrale dans la manière dont se construisent les États-Unis. Durant l'été 1776, l'interrogation sur le statut des Indiens donne lieu à des débats animés au sein du second Congrès continental. A la différence de Thomas Jefferson, qui estime que les Autochtones doivent être soumis à la juridiction des colonies, le juriste de Pennsylvanie James Wilson observe ainsi : *« Nous n'avons aucun droit sur les Indiens, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des limites réelles ou prétendues d'une colonie. Ils ne se*

ASTRID DI CROLLALANZA

PORTRAITS

En majorité du côté des Britanniques



Joseph Brant
Ce chef de guerre mohawk (une des nations iroquoises) était allié aux Britanniques et redouté par les colons américains.



Cunne Shote
Ce chef cherokee a visité Londres en 1762. Les Cherokee ont durement subi la guerre et ont vu leur territoire se réduire.



Red Jacket
Chef seneca (une autre nation iroquoise), il fut le rival de Joseph Brant, mais a lui aussi combattu les insurgés américains.

OTTAWA, NATIONAL GALLERY OF CANADA ; BRIDGEMAN IMAGES – ARTOKOLORO/QUINT LOX/AURIMAGES – COLLECTION PRIVÉE ; PETER NEWARK AMERICAN PICTURES/BRIDGEMAN IMAGES

laisseront pas catégoriser en fonction des limites des colonies. »

Quant aux Amérindiens, ils perçoivent d'abord le conflit anglo-américain comme une guerre civile entre Blancs, à laquelle ils ne sont pas tenus de prendre part. Au vrai, beaucoup de groupes se divisent sur la position à adopter : faut-il rester neutre ou s'engager en faveur de l'un des belligérants ? Pour les petites nations évoluant en contact étroit avec les colons, comme pour les puissantes confédérations de l'intérieur des terres – Creek, Cherokee, ligue iroquoise des Six Nations –, il s'avère toutefois difficile d'échapper au conflit.

Ce qui est sûr, c'est que les Amérindiens, dans les années 1770-1780, ne conduisent pas leur propre « guerre d'indépendance », comme on le lit parfois sous la plume d'historiens, qui semblent assimiler la situation politique, les aspirations ou même l'univers mental des Autochtones à ceux des patriotes. Soyons précis : d'un côté, des colons mènent une guerre pour se libérer d'une tutelle politique, fiscale, administrative et militaire ; de l'autre, des nations autochtones déjà indépendantes, car souveraines, cherchent à répondre à une invasion, soit en tentant d'expulser les intrus, soit en s'accommodant avec le colonisateur.

Le chef cherokee Dragging Canoe (Tsiyu Gansini, « Celui qui traîne le canoë ») fait partie de ceux qui n'entendent pas transiger. Au printemps 1776, à Mobile (actuel ▶

Alabama), dans la partie de l'ancienne Louisiane française devenue britannique, il est reçu par l'officier écossais Henry Stuart. Celui-ci se dit désolé des *« empiétements qui ont été faits sur leurs terres par les Virginiens*[1]*,* […] *en dépit des ordres du roi »*, mais il reproche aux Cherokee d'avoir eux-mêmes conclu des accords fonciers avec les colons américains, dans l'actuel nord-est du Tennessee. Dragging Canoe lui répond *« qu'il n'avait pas participé à la conclusion de ces transactions* [et] *blâmait certains* [des] *vieillards* [dont un grand chef nommé Attakullakulla] *trop âgés pour chasser* […] *qui, par leur pauvreté, avaient été incités à vendre leurs terres »*. Pour sa part, il l'assure, il est prêt à se battre avec la jeunesse guerrière cherokee, elle-même avide d'exploits, pour défendre les terres de son peuple.

Des maisons brûlées

Il y a dans ce discours la réflexion d'un chef de guerre, mais aussi d'un chasseur, qui peut constater la diminution du gibier, qu'il s'agisse du chevreuil et même du bison, animal sur le point de disparaître à l'est du fleuve Mississippi. Tout en suggérant les tensions générationnelles à l'œuvre parmi les Cherokee, Dragging Canoe s'inquiète donc de la possibilité pour son peuple de continuer à vivre de façon traditionnelle.

DANS LE TEXTE



Des « sauvages sans pitié »

Il *[le roi George III]* cherche à attirer sur les habitants de nos frontières les Indiens, ces sauvages sans pitié, dont la manière bien connue de faire la guerre est de tout massacrer, sans distinction d'âge, de sexe ni de condition."

Déclaration d'indépendance, 4 juillet 1776.

Si les Autochtones christianisés de Natick et de Ponkapoag, dans le Massachusetts[2], les Catawba de Caroline du Sud, ou certains Iroquois (Oneida, Tuscarora) sont recrutés comme auxiliaires et éclaireurs dans l'armée américaine, les Amérindiens choisissent, dans leur grande majorité, de s'allier aux Britanniques, ne serait-ce que pour profiter de leurs marchandises. Surtout, ils comprennent que les Américains incarnent la plus grave menace pour leurs terres. En 1776, la distinction qu'établissent les Autochtones entre les « modes » anglais et américain d'implantation coloniale fait écho à la différence qu'ils traçaient une génération plus tôt entre les Français et les Britanniques.

Désormais, ce sont les Britanniques qui disent aux Indiens de se méfier des Américains

En 1754, des Iroquois « domiciliés » de la vallée du Saint-Laurent, alliés aux Français, s'adressaient ainsi aux Iroquois pro-Britanniques de la Ligue des Six Nations : *« Ignorez-vous, nos frères, quelle différence il y a entre notre père* [le gouverneur français] *et l'Anglais ? Allez voir les forts que notre père a établis et vous y verrez que la terre sous ses murs est encore en terres de chasse ;* [alors que] *l'Anglais au contraire n'est pas plutôt en possession d'une terre que le gibier est forcé de déserter, les bois tombent* […]*, la terre se découvre. »*

Désormais, ce sont les Britanniques qui disent aux Indiens de se méfier des Américains. La cause patriote se renforce d'ailleurs à travers la croyance selon laquelle tous les Amérindiens s'allient au roi d'Angleterre, ce qui est aussi une façon de justifier leur dépossession, tandis que le Congrès utilise la peur des Indiens pour solidifier l'Union et justifier sa prise de pouvoir.

Dans le Sud, si les Creek privilégient l'alliance britannique, ils n'entrent pas en guerre ouverte avec les Américains. Une partie des Cherokee, en revanche, passent à l'action dès juillet 1776, sans même être soutenus par les Britanniques. Trois contingents de plusieurs centaines de guerriers, dont l'un conduit par Dragging Canoe, attaquent les établissements coloniaux de l'arrière-pays de la Caroline du Nord et de la Virginie, brûlant les cabanes et tuant le bétail. A la fin de l'été 1776, les autorités de la Virginie, des Carolines et de la Géorgie organisent une riposte brutale. Une armée forte de 6 000 miliciens détruit la plupart des villages cherokee, qu'ils soient neutres ou « hostiles », brûlant maisons, champs et réserves de nourriture et mettant en fuite leurs habitants. Acculés, les Cherokee acceptent de céder 20 000 km² de leur territoire lors d'un traité signé en juillet 1777 avec la Caroline du Nord.

Une guerre civile entre Iroquois

La paix reste cependant précaire car le flot de la colonisation apporte chaque année son lot d'intrus qui, selon un schéma amené à se répéter, violent les frontières précédemment fixées. Les grands-parents d'un futur célèbre pionnier, David Crockett, qui naîtra quelques années plus tard, sont ainsi tués lors d'un raid indien à l'été 1777. En 1781, alors que les Virginiens leur ont fait subir de nouvelles déprédations, la plupart des Cherokee choisissent la voie de l'accommodement, à l'exception de la bande de Dragging Canoe, soit 400 à 500 familles réfugiées dans la vallée de Chickamauga, à la frontière actuelle du Tennessee et de la Géorgie, qui refuse de déposer les armes.

Au nord, ce sont les Iroquois, dans l'État actuel de New York, qui paient le plus lourd tribut à la guerre d'Indépendance. Leur confédération, qui compte six nations (Mohawk, Oneida, Onondaga, Cayuga, Seneca, Tuscarora), est en proie à un dur conflit interne. Après que la variole a dévasté leur capitale, Onondaga, durant l'hiver 1776-1777, le feu central de la Ligue, symbole d'unité de la longue maison iroquoise – laquelle désigne métaphoriquement l'ensemble de la confédération –, est rituellement éteint. Les Oneida et les

CC0 NEW YORK THE METROPOLITAN MUSEUM, 24.19.1/BEQUEST OF CORNELIA CRUGER, 1923

CARTE

En 1775, un territoire largement contrôlé par les Amérindiens



A la veille de la révolution, l'Amérique du Nord est encore en grande partie contrôlée par les Amérindiens. En 1763, les Britanniques, redoutant la progression des colons, tentent de les contenir en deçà d'une ligne (dite de « proclamation ») correspondant à la crête des Appalaches. Mais rien n'empêchera leur expansion vers l'ouest. La guerre d'Indépendance accélère ce processus de délitement des souverainetés autochtones.

Tuscarora se placent du côté américain, quand les Mohawk du chef Joseph Brant (Thayendanegea), mais aussi les Onondaga, les Seneca et les Cayuga, choisissent de soutenir des loyalistes. Lors de la sanglante bataille d'Oriskany en août 1777, les loyalistes et les patriotes s'affrontent en même temps que se font face leurs alliés iroquois respectifs. Les Mohawk et les Oneida vont jusqu'à s'attaquer mutuellement, de village à village, dans ce qui relève d'une guerre civile autochtone. Le 20 mai 1778, les Oneida participent également à la bataille de Barren Hill (Pennsylvanie) contre les troupes britanniques, aux côtés du marquis de La Fayette, qu'ils baptisent du nom de Kayewla, « Cavalier redoutable ».

Les Delaware, un 14e État ?

Durant l'hiver 1779, désireux de répliquer aux attaques iroquoises sur les frontières du New York et de la Pennsylvanie, George Washington donne l'ordre à l'armée continentale de conduire une guerre totale contre les six nations, ce qui lui vaudra parmi elles le surnom de Hanondagonyes, « Destructeur de villages ». En août et septembre 1779, avec une force combinée de 4 500 hommes, les généraux John Sullivan et James Clinton mènent ainsi une campagne de terreur et de destruction dans tout le pays iroquois.

D'autres groupes s'efforcent, tant bien que mal, de maintenir leur neutralité, à l'exemple des Delaware (ou Lenape), eux aussi divisés sur la marche à suivre. En 1778, les chefs White Eyes, John Killbuck et Captain Pipe négocient toutefois une alliance avec les patriotes, qui cherchent à ▶

traverser leur territoire – dans l'actuel Ohio – pour atteindre les Britanniques à Detroit. A cette occasion, les Américains réactivent à l'échelle fédérale la tradition coloniale (française, espagnole et britannique) des traités avec les Indiens. Le premier traité signé par les États-Unis avec une nation étrangère est bien celui de février 1778 avec la France, mais le deuxième est négocié avec les Delaware, en septembre 1778, à Fort Pitt (site actuel de Pittsburgh).

Les délégués américains Andrew et Thomas Lewis offrent alors aux chefs delaware une ceinture de perles de coquillages (wampum) qui représente, avec des perles noires (ou violettes), sur un fond blanc symbolisant la paix, les treize États américains et la nation delaware. L'un des articles du traité stipule que toute tribu pourra rejoindre cette confédération et « *former un État dont la nation Delaware sera la chef, et avoir une représentation au Congrès* ». Instant fugace, comme suspendu, de l'histoire états-unienne, où se donne à voir la possibilité d'une association politique entre Américains et Autochtones. Il est peu probable cependant que le projet de faire des Delaware le 14e État de l'Union ait été sincère de la part des Américains. On voit plutôt à l'œuvre, ici, un expédient de guerre ou, au mieux, du bricolage politique.

Dans le Nord, par ailleurs, les patriotes font appel à des officiers français pour instrumentaliser la nostalgie éprouvée par les Amérindiens pour le temps de la Nouvelle-France. A l'été 1780, le colonel Augustin de



DANS LE TEXTE

Mary Jemison
Chez les Iroquois

A l'automne 1779, nous apprîmes qu'une armée de rebelles, puissante et nombreuse, commandée par le général Sullivan, progressait rapidement *[vers Canandaigua]*, brûlant et détruisant les huttes et les champs de maïs, tuant le bétail, les porcs et les chevaux, abattant les arbres fruitiers appartenant aux Indiens dans tout leur territoire."

Récit de la vie de Mrs Jemison enlevée par les Indiens en 1755, Aubier-Montaigne, 1978.



La bataille d'Oriskany **Sanglante, elle oppose, le 6 août 1777, dans la vallée de la rivière Mohawk (province de New York), des Britanniques soutenus par des Iroquois (Seneca et Mohawk) à une force américaine en partie composée elle aussi d'Iroquois (Oneida et Tuscarora). A l'issue de la guerre, les Iroquois voient leur territoire fortement amoindri.**

THE GRANGER COLLECTION NYC/AURIMAGES – EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES

La Balme, volontaire de la guerre d'Indépendance dès 1777, parvient ainsi à Fort Pitt et, s'appuyant sur un Canadien affilié aux Autochtones, Godefroy de Lintot, tente de réactiver les alliances franco-indiennes au service des Américains. En vain, cependant. Outre que les Indiens se montrent sensibles à la possibilité d'être ravitaillés par les Britanniques en armes, objets métalliques et produits textiles, le comportement des colons américains se révèle rédhibitoire.

Une nation coloniale

Dans une lettre au chevalier de La Luzerne, ambassadeur de France aux États-Unis depuis 1779, Augustin de La Balme note ainsi qu'une alliance des Shawnee, des Delaware et des Wyandot avec les patriotes est plus que compromise : « *Eu égard de la conduite des Habitants* [américains] *de ces frontières ici* […] *excepté le commandant de Fort Pitt tous ont des procédés révoltant envers les Indiens, pendant qu'on traitait de paix au Fort, un parti de huit hommes va chez les Nations pour massacrer quelques Indiens, d'autres vont voler quatre chevaux près de leur camp, de toutes ces friponneries et de ces perfidies, il doit résulter un grand fond de haine qui engendre nécessairement la guerre.* »

En février 1783, le traité de Paris consacre l'existence des États-Unis sans un mot sur les Amérindiens. Rien de surprenant à cela. Durant toute l'Époque moderne, ces peuples

George Washington est surnommé en 1779 « Destructeur de villages » par les Iroquois

sont invisibles dans les traités signés en Europe (l'une des seules exceptions étant le traité d'Utrecht, en 1713, qui mentionne les Iroquois, prétendument « *soumis à la Grande-Bretagne* »). Les Britanniques, en 1783, cèdent aux États-Unis un vaste territoire situé à l'est du Mississippi, au sud des Grands Lacs et au nord de la Floride, où vivent 150 000 Autochtones. Ce territoire semble immédiatement conçu comme relevant de la sphère domestique de la jeune république. Pour George Washington, les nations indiennes s'inscrivent « *dans les limites des États-Unis* ». L'idée prévaut au Congrès que les États-Unis ayant défait la Grande-Bretagne, les alliés indiens des Britanniques passent sous leur souveraineté et doivent céder leurs terres en compensation des atrocités commises pendant la guerre. Le 2 juillet 1783, le général américain Philip Schuyler déclare ainsi sèchement aux Iroquois : « *Nous sommes désormais les maîtres de cette Ile* [ce continent] *et pouvons disposer des terres comme nous l'entendons.* »

Dans les années suivantes toutefois, sous l'impulsion de Henry Knox, placé en 1789 à la tête du Department of War (ministère de la Guerre) sous la présidence de George Washington, une approche moins ouvertement conquérante va prévaloir. Knox parvient à convaincre le Congrès de l'importance des affaires indiennes et du risque, si l'on n'y prend garde, de déclencher une guerre généralisée sur les frontières. Aussi préconise-t-il la reprise des méthodes diplomatiques britanniques (et plus anciennement françaises), fondées sur la rhétorique de la « protection » à l'égard des Amérindiens, plutôt que sur une logique d'assujettissement. Cette politique s'appuie sur la remise de cadeaux et de médailles aux chefs autochtones et sur la conclusion de traités (tous fonciers), les Amérindiens étant alors catégorisés comme des « nations étrangères ».

Reste que le pli est pris. Affranchie du joug colonial britannique, la république états-unienne se constitue immédiatement en nation coloniale et impériale. Coloniale, du fait du mouvement de peuplement et de colonisation vers l'ouest – il dure depuis un siècle et demi –, de la spéculation foncière et de la volonté de « civiliser » les Indiens en les transformant en petits fermiers, adeptes de la propriété privée ; impériale, au sens où la jeune république s'efforce de gérer et de gouverner des populations diverses réparties dans un territoire de plus en plus vaste. De fait, l'indépendance des États-Unis ne met pas fin à l'époque coloniale, elle ne fait qu'en durcir les termes en enfantant un nouvel empire qui finira par s'étendre par-delà le Mississippi, jusqu'au Pacifique. En 1786, un chef cherokee, Old Tassel, peut ainsi confier, dépité, à un officier américain : « *Votre peuple colonise nos terres beaucoup plus rapidement après un traité de paix qu'avant.* » ■

FOCUS

Terres indiennes à vendre



Expropriation L'indépendance des États-Unis enfante un nouvel empire qui cherche à s'étendre, surtout après l'achat de la Lousiane aux Français en 1803. Sur cette affiche de 1911, des terres indiennes sont vendues bon marché par le gouvernement fédéral. Les réserves se réduisent comme peau de chagrin.

PETER NEWARK AMERICAN PICTURES/BRIDGEMAN IMAGES

NOTES

1. Les Amérindiens donnent alors le nom générique de « Virginiens » à tous les colons qui menacent leurs terres comme leur mode de vie, et donc pas seulement aux habitants de la Virginie.

2. Il s'agit de communautés qui avaient été évangélisées dès le XVII[e] siècle. Les Britanniques appelaient ces Indiens de langues algonquiennes les « Praying Indians ».

1776-2026

L'impossible commémoration ?

Depuis le bicentenaire de 1976, la révolution n'est plus réduite à l'action des Pères fondateurs : les Amérindiens, les esclaves et les femmes ont été réinsérés dans le récit national. Les célébrations prévues par Donald Trump pour le 250e anniversaire des États-Unis s'apparentent à un retour en arrière.

Par Bruno Cabanes

Le 250e anniversaire des États-Unis est en préparation depuis dix ans déjà. America 250, la commission bipartisane chargée d'en planifier le déroulement et de coordonner le gigantesque effort bénévole qui se déploie à travers tout le pays, a été créée par le Congrès en 2016, sous la deuxième présidence de Barack Obama. En théorie, cette commission, composée de 36 membres (élus du Congrès, citoyens désignés par les parlementaires, membres *ex officio*) et placée sous la présidence honoraire de George W. Bush, Barack Obama et de leurs épouses Laura Bush et Michelle Obama, se veut représentative de la diversité politique du pays. Le but affiché est de réfléchir aux principes fondamentaux de la *Déclaration d'indépendance* du 4 juillet 1776 et d'éviter toute récupération partisane.

Dans le contexte actuel de crise d'identité des États-Unis, de mise en péril de l'équilibre des pouvoirs au profit de l'exécutif, d'imposition par l'administration Trump d'un récit national censuré de toute référence critique au passé, de culte de la personnalité du président des États-Unis et de dérive ploutocratique, rien n'assure toutefois que les festivités soient conformes aux recommandations de la commission. En témoigne la création, en 2025, par décret présidentiel, de la Task force 250, un groupe de travail parallèle dont Donald Trump assure la présidence, et d'un organisme chargé des partenariats avec le secteur privé pour les événements que le président aura lui-même initiés, sous le nom de Freedom 250. La question de ce que le président Trump et son entourage veulent faire de cet anniversaire est donc centrale. Aussi fondamentale est la signification que les Américains eux-mêmes entendent lui donner. Auteur de la récente série *The American Revolution*, diffusée sur la chaîne de télévision PBS, le cinéaste et documentariste américain Ken Burns prévient : « *Nous avons toujours été divisés, l'étude de la révolution américaine le montre bien. Il ne s'agissait pas seulement de grands hommes formulant de grands idéaux à Philadelphie.* »

Un jubilé triomphal

En 1826, les choses paraissaient simples. Ce premier jubilé, qui coïncide avec la disparition des Pères fondateurs John Adams et Thomas Jefferson, les deuxième et troisième présidents, morts tous les deux le 4 juillet 1826, est l'occasion de festivités mémorables. La plus impressionnante est sans doute le défilé qui

L'AUTEUR Titulaire de la chaire d'histoire militaire moderne à l'Université d'État de l'Ohio, *Bruno Cabanes a récemment publié* Les Fantômes de l'île de Peleliu *(Seuil, 2025).*



ANNA RAMSDEN

1926



Miss America Ruth Malcomson, Miss America 1924, déguisée en statue de la Liberté. Elle est au centre de la parade pour les 150 ans de l'indépendance, à Philadelphie, six ans après l'obtention du droit de vote pour les femmes.

2026



Arc de triomphe Pour les 250 ans de l'indépendance américaine, le président Donald Trump a notamment prévu une foire-exposition, un rassemblement sur le Mall à Washington et la construction d'un arc de triomphe *« qui écrasera, sur tous les plans, celui de Paris »*, dont il tient ci-dessus un modèle à la main.

NEW YORK DAILY NEWS ARCHIVE/GETTY IMAGES – JIM LOSCALZO-POOL VIA CNP/ZUMA-REA

TROIS QUESTIONS À VIRGINIE ADANE*

D'autres naissances pour les États-Unis ?

L'arrivée du Mayflower en 1620 ou encore celle des premiers esclaves en Virginie en 1619 sont tout aussi décisives que l'année 1776.

Le 4 juillet 1776, date retenue pour la naissance des États-Unis, fait-il débat ?

La date de la *Déclaration d'indépendance* a été sanctuarisée assez tôt comme moment fondateur. Mais cela ne signifie pas que son sens ne soit pas discuté. Pensons au discours, en 1852, du leader abolitionniste noir Frederick Douglass, « What to the Slave is the Fourth of July? », prononcé un 5 juillet, comme pour souligner l'incomplétude de ce qui est commémoré la veille, au regard du maintien de l'esclavage dans le Sud. De nos jours, la *Déclaration* reste l'acte fondateur des États-Unis, notamment pour ses valeurs universelles. Mais, comme d'autres récits du roman national (le « sauvetage » de John Smith par Pocahontas en 1607 ou l'arrivée du *Mayflower* en 1620), cette histoire est eurocentrée et de plus en plus d'activistes proposent des dates alternatives. La mise en avant de l'année 1619, popularisée en 2019 par le *New York Times Magazine* – 1619 étant la



Affiche du documentaire produit en 2023 par Nikole Hannah-Jones.

première vente documentée d'esclaves africains en Virginie – cherchait à restituer la présence précoce des afro-descendants sur le continent. Le camp MAGA y voit un révisionnisme antipatriotique. Mais pour beaucoup, il s'agit, en réalité, de faire dialoguer le 4 juillet 1776 avec d'autres dates et non de le remplacer.

Comment la révolution est-elle enseignée dans les écoles ?

L'enseignement de l'histoire, aux États-Unis, ne s'appuie pas sur un « programme » uniforme mais sur des « standards », des normes à satisfaire, ce qui permet aux États d'adopter des rythmes et des progressions variables. La révolution reste une étape fondamentale de l'histoire nationale. Mais depuis les années 1980, une révision des standards insiste sur une histoire plus sociale avec l'évocation de l'esclavage ou de la politique à l'égard des peuples autochtones. A côté des manuels traditionnels, d'autres ressources pédagogiques sont mises à disposition par des médias comme PBS ou des organismes privés (le Pulitzer Center ou Hillsdale College). Leur choix est à la libre appréciation de l'enseignant, et une étude de l'American Historical Association en 2024 indique une préférence pour celles de grands médias nationaux, jugées moins « patriotiques » ou « idéologisés ».

Qui sont les héros aujourd'hui de la révolution ? Les Pères fondateurs font-ils consensus ?

Tout dépend des termes du consensus que l'on pose. La communauté politique et citoyenne concernée par l'appréciation des *Founders* a changé depuis deux siècles et demi. Ses préoccupations ont évolué. Cela revient à questionner qui peut entrer dans cette catégorie – des femmes, comme Abigail Adams, l'épouse de John Adams, par exemple –, mais aussi les parcours de certains de ces fondateurs – qui était propriétaire d'esclaves ou non, notamment. Pour en tenir compte, certains se réapproprient ces figures. En 2015, la comédie musicale *Hamilton*, où des acteurs issus de la diversité incarnaient les Pères fondateurs, a eu un grand succès. Cela peut aussi passer par la contestation. En 2021, la statue de Jefferson à New York a été déboulonnée. Mais le personnage n'a pas pour autant disparu de l'imaginaire des États-uniens et on retient surtout le besoin d'avoir un regard nuancé plutôt qu'hagiographique sur le passé. ■

L'AUTEURE Maîtresse de conférences à Nantes Université, *Virginie Adane a notamment publié 1619.* L'Autre Naissance des États-Unis *(PUF, 2025).*



© HARPO FILMS/LIONSGATE/ONE STORY UP PRODUCTIONS ; COLLECTION CHRISTOPHEL – PHOTO PERSONNELLE

▶ passe devant le président en exercice John Quincy Adams, fils de John Adams, à la Maison-Blanche.

Deux ans plus tôt, début août 1824, les États-Unis avaient accueilli le retour du marquis de La Fayette, le héros français de la guerre de l'Indépendance, à l'invitation du président James Monroe. S'ensuit un voyage triomphal de 10 000 kilomètres à travers les 24 États qui composent alors le pays. Arrivé en Virginie en novembre, il salue Jefferson et visite la plantation de l'ancien président James Madison, où il rappelle *« le droit de tous les hommes, sans exception, à la liberté »*.

C'est aussi pour le jubilé qu'est réalisée une gigantesque toile de 4 × 5 mètres, commandée au peintre John Trumbull, qui représente la *Déclaration d'indépendance* pour la rotonde du Capitole *(cf. p. 32)* – une première version, plus petite, est conservée à la Yale University Art Gallery. Quelques libertés ont été prises avec la réalité historique : la présentation de la *Déclaration d'indépendance* à John Hancock, le président du Congrès continental, eut lieu le 28 juin (et non pas le 4 juillet, où le document fut adopté avant d'être signé le 2 août) ; ni Robert R. Livingston ni Benjamin Franklin n'étaient présents, contrairement au tableau qui cherche pourtant à restituer les traits des participants *(cf. p. 32)*. Surtout, le jubilé de 1826, prévu comme un moment patriotique d'une haute importance, est marqué par une forme d'apathie de la part des citoyens américains.

En 1876, un pavillon pour les femmes

En 1876, une dizaine d'années seulement se sont écoulées depuis le gigantesque carnage que fut la guerre de Sécession (1861-1865) avec ses 620 000 morts. Cette fois, la commémoration, encore plus grandiose, prend la forme de la première Exposition universelle organisée sur le sol américain. Quelque 10 millions de visiteurs, dans un pays d'environ 45 millions d'habitants, se rendent au Fairmount Park, à Philadelphie. Sur les bords de la Schuylkill River ont été construits les pavillons de 37 pays. Certains États du Sud ne sont pas représentés. Outre la célébration d'inventions comme le téléphone d'Alexander Graham Bell ou le télégraphe de Thomas Edison, le centenaire de la *Déclaration d'indépendance* promeut les contributions des femmes aux arts, sciences, et à l'industrie dans un pavillon qui leur est consacré. Le 4 juillet, la militante féministe Susan B. Anthony présente une *Déclaration des droits des femmes*. Elle entend ainsi protester contre l'exclusion politique des femmes, contraire aux idéaux fondateurs des États-Unis.

La National Independent Political Union (NIPU) du révérend Garland H. White publie sa *Negro Declaration of Independence* (« Déclaration d'indépendance des Noirs ») qui accuse le Parti républicain d'avoir trahi les intérêts des Africains-Américains après la guerre de Sécession. Ce qui aurait dû être un moment de célébration de

En 1824, La Fayette effectue un voyage triomphal de 10 000 km à travers les 24 États que compte le pays

l'unité retrouvée révèle surtout les failles de la Reconstruction, cette période de dix ans qui suit la fin de la guerre civile.

L'Exposition de 1926 reprend le même modèle que celle de 1876 : la même ville (Philadelphie), la même promotion des nouveautés du moment (réfrigérateurs électriques, films parlants…), l'utilisation de symboles nationaux (une réplique géante de la Liberty Bell, qui avait sonné pour annoncer la *Déclaration d'indépendance* en 1776), mais elle rencontre un moindre succès (seulement 6 millions de visiteurs). Depuis l'entrée en vigueur du 19e amendement le 18 août 1920, les Américaines ont acquis le droit de vote. Toutefois, la ségrégation et la violence raciales demeurent des atteintes aux idéaux d'égalité, ce que ne manque pas de rappeler Asa Philip Randolph, syndicaliste et activiste pour les droits civiques, dans un discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture. Il a été invité à la dernière minute après que la communauté noire de Philadelphie eut exigé la participation d'un orateur africain-américain.

Vietnam et Watergate

Le bicentenaire de 1976 porte lui aussi la marque de la contestation. Celle du principe même d'une célébration, dans un pays bousculé par la démission du président Nixon, le 9 août 1974, à la suite du scandale du Watergate, et par l'héritage douloureux de la guerre du Vietnam, qui s'achève avec la chute de Saigon le 30 avril 1975. Contestation aussi d'un récit national unifié, qui oublierait les minorités raciales et transformerait le patriotisme en une gigantesque kermesse consumériste. Comme en 1876 et en 1926, les cérémonies sont donc accompagnées de protestations. Une People's Bicentennial Commission (« Commission populaire du Bicentenaire ») est instituée par le philosophe de gauche Jeremy Rifkin. Il avait déjà organisé une manifestation contre les compagnies pétrolières, en 1973, à l'occasion des 200 ans de la Boston Tea Party. Aux yeux de la gauche américaine des années 1970, la commémoration de la *Déclaration d'indépendance* n'a de valeur que si elle fait une place aux histoires des minorités, si elle autorise une lecture critique du passé et si elle s'inspire de la radicalité de l'idéal des Pères fondateurs pour porter la contestation du capitalisme américain[1]. C'est aussi à l'époque du Bicentenaire que sont créées près de 40 % des 23 000 institutions historiques (musées, sociétés savantes, associations diverses) du pays[2].

Où en sont les États-Unis, cinquante ans plus tard ? Créée à l'été 2016, six mois avant la première élection de Donald Trump, la commission en charge de l'organisation du 250e anniversaire a souffert d'un départ laborieux puis du retard lié à la pandémie de Covid-19. Mais c'est surtout l'orientation générale du projet qui pose question. Comme le souligne l'historienne Beverly Gage, à l'origine, ▶

▶ la commission organisatrice se veut porteuse de multiples initiatives locales, « *moins un plan directeur imposé d'en haut qu'un fil Instagram national* »[3]. Mais « *si tout se résume à ce que chacun raconte son histoire, qu'est-ce qui est censé rassembler tout le monde ?* » s'interroge alors R. Scott Stephenson, le directeur du musée de la Révolution américaine de Philadelphie. D'autant que les historiens professionnels ont mis beaucoup de temps à s'impliquer dans l'organisation des commémorations, ce que l'historienne de Harvard Jill Lepore leur reproche : « *Écrire une histoire nationale pose de nombreux problèmes. Mais ne pas écrire d'histoire nationale en crée davantage, et ces problèmes-là sont pires*[4]. »

Sport de combat et prière collective

Tandis que la gauche américaine se désengage de l'organisation de 2026 par rejet du patriotisme traditionnel, Donald Trump, dès son premier mandat (2017-2020) n'hésite pas à revendiquer une lecture simpliste du passé. Les festivités, grandioses et centralisées, n'auront d'autre ambition que de rendre sa grandeur à l'Amérique : « *Make America Great Again* ».

Les commémorations de 2026 s'ouvrent dans un climat de tensions, de défiance et de révolte

Au 1619 Project du *New York Times Magazine*, qui propose de centrer les commémorations sur 1619, l'année où les premiers esclaves noirs sont arrivés en Virginie *(cf. p. 68)*, Donald Trump oppose la 1776 Commission, créée en 2020 pour promouvoir « *l'éducation patriotique* […] *afin que nous apprenions tous à nouveau à chérir nos principes fondateurs* ».

Interrompu par la présidence de Joe Biden, ce programme de réécriture de l'histoire américaine, qui cherche à en effacer la face sombre, se radicalise avec le retour au pouvoir de Donald Trump en 2025. Hillsdale College, l'université conservatrice du Michigan, est mise à contribution pour produire une série éducative célébrant l'esprit américain : *The Story of America*. Sur son site internet, la prestigieuse American Historical Association dresse régulièrement la liste des actions de l'État fédéral qui affectent l'enseignement ou la recherche en histoire. En mars 2025, elle dénonce « *les récents efforts pour censurer des contenus historiques sur les sites du gouvernement fédéral et dans de nombreux musées* », parmi lesquels les musées Smithsonian, une institution fondée en 1846 et directement visée par le décret présidentiel « Restoring Truth and Sanity to American History » (« Restaurer la vérité et la raison dans l'histoire américaine ») du 27 mars 2025[5].

La Smithsonian est accusée par l'administration Trump de promouvoir une « *idéologie de division centrée sur la race* ». En mai 2025, plusieurs associations d'historiens portent plainte contre la suppression brutale des subventions accordées par le National Endowment for the Humanities, dont les ressources sont redirigées vers le financement d'un « jardin des héros américains », composé de 250 figures historiques. Si le choix des personnages et la localisation du monument ne sont pas encore précisés (il revient à Vince Haley, un conseiller influent du président, de faire des propositions), un montant de 250 millions de dollars lui a déjà été alloué. En décembre 2025, les projets de monnaies commémoratives déjà approuvés par deux comités officiels ont été abandonnés, la représentation du *Mayflower Compact*, l'accord signé par les Pères pèlerins en novembre 1620 avant leur débarquement à Plymouth, remplaçant celles de l'abolition de l'esclavage et du droit de vote des femmes, jugées trop « *proches de l'idéologie woke* ».



MATTHEW HATCHER/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/GETTY IMAGES/AFP

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

Guerre mémorielle à Philadelphie

Depuis 2010, l'exposition « Liberté et esclavage dans la construction d'une nouvelle nation » était installée, en plein air, à Philadelphie, devant la President's House, la résidence officielle de George Washington. Il s'agissait de rappeler le passé esclavagiste du premier président des États-Unis et de le remettre dans son contexte. Mais, en 2025, Donald Trump a signé un décret pour « *rétablir la vérité dans l'histoire américaine* » et l'exposition a été démantelée. Le 16 février 2026, la juge américaine Cynthia Rufe a ordonné à l'administration Trump de « *réinstaller tous les panneaux, affichages et vidéos auparavant en place* ».

En ce qui concerne le programme des célébrations de 2026 voulues par Donald Trump, il comporte notamment une foire-exposition et un grand rassemblement national de prière sur le Mall, le parc au cœur de Washington DC, la construction d'un arc de triomphe *« qui écrasera, sur tous les plans, celui de Paris »*, une compétition sportive entre jeunes athlètes venus de chaque État, *« le plus grand feu d'artifice de l'histoire »* le 4 juillet, et un championnat de sports de combat à la Maison-Blanche le 14 juin, jour du 80e anniversaire de Donald Trump.

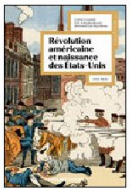
La confusion entre patriotisme et célébration de la personne du président des États-Unis était déjà sensible lors de la parade militaire qui s'est tenue le 14 juin 2025, pour le 250e anniversaire de l'armée américaine et les 79 ans de Donald Trump. Contrairement aux règles fédérales, qui interdisent les fonds privés dans les manifestations publiques, l'événement était sponsorisé par au moins quatre marques ayant des liens financiers avec le président. Il a donné lieu à des centaines de manifestations hostiles à la dérive monarchique *(« No King's Day »)*, une référence directe à la révolution américaine. Les commémorations de 2026 s'ouvrent donc dans un climat de tensions, de défiance et de révolte. Dans un pays menacé par la guerre civile, 92 % des électeurs républicains se disent *« très fiers d'être Américains »*, mais seulement 36 % des électeurs démocrates (contre 62 % en 2024). C'est le plus faible pourcentage chez les démocrates depuis vingt-cinq ans que l'institut Gallup fait un sondage annuel sur cette question[6]. ■

NOTES

1. Cf. H. Zinn, *A People's History of the United States,* New York, HarperCollins, 1980.
2. Cf. J. Schuessler, « Will America Be Ready for Its 250th Birthday? », *The New York Times,* 3 juillet 2023.
3. B. Gage, « America is Suffering an Identity Crisis », *The Atlantic,* 14 octobre 2024.
4. J. Lepore, "A New Americanism: Why a Nation Needs a National Story", *Foreign Affairs,* 98/2, mars-avril 2019.
5. Cf. J. Lepore, « Who Gets to Tell America's Story? », *The New Yorker,* 13 novembre 2025.
6. Sondage Gallup du 30 juin 2025.

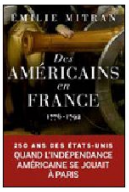
POUR EN SAVOIR PLUS

Ouvrages généraux









V. Adane, *1619. L'autre naissance des États-Unis,* PUF, 2025.
V. Adane, A. Delahaye, C. Lounissi, B. Van Ruymbeke, *La Révolution américaine,* Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2025.
D. Armitage, *Du Nouveau Monde à l'Amérique d'Obama. Un empire contre nature,* trad. C. Jaquet, Nantes, L'Atalante, 2009 ; *The Declaration of Independence. A Global History,* Cambridge, Harvard University Press, 2008.
C. G. Calloway, *The Indian World of George Washington. The First President, the First Americans, and the Birth of the Nation,* Oxford, Oxford University Press, 2018.
B. Cottret, *La Révolution américaine,* Perrin, « Tempus », 2026.
M. Covo, *Entrepôt of Revolutions. Saint-Domingue, Commercial Sovereignty, and the French-American Alliance,* New York, Oxford University Press, 2022.
A. Delahaye, *A qui appartient le 4 juillet ? L'indépendance américaine et sa mémoire,* JC. Lattès, 2026.
E. Dziembowski, *La Guerre de Sept Ans, 1756-1763,* Perrin, 2015 ; *Le Siècle des révolutions, 1660-1789,* Perrin, « Tempus », 2024.
F. Furstenberg, *When the United States Spoke French. Five Refugees Who Shaped a Nation,* Londres, Penguin, 2014.
G. Havard, C. Vidal, *Histoire de l'Amérique française,* [2003], Flammarion, « Champs histoire », 2019.
A. Kaspi, *La Révolution américaine,* Folio histoire, 2013.
W. Klooster (dir.), *The Cambridge History of the Age of Atlantic Revolutions,* Cambridge, Cambridge University Press, 2023.
C. Lounissi, *La Pensée politique de Thomas Paine en contexte,* Honoré Champion, 2012.
C. Lounissi, É. Schnakenbourg, B. Van Ruymbeke, *Révolution américaine et naissance des États-Unis,* Armand Colin, 2026.
É. Mitran, *Des Américains en France, 1776-1792,* Nouveau Monde Éd., 2026.
A. J. O'Shaughnessy, J. A. Ragosta, M.-J. Rossignol (dir.), *European Friends of the American Revolution,* Charlottesville, University of Virginia Press, 2023.
Y.-M. Péréon, *Washington,* Tallandier, 2026.
N. Perl-Rosenthal, *The Age of Revolutions. And the Generations Who Made It,* New York, Basic Books, 2024.
F. Petroff, *La Révolution américaine et l'Écosse : regards croisés et identités hybrides,* Honoré Champion, 2026.
F. Petroff, B. Van Ruymbeke, (dir.), *Les Français et la naissance des États-Unis,* Niort, La Geste Éd. (à paraître en juin 2026).
S. Sarson, *The Course of Human Events.* The Declaration of Independence *and the Historical Origins of the United States,* Charlottesville, University of Virginia Press, 2025.
A. Taylor, *American Revolutions. A Continental History, 1750-1804,* New York, W. W. Norton & Company, 2016.
L. Tnaïnchi, *La Correspondance de Benjamin Franklin,* Honoré Champion, 2026.
B. Van Ruymbeke, *L'Amérique avant les États-Unis. Une histoire de l'Amérique anglaise, 1497-1776,* Flammarion, « Champs histoire », 2016 ; *1776. L'année américaine,* Tallandier, 2026.
L. Zecchini, *Lafayette. Héraut de la liberté,* Fayard, 2019.

Expositions

La Fayette entre France et Amérique
Aux Archives nationales, Paris
Du 1er avril au 14 juillet. En partenariat avec *L'Histoire*.

1776-2026 : 250 ans d'amitié franco-américaine
Au musée Carnavalet, Paris
Jusqu'au 27 septembre.

La *Déclaration d'Indépendance* américaine
Au Musée franco-américain de Blérancourt
Du 6 juin au 5 octobre.

« Saison américaine »
Au musée de l'Armée, Paris
Entre juillet et novembre, conférences, colloques et expositions.

Les Français et la naissance des États-Unis
Au Musée du Nouveau Monde, La Rochelle
Du 19 juin au 16 novembre.

Au château de Versailles
Un nouvel accrochage avec une trentaine d'œuvres sur les relations franco-américaines. A partir de juin.

@ Retrouvez plus d'articles sur la révolution américaine sur **www.lhistoire.fr**

L'Atelier des CHERCHEURS

La grande vogue des porcelaines chinoises

Pendant plus de cinq cents ans, la petite ville de Jingdezhen, en Chine, a produit des porcelaines à destination du monde entier. Dès le XVIe siècle, on les retrouve sur tous les continents. Une histoire où s'entremêlent le local et le global.

Entretien avec Anne Gerritsen

L'Histoire : Vases, assiettes, théières…Des objets en porcelaine chinoise sont conservés dans les musées du monde entier. A quand remonte cette diffusion globale ?

Anne Gerritsen : Dès le VIIIe-IXe siècle, on retrouve des échantillons de porcelaine chinoise en Corée, en Asie du Sud-Est, jusqu'aux bords de la mer Rouge aussi bien que sur les côtes africaines ! Au XVIe siècle, elle est présente sur tous les continents, et l'on estime par exemple qu'à la fin du XVIIIe siècle, plus de 70 millions de pièces de porcelaine ont gagné l'Europe depuis la Chine. La porcelaine en vient ainsi à occuper une place centrale dans les imaginaires occidentaux de la Chine, au point qu'en anglais, *china* désigne à la fois le pays et son produit phare. Il faut attendre le XVIIIe siècle pour que, d'autres sites de production dans le monde parvenant désormais à reproduire la qualité des porcelaines chinoises, l'association commence peu à peu à se distendre.

Là où les choses se compliquent, c'est que l'on ne s'accorde pas sur la définition d'une porcelaine. En Occident, il faut qu'une céramique ait été cuite à plus de 1 300 °C pour qu'on puisse la qualifier de « porcelaine ». On ▶



L'AUTEURE Professeure d'histoire à l'université de Warwick et d'histoire de l'art asiatique à l'université de Leyde, *Anne Gerritsen a notamment publié* The City of Blue and White. Chinese Porcelain and the Early Modern World *(Cambridge University Press, 2020).*

PHOTO PERSONNELLE – © VICTORIA AND ALBERT MUSEUM, LONDON, C.222-1931 – SINGAPOUR, ASIAN CIVILISATIONS MUSEUM ; CHERRY-HAI/SHUTTERSTOCK LONDRES, THE BRITISH MUSEUM, DIST. GRANDPALAISRMN/THE TRUSTEES OF THE BM – THE CLEVELAND MUSEUM OF ART ; HERITAGE ART/HERITAGE IMAGES/ COLL. CHRISTOPHEL HERITAGE ART/HERITAGE IMAGES/ AURIMAGES


1


2


4

Un luxe mondialisé Retrouvée à bord d'un voilier ayant fait naufrage au IXe siècle en route vers l'Indonésie (2), produites au XVIe pour des consommateurs portugais (1) et japonais (4), décorée au XVIIIe à la demande des Jésuites (5) et acquises au XXe par le collectionneur britannique Percival David (3 et 4), ces porcelaines sont toutes originaires de Jingdezhen.


5


3

▶ ne sait pas précisément à partir de quand ce seuil a été franchi en Chine, où la définition repose plutôt sur les matériaux utilisés. Lorsque la pâte employée contient du kaolin, on parle de « porcelaine ». Cette argile blanche, capable de supporter des températures extrêmes, tire son nom d'un site où elle était extraite, la montagne Gaoling, à proximité de la petite ville de Jingdezhen, dans le Jiangxi, même si on en trouve des gisements dans le monde entier.

Si on adopte cette définition, l'histoire de la porcelaine chinoise remonte au VIIIe-IXe siècle, mais les céramiques en question ne correspondent pas tout à fait à la définition occidentale, et certains historiens préfèrent parler de « proto-porcelaine » ou de matériaux « porcelaineux ». Les plus anciennes pièces étaient obtenues à partir d'un gisement d'argile contenant du kaolin, qui semble s'être épuisé vers le XIIe siècle, après quoi du kaolin pur a dû être mêlé à du *petuntse* (la « pierre à porcelaine », composée de quartz et de mica) pour fournir une pâte aux caractéristiques similaires. Retenons en tout cas que l'invention de la porcelaine est contemporaine de sa diffusion mondiale.

Comment expliquer le succès mondial que la porcelaine chinoise rencontre pendant près d'un millénaire ?

Une partie de la réponse tient aux stratégies déployées par les producteurs chinois, qui ont conscience de la demande, et s'efforcent de façonner des céramiques désirables sur des marchés lointains. Jouent également les pratiques des commerçants, qui voyagent régulièrement entre la côte chinoise et l'Asie du Sud-Est et trouvent dans la porcelaine chinoise, dont la qualité supérieure est précocement reconnue, une monnaie d'échange prisée : ces flux irriguent ensuite des échanges plus lointains.

Ces deux facteurs s'articulent l'un à l'autre. On a ainsi retrouvé, en 1998, quelque 70 000 pièces de porcelaine à bord d'un voilier arabe ayant fait naufrage au IXe siècle, alors qu'il quittait la Chine pour l'Indonésie. Parmi ces pièces, trois sont particulièrement intéressantes : des assiettes à motifs de fleurs bleues, qui ne ressemblent à rien de connu à l'époque. Il s'agissait probablement d'une expérimentation, un produit nouveau destiné à sonder le marché indonésien *(cf. n° 2, p. 73)*.

L'exemple le plus célèbre des porcelaines produites en Chine à destination de consommateurs étrangers est celui de la porcelaine blanche ornée de motifs bleus, obtenus à partir de cobalt, qui a assuré la renommée mondiale de Jingdezhen. On en date classiquement l'apparition avec la dynastie mongole des Yuan (XIIIe-XIVe siècle), période d'intenses échanges entre la Chine et le monde musulman : le cobalt produit dans les territoires persans parvient désormais plus facilement en Chine. Les motifs et la couleur, s'ils sont peu appréciés par le public chinois, correspondraient aux attentes des consommateurs du Moyen-Orient. A leur tour, les Européens ne tardent pas à se prendre de passion pour cette porcelaine blanche et bleue : c'est elle notamment que l'on retrouve, au XVIIe siècle, sur ces toiles de Vermeer à partir desquelles Timothy Brook a écrit, dans *Le Chapeau de Vermeer*, l'histoire des circulations entre la Chine et l'Europe. Et c'est pour répondre à cette demande étrangère que Jingdezhen se spécialise dans cette production.

En 2012, Adam T. Kessler a tenté de démontrer que la porcelaine blanche et bleue serait apparue dès la dynastie des Song du Sud (XIIe-XIIIe siècle),

« Le site se distingue par la qualité de ses ressources naturelles et par la proximité de voies fluviales »





Avantages naturels **La rivière Chang, qui connecte Jingdezhen au fleuve Yangzi (fleuve Bleu), a permis à la ville d'exporter précocement ses porcelaines aussi bien vers la capitale impériale que dans le reste du monde.**

ROLAND & SABRINA MICHAUD/AKG-IMAGES

mais ses travaux demeurent très controversés, notamment en Chine, où cette hypothèse est unanimement rejetée. L'un des arguments en faveur d'une invention plus précoce de cette technique de décoration est le niveau de savoir-faire que les artisans de Jingdezhen atteignent dès les Yuan : les vases de David, l'un des trésors du British Museum *(cf. n° 3, p. 73)*, sont par exemple datés de 1351, et certains chercheurs peinent à croire qu'une telle maîtrise ait pu être atteinte en moins d'un siècle. Cela s'explique à mon avis par le fait que la technique consistant à décorer une porcelaine à partir d'un pigment préexistait aux Yuan, même si ce n'était pas nécessairement du cobalt. J'ai ainsi pu retracer la diffusion progressive sous les Song du Sud de cette technique de décoration au pinceau, qui représente une innovation déterminante par rapport aux porcelaines monochromes, depuis le nord de la Chine vers Jizhou, dans le Hebei, et de là jusqu'à Jingdezhen.

C'est sur ce site de Jingdezhen que porte votre ouvrage *The City of Blue and White*. Pourquoi ce choix ?

Jingdezhen a été, pendant plusieurs siècles, le principal site de production et d'exportation de porcelaine au monde. Ce qui m'a intéressée d'abord, c'est le point de vue des potiers qui y travaillaient : qu'est-ce que cela représentait pour eux de produire pour des destinations où ils ne mettraient jamais les pieds ? Pour le dire autrement, j'ai choisi de travailler sur Jingdezhen parce qu'il m'a semblé que ce site offrait un observatoire pertinent pour explorer la manière dont s'entremêlent, dans une même pièce de porcelaine, le local et le global.

Une précision s'impose à ce stade sur le sens du terme « Jingdezhen » dans les sources textuelles. A en croire notamment l'*Histoire de la porcelaine de Jingdezhen* de Lan Pu (mort en 1795), publiée en 1815, c'est l'empereur Zhenzong, de la dynastie des Song, qui aurait choisi, en 1004, première année de l'ère Jingde, de donner à la ville son nom d'ère, devenue alors « la ville de Jingde », Jingdezhen. Cet épisode aurait marqué le début de la relation spéciale entre la Cour et la ville, chargée de produire les porcelaines utilisées au Palais et offertes comme cadeaux diplomatiques. Ces dernières sont confectionnées dès lors dans les fours impériaux de Jingdezhen, soumis à un monopole impérial : l'empereur y passe des commandes annuelles massives, et les pièces les plus réussies lui sont réservées.

Le site se distinguait déjà par la qualité de ses ressources naturelles (l'argile de la montagne Gaoling, le bois des contreforts de la chaîne montagneuse Huangshan) et par la proximité de voies de circulation fluviales, la rivière Chang notamment, qui le connectait, *via* le lac Poyang, au fleuve Yangzi. Le choix de la Cour d'en faire l'un de ses principaux fournisseurs de céramiques y attire en outre les travailleurs les plus qualifiés, renforçant ainsi progressivement la prééminence de Jingdezhen sur ce marché.

C'est là un point d'autant plus déterminant que la fabrication de porcelaines à Jingdezhen est, dès le XIe siècle, à mi-chemin de la production proto-industrielle et de l'ouvrage d'art. Elle est en effet séquencée en une multitude d'étapes mettant chacune en jeu plusieurs artisans (selon un proverbe chinois, une seule pièce de porcelaine passe entre 72 mains différentes au cours de son élaboration) et c'est ce séquençage qui permet aisément, en formant et en introduisant de nouveaux travailleurs, d'augmenter la production. Mais, là où les travailleurs mobilisés dans les premières étapes de la fabrication sont facilement remplaçables, il n'en va pas de même des dernières, que ce soit dans le modelage ou dans la décoration des pièces, qui requièrent des savoir-faire beaucoup plus rares.

Pour répondre aux commandes de l'empereur, les fours impériaux, qui doivent compter avec la part irréductible d'imprévu inhérente à la production de porcelaines, sont contraints d'en produire une quantité bien supérieure : ce surplus alimente parfois les exportations. Mais la plupart des pièces exportées à l'étranger depuis Jingdezhen, et vendues aujourd'hui comme de la « porcelaine impériale », ne sortent pas des fours impériaux. La quantité de matières premières et de main-d'œuvre entraîne en effet la prolifération, à Jingdezhen, de fours privés, qui fonctionnent hors du contrôle impérial mais imitent les pièces, emploient certains de leurs travailleurs et complètent au besoin leur stock. On peut donc parler d'un « réseau de Jingdezhen » pour qualifier ce tissu de sites de production qui s'organise autour des fours impériaux et du monopole impérial, sans pour autant s'y réduire.

Que sait-on des conditions concrètes de production de la porcelaine à Jingdezhen ?

La documentation sur l'histoire de Jingdezhen est malheureusement muette sur le fonctionnement des fours privés comme sur le point de vue des travailleurs. Mais celle que suscite le fonctionnement des fours impériaux, indissociable du prélèvement de l'impôt, est très riche. Jusqu'au XVIe siècle, en Chine, les impôts étaient payés soit en biens, soit en corvées. Dans la région de Jingdezhen, les corvées consistaient à travailler dans les fours impériaux. A partir du XVIe siècle, l'État exige le paiement de l'impôt en argent : c'est ce qui entraîne la transition vers le salariat.

C'est justement du XVIe siècle que date l'une des sources les plus précieuses sur Jingdezhen : une monographie locale détaillant avec précision les différentes facettes de la production de porcelaines à destination des fonctionnaires chargés de la superviser. Les conseils formulés dans l'ouvrage, relatifs au salaire qu'il convient de payer en fonction du nombre de travailleurs disponibles, au prix à ne pas dépasser pour la matière première, à la quantité de papier à utiliser pour emballer les pièces destinées à l'empereur, aux ruses des marchands de bois dont il faut se méfier, etc., jettent un éclairage sur des aspects très concrets de la vie économique.

Ce qui ressort, c'est l'intense compétition que se livrent fours impériaux et fours privés, aussi bien pour ▶

▶ les matières premières que pour la main-d'œuvre qualifiée, alors que la demande européenne, dès la fin du XVIe siècle, est en plein essor. Il semble que la pression sur les matières premières soit ainsi devenue particulièrement intense à Jingdezhen au tournant du XVIIe siècle – à une période qui plus est où, comme l'a récemment montré Timothy Brook, la Chine connaît une grave crise climatique. Certains travaux, qui se sont intéressés à la vitesse de croissance des essences d'arbres utilisées à Jingdezhen, semblent indiquer que la production de porcelaines y demeurait malgré tout viable, mais la principale difficulté tient au fait qu'on ne connaîtra jamais précisément la quantité de porcelaines qui y étaient produites. En l'absence de sources écrites sur les fours privés, les seules informations sont celles que l'on peut tirer des porcelaines elles-mêmes.

Qu'apprend-on, justement, en observant ces porcelaines ?

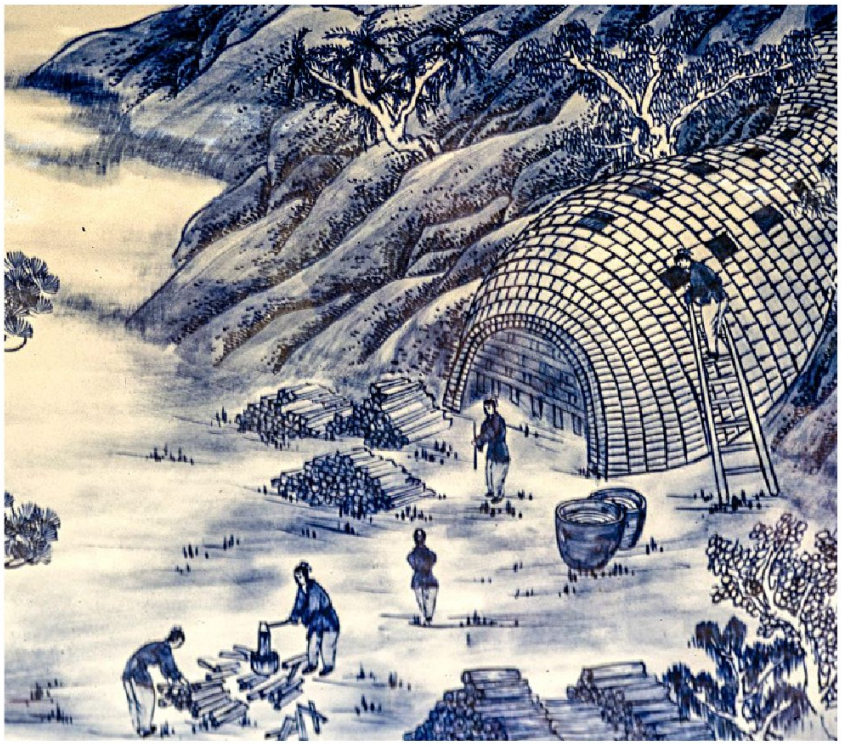
Il faut en distinguer différents types. Les plus belles pièces, initialement destinées à l'empereur, sont presque exclusivement conservées dans les collections muséales : en premier lieu bien sûr au Palais impérial, mais plusieurs grands musées dans le monde en possèdent également, pillées notamment au XIXe siècle, que ce soit à l'occasion du sac du palais d'Été en 1860 ou en 1900, lorsque les troupes venues réprimer la révolte des Boxers dévastent la Cité Interdite. On trouve également dans les musées des pièces d'une qualité légèrement inférieure, initialement dédiées à l'exportation.

Viennent ensuite les découvertes archéologiques, exhumées dans des fouilles d'épaves, documentant le commerce mondial de porcelaines chinoises et à Jingdezhen même, où l'on met surtout au jour les pièces ratées et le rebut de la production. Ces objets sont très utiles pour comprendre les méthodes de production à Jingdezhen, loin d'être aussi infaillibles qu'on pourrait le croire : lorsque l'on s'intéresse à ces rebuts, on perçoit l'intense pression exercée par la demande, aussi bien à destination du Palais que de l'exportation, l'urgence dans laquelle travaillaient les artisans, amenés par exemple à remplir au maximum les fours, au risque de voir les pièces fusionner les unes avec les autres.

Comment regarder, comment décrire ces objets ?

Il existe, en histoire de l'art, une riche tradition d'analyse des porcelaines chinoises, soucieuse de définir des styles, de révéler des indices permettant d'identifier les pièces, leur lieu et date de production, et d'estimer ainsi leur valeur, bref, de décrire l'objet par rapport à ce qu'il devrait être. Ce n'est pas là ce qui m'intéresse. Ce dont je me suis aperçue au fur et à mesure de mes recherches, c'est que les lieux de production se copiaient, s'inspiraient fréquemment les uns les autres, et que les artisans se déplaçaient. Ces connexions ont largement été invisibilisées par l'obsession classificatrice des historiens : à trop vouloir identifier des styles locaux, on a perdu de vue les circulations de goûts, de techniques, de travailleurs, de savoir-faire.

Si l'on se contente, en examinant une porcelaine produite à Jingdezhen, d'y chercher des motifs, des couleurs caractéristiques de ce site, on passe à côté de l'essentiel : elle peut en effet présenter des motifs imités de Jizhou ou d'autres sites voisins, sur fond de concurrence et d'émulation, ou bien des motifs dont on s'imaginait qu'ils étaient susceptibles de plaire sur tel ou tel marché – que ce soit en adoptant certains principes esthétiques qui lui sont propres ou en se conformant à ce que les consommateurs de ce marché s'imaginaient être une esthétique chinoise. En cela, les objets qui intéressent le moins les historiens de l'art, parce qu'ils mettent le plus à mal leurs classifications, sont ceux qui m'intéressent le plus. Ce sont eux qui soulignent le mieux les circulations et les connexions qui font pour moi tout l'intérêt de cette histoire.



Fabrication **Cette peinture sur porcelaine, photographiée à Jingdezhen par le couple de voyageurs Roland et Sabrina Michaud à la fin du XXe siècle, représente les fours, impériaux ou privés, dans lesquels étaient cuites les porcelaines.**

ROLAND & SABRINA MICHAUD/AKG-IMAGES

L'étude fine des porcelaines permet ainsi d'établir la manière dont s'y entremêlent logiques locales, globales et régionales, ces dernières étant probablement les moins étudiées à l'heure actuelle. Mais elle jette également un jour précieux sur l'histoire, si méconnue, des fours privés de Jingdezhen : lorsque l'on trouve, par exemple, sur une pièce produite hors des fours impériaux, un cobalt de qualité supérieure, réservé en théorie à la production des porcelaines impériales, on comprend que la réalité de la vie économique à Jingdezhen était bien plus complexe que ce que semblent indiquer les sources officielles, et l'on perçoit à quel point la concurrence entre fours privés et fours impériaux mettait à mal le monopole impérial.

À SAVOIR

Jusque dans les toiles de Vermeer

Dès le VIIIe-IXe siècle, des porcelaines chinoises sont attestées en Corée comme en Afrique. Au XIe-XIIe siècle, leur présence en Égypte suscite des débats sur la manière de désigner ce matériau inconnu. L'Europe reste longtemps à l'écart de ces circulations : tout au plus quelques pièces offertes comme cadeaux diplomatiques apparaissent-elles au XIVe siècle dans des collections princières. C'est au milieu du XVIIe siècle seulement que les Compagnies des Indes y font de la porcelaine un objet de consommation courante – au point qu'elle peuple désormais les toiles de Vermeer. Mais la plupart de ces pièces, d'une qualité médiocre, n'ont pas survécu : seuls les naufrages en ont conservé la trace. La majorité des collections européennes de porcelaines provient des pillages du XIXe siècle, tel celui du palais d'Été en 1860.

Qu'apporte l'analyse des objets à l'histoire globale ?

C'est une question que j'ai explorée notamment avec mon collègue à l'université de Warwick Giorgio Riello, actuellement en poste à l'Institut universitaire européen de Florence, à l'époque où il s'intéressait à l'histoire du coton tandis que j'étudiais déjà celle de la porcelaine. Nous partagions la même insatisfaction par rapport à la façon dont l'histoire économique étudiait ces marchandises, sans aucune attention aux transformations qu'elles connaissaient à la faveur de leurs circulations. Il nous a semblé qu'observer ces objets, les modifications, les ajouts qui leur étaient apportés, mais également les différentes significations dont ils étaient investis au fur et à mesure de leur parcours, les descriptions changeantes qui en étaient faites, enrichirait une histoire globale qui s'était longtemps occupée uniquement des circulations des hommes et des idées.

Lorsque j'observe une pièce de porcelaine, je m'intéresse donc autant aux traces qui documentent sa fabrication à Jingdezhen qu'à toutes les transformations ultérieures qu'elle a connues au fil de sa trajectoire globale. Un parfait exemple est celui de l'aiguière « de Peixoto », conservée au Victoria & Albert Museum de Londres *(cf. n° 1, p. 73)*. Ce vase à eau en porcelaine blanche et bleue est produit à Jingdezhen vers 1522-1566, à la demande d'un client portugais, peut-être le marchand Antonio Peixoto, et sa forme, imitée des cruches du Moyen-Orient, est alors courante dans les productions de Jingdezhen. Les ajouts métalliques en argent que présente l'aiguière au niveau du bec et du couvercle semblent en revanche avoir été montés dans l'Empire perse, au XVIe siècle aussi, probablement au cours du trajet qui a conduit la pièce jusqu'en Europe.

« A trop vouloir identifier des styles locaux, on a perdu de vue les circulations de goûts, de techniques »

En étudiant de pareils objets comme des millefeuilles, aussi bien au niveau de leurs caractéristiques formelles que des significations dont ils étaient investis, on se donne ainsi les moyens d'en faire des observatoires précieux pour saisir la manière dont les hommes et les femmes du passé se confrontaient au monde : il ne suffit pas en effet d'identifier la présence, dans tel ou tel lieu, d'objets venus de l'autre bout du monde, encore faut-il déterminer ce que ces objets signifiaient pour celles et ceux qui les possédaient, les observaient, les maniaient, la conscience qu'ils avaient ou non de leur origine lointaine et l'importance qu'ils y accordaient.

L'enjeu, pour moi, est également de ne pas limiter cette approche matérielle de l'histoire globale aux seuls objets exceptionnels, mais de m'intéresser à l'ensemble des objets mobilisés dans la chaîne opératoire dont ils sont le produit, aussi bien que dans leur trajectoire ultérieure. L'histoire globale d'un vase de porcelaine chinoise aujourd'hui conservé dans un musée européen met en jeu les outils utilisés pour le façonner, pour abattre les arbres nécessaires à sa cuisson, les caisses dans lesquelles il a circulé ou le papier employé pour protéger son transport : une multitude d'objets plus ordinaires, dont aucun n'a été conservé, et qui permettent pourtant de complexifier l'histoire de ce vase avec de nouveaux acteurs, de nouvelles connexions. C'est en prenant en compte l'ensemble de ces objets, dont seuls certains ont parcouru le monde, que l'on peut véritablement mettre en lumière le rôle de la culture matérielle dans la mise en connexion du monde, et que le projet d'une histoire globale à partir des objets prend son sens. ■

(Propos recueillis par Clément Fabre.)



A la gloire de la maison de Bourbon

Par Olivier Mattéoni*

Peint entre 1498 et 1501-1502, le *Triptyque de la Vierge en gloire* est une œuvre de Jean Hey, peintre flamand longtemps qualifié de « Maître de Moulins », au service de la maison ducale de Bourbon. Quelque peu tombée dans l'oubli, l'œuvre a été redécouverte par Prosper Mérimée, à l'époque inspecteur général des Monuments historiques, au cours d'une tournée en Auvergne en 1837. Elle fut présentée à Paris, aux Expositions universelles de 1878, 1889 et 1900, puis au Louvre en 1904 pour l'exposition sur les « Primitifs français ». Conservé à la cathédrale de Moulins, le tableau vient de faire l'objet d'une remarquable restauration au Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF). Il doit se lire comme une œuvre d'exaltation du couple ducal, Pierre II de Bourbon et son épouse Anne de France, à l'origine de la commande, figurés chacun sur les deux panneaux latéraux, en position d'orant. Le triptyque est un tableau d'autel, dont les revers, en grisaille, représentent une Annonciation. Il a été commandé pour être placé dans la collégiale Notre-Dame de Moulins, l'église des ducs sise au cœur de leur capitale du duché de Bourbonnais, et qui est reconstruite dans la seconde moitié du XV^e^ siècle. Sanctuaire à la gloire de la Vierge, la collégiale a été pensée comme un écrin marial et immaculiste. Œuvre de dévotion, le triptyque vaut aussi par son message politique, qui exalte la dynastie des Bourbons en mettant en avant l'héritière du duc et de la duchesse, leur fille Suzanne, alors âgée de moins de 10 ans. ■

* *Professeur à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne*

© REPRODUCTION THOMAS CLOT/CMN

1. L'IMMACULÉE CONCEPTION

Dans un halo doré ▼
Le panneau central, qui représente la Vierge à l'Enfant sous les traits de la Femme de l'Apocalypse, entourée d'un cercle d'anges, est une référence au culte de l'Immaculée Conception, dont les Bourbons se sont faits les ardents soutiens depuis son adoption par le concile de Bâle en 1439, et sa reconnaissance par le pape Sixte IV en 1476. La Vierge est cernée d'un halo doré, dont la restauration a souligné toute la complexité de réalisation.

Le phylactère ▼
La représentation est conforme au chapitre XII de l'Apocalypse, ainsi que l'indique le phylactère que tiennent deux anges à chaque extrémité, et sur lequel sont inscrits les versets de la Bible : « *Hec est illa de qua sacra canunt eulogia sole amicta/ Lunam habens sub pedibz (pedibz)/ Stelis merult coronari duodenis* », c'est-à-dire : « C'est Elle que louent les cantiques sacrés : vêtue de soleil, la lune sous les pieds, et trouvée digne d'être couronnée de douze étoiles ».

▶ Les anges
Ils sont douze, qui forment un cercle de protection autour de la Vierge. Leurs visages se répondent, comme se font écho les teintes des robes, et leurs yeux se perdent dans la contemplation de Marie et de son Fils. La restauration a rendu aux couleurs fraîcheur et élégance. Ainsi, la robe de l'ange au centre du groupe angélique de droite : avant restauration, elle était d'un vert terne ; elle est aujourd'hui d'un bleu infiniment délicat.







© REPRODUCTION THOMAS CLOT/CMN



2. PIERRE, LE DUC ÉMANCIPÉ

Présentation à la Vierge ▶
Le panneau latéral gauche montre Pierre II présenté à la Vierge par saint Pierre, qui est le saint protecteur du duc, en habit d'honneur, mais sans le collier de Saint-Michel qu'il devrait normalement porter comme l'exigent les statuts de l'ordre. Sans doute faut-il voir dans ce choix une manière pour le duc de marquer sa distance par rapport au roi et de revendiquer un pouvoir autonome.



◀ Le pied de saint Pierre Quant à saint Pierre, il est figuré en habit pontifical, dont la richesse du manteau impressionne. Celui-ci comprend, à plusieurs endroits, des ceintures « Espérance », devise des Bourbons, dont l'une se retrouve sur le cadre du panneau central, en bas, enlaçant les lettres P et A du monogramme ducal. L'humilité qui sied au successeur du Christ est illustrée par son pied gauche, nu, qui apparaît sous le manteau, atténuant la richesse de la dalmatique.

3. SUZANNE EN HÉRITIÈRE

▼ Le repentir de l'artiste La présence de Suzanne en arrière de sa mère Anne revêt une grande importance. Suzanne est en effet couronnée, comme sa mère et son père. C'est en héritière qu'elle est représentée. Or l'étude par réflectographie du dessin préparatoire au tableau révèle qu'initialement, la couronne de Suzanne n'était pas prévue, seul un bonnet devait coiffer la tête de la jeune princesse. Cette information fournie par la science confirme que le peintre a voulu donner de Suzanne l'image de l'héritière de ses parents. Le repentir de l'artiste doit être relié au fait que le nouveau roi Louis XII accepte, en mai 1498, que les biens du couple ducal passent, après leur mort respective, à leur fille.



FICHE TECHNIQUE

Au Louvre jusqu'au 31 août

Volets ouverts, les dimensions du triptyque sont, après restauration, de 189,5 sur 332 cm. Le tableau est en bois de chêne. La partie centrale, 159,5 sur 133 cm, sans cadre, est formée de sept planches verticales, alors que les deux volets sont composés de quatre planches chacun, également verticales.

Conservé dans la sacristie de la cathédrale de Moulins, le tableau est exposé au musée du Louvre jusqu'au 31 août 2026. Il sera ensuite présenté au monastère de Brou, à Bourg-en-Bresse, du 12 septembre 2026 au 3 janvier 2027, puis au musée Anne-de-Beaujeu de Moulins à partir du 11 février 2027, pour un an, avant de rejoindre la sacristie de la cathédrale rénovée. Deux livres viennent de lui être consacrés : *Le* Triptyque de Moulins. *Restauration et redécouverte d'un chef-d'œuvre de Jean Hey*, dirigé par Dominique Martos-Levif, Sophie Caron, Grégoire Chalier, Marie Lionnet-de Loitière et

© REPRODUCTION THOMAS CLOT/CMN

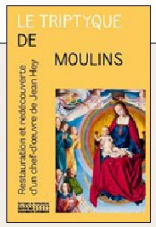


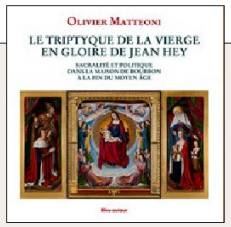


▲ AU REVERS : UNE ANNONCIATION EN GRISAILLE

Les deux revers des volets latéraux représentent une Annonciation. La scène est traitée en grisaille, et sa récente restauration a révélé qu'elle n'avait sans doute pas été achevée. Le décor gothique s'accordait à l'architecture de l'édifice auquel le tableau était destiné.

Marie est figurée sur le revers gauche et l'archange Gabriel, sur le droit. En suspension, ce dernier tient en sa main gauche un bâton de commandement, assimilable à un sceptre, alors que l'index de sa main droite indique le ciel. Au-dessus de sa tête, un phylactère comporte les mots de la salutation angélique. Gabriel est accompagné de quatre anges tandis que deux autres sont peints sur le panneau de Marie, dans les airs. Ceux-ci désignent Marie à Gabriel, dans un double mouvement de mains, qui est à la fois de présentation et de protection, et leur regard est dirigé vers l'archange. Sur le panneau de droite, les quatre anges se tiennent en témoins. Trois sont clairement visibles, seul le visage du quatrième, juste esquissé, apparaît derrière l'aile de Gabriel.





Philippe Lorentz (Éditions du patrimoine-Centre des monuments nationaux, 2025), et *Le* Triptyque de la Vierge en gloire *de Jean Hey* par Olivier Mattéoni (Bleu autour, 2026).

© REPRODUCTION THOMAS CLOT/CMN

L'H



ÉCOUTEZ L'HISTOIRE, LE PODCAST

chaque mois, une historienne ou un historien vous fait entrer dans les coulisses de sa recherche

- *« La guerre du Cameroun »* avec *Karine Ramondy*
- *« L'escargot »* avec *François Jarrige*
- *« Le* **Roman de Renart** *»* avec *Mathieu Arnoux*
- *« L'inceste frère-sœur au Moyen Age »* avec *Didier Lett*

A écouter sur

- *le site de* L'Histoire *(rubrique Podcast)*
- *les plates-formes (Apple Podcasts, Deezer, Spotify, YouTube Podcasts, Amazon Music/Audible, Podcast Addict, Pocket Casts, PodCloud, etc.)*

LIVRES

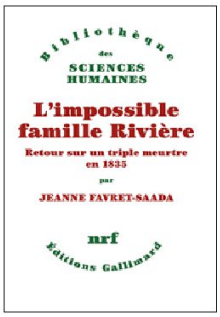
■ Les livres du mois p.82 ■ Le classique p.89 ■ Les revues p.90

Pierre Rivière rendu à l'histoire

Cinquante ans après son exhumation par Michel Foucault, Jeanne Favret-Saada révolutionne le sens du « dossier Rivière ». Retour en Normandie, sur une affaire refroidie.

Par Yann Potin*

En 1973, un ouvrage au titre à rallonge – *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère…* – paraissait dans la collection « Archives » de Gallimard, fondée par Pierre Nora dix ans plus tôt. Le titre du recueil est en effet la première ligne d'un long mémoire autobiographique – il occupe à lui seul plus du tiers du livre – rédigé d'un seul trait en prison par Pierre Rivière, en une dizaine de jours de juillet 1835, et presque sans ratures.



L'Impossible Famille Rivière. Retour sur un triple meurtre en 1835
Jeanne Favret-Saada
Gallimard, 2026, 368 p., 23 €.

« Présenté » par Michel Foucault, avec l'aide des participants à son séminaire du lundi au Collège de France – dont Jeanne Favret-Saada, depuis 1971 –, le livre était la reconstitution choisie du « dossier » d'archives judiciaires de ce qui était appréhendé comme *« un cas de parricide au XIXe siècle »*, toujours assimilé à la lèse-majesté, deux mois avant le régicide manqué de Fieschi contre Louis-Philippe. Le triple meurtre est indissociable de sa mise en écriture, préméditée, avec le crime, par son « auteur ». Le terme, employé par Rivière lui-même, a fasciné Foucault : assimilés à une œuvre, le texte et le meurtre demeurent indissociables. Quoique composé de documents bruts, issus de la procédure pénale, le recueil rencontre un vif succès éditorial, soutenu par son adaptation théâtrale dès 1974, avant d'être porté à l'écran par René Allio et largement diffusé en salle à partir du 27 octobre 1976.

Une source tarie ?

En trois ans, Pierre Rivière était devenu un personnage illustre, antihéros posté au revers de la société et des représentations du monde industriel. Parce que considérée comme irréductible et inaccessible à la raison savante, du fait de sa rareté, doublée d'une fulgurante beauté, la parole du *« parricide aux yeux roux »* a été, au total, à la fois sacralisée et décontextualisée. Au moment où la psychiatrie pénale des années 1830 devenait objet de débat, Rivière, lui, sortait littéralement de l'histoire : avec le cinéma, il est devenu symbole du meurtrier privé de raison et donc susceptible de bénéficier de circonstances pénales atténuantes. Le vrai Pierre Rivière fut cependant, lui, reconnu coupable, puis gracié, mais mit fin à ses jours en prison, en 1840. Était-il fou ? Rien n'est moins certain à l'issue de la nouvelle enquête menée par l'anthropologue Jeanne Favret-Saada.

En étudiant le contexte social et juridique de ce cas singulier, l'auteure en restitue le sens

En refusant de commenter sa parole, le groupe réuni par Foucault se concentra surtout sur l'étude des discours médicaux, judiciaires, et de leur concurrence successive. Devenu un totem, à la fois fétiche et tabou, assigné à tenir lieu de parole impossible d'un peuple anonyme, rural et incompris, Rivière apparaît comme l'incarnation, savante et nostalgique, de ce « monde perdu »



Cinéma **Le livre de Michel Foucault (ci-contre, édition originale de 1973) est porté à l'écran par René Allio en 1976, avec Claude Hébert dans le rôle d'un Pierre Rivière privé de raison (ci-dessus).**

qu'Emmanuel Le Roy Ladurie voulait saisir dans *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324* (Gallimard, 1975).

Un demi-siècle plus tard, Jeanne Favret-Saada réussit à remonter le courant des lectures postérieures du cas, qu'elles procèdent de la psychanalyse (Élisabeth Roudinesco), de l'analyse littéraire (Philippe Lejeune) ou de l'ethnologie des rituels d'initiation de jeunesse et de masculinité (Daniel Fabre). En menant une analyse serrée, en réalité inédite, du texte du mémoire lui-même, l'auteure se fait microhistorienne du contexte social et juridique du fait divers et restitue avec bonheur le sens de ce cas singulier, au regard de la tension ordinaire entre normes et pratiques qu'il révèle.

Une tragédie de l'inégalité de genre

Le 3 juin 1835, à la Fauctrie, ferme située à l'écart du bourg d'Aunay-sur-Odon, au cœur du Bocage normand, Pierre Rivière, jeune homme de 20 ans, assassine de sang-froid, à coups de serpe, sa mère, l'une de ses sœurs et son frère benjamin. Le meurtre s'inscrit dans la longue histoire des faits divers parricides étudiés depuis par Sylvie Lapalus (*La Mort du vieux. Une histoire du parricide au XIXe siècle*, Tallandier, 2004). La question du caractère exceptionnel ou non du geste de Rivière a tenu lieu d'interprétation, en ignorant le contenu factuel de son propos. Et pourtant, il ne cesse de rapporter son acte à un récit vérifiable par d'autres documents d'archives, justifiant le meurtre par la volonté de restaurer son père dans la position de « chef » de famille. Une famille de fait *« impossible »* dès le projet de mariage en 1813, par les menées de sa mère.

Absence de noces, non-cohabitation au domicile conjugal durant de longues années, relations sexuelles octroyées contre le labourage de la terre des parents maternels, partage de la garde et de l'éducation des enfants issus de cet échange inégal : tout concourt à déplacer le regard sur la position et l'agentivité *(agency)* de Victoire Rivière, née Brion. En s'appuyant sur une documentation généalogique et notariale recueillie par l'historien local Gérard Jambin, mort en 2022, Jeanne Favret-Saada démontre vigoureusement comment la jeune femme se débat pour échapper à la tutelle financière et morale que le Code civil de 1804 garantit à l'époux. Jouant de tous les recours possibles de la justice de paix, elle ne parvient pas à obtenir la séparation de corps – et encore moins le divorce, aboli en 1816. Mais elle renverse le rapport de force, en contractant des dettes volontaires, à la charge du mari selon le même Code. Se refusant à toute violence physique, le père, lui, finit par ne pas jouer le rôle que lui assigne et lui permet le droit. A l'annonce d'une grossesse visiblement adultérine au printemps 1835, son fils aîné, Pierre, décide de passer à l'acte, pour rétablir l'ordre social. Il associe, à l'exécution de sa mère, la sœur qui avait pris son parti, et tue aussi son plus jeune frère, pour – écrit-il – que son père puisse le haïr à son tour et accepte la logique du sacrifice volontaire de son propre fils ! Au nom de la loi, au nom du Père. Pierre Marguerin Rivière ne voulait-il pas que son aîné, Pierre, quand il était enfant, emprunte la voie du Christ et devienne prêtre ? ■

** Conservateur en chef aux Archives nationales*

© GAUMONT ; EVERETT COLLECTION/AURIMAGES – COLLECTION PARTICULIÈRE

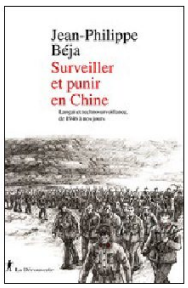
Livres

Totalitarisme chinois

Le système de contrôle mis en place par Mao est amplifié par les nouvelles technologies.

La survie du régime communiste en Chine doit beaucoup aux techniques de gouvernement permettant de surveiller et réprimer la population. Les modalités de contrôle social que le PC chinois utilise dans les trois décennies suivant son accession au pouvoir en 1949, redoutablement efficaces, s'appuient sur les comités de voisinage, les unités de travail et l'enregistrement du lieu de résidence *(hukou)*. Leur emprise se desserre, un peu, à la suite des politiques dites « d'ouverture » dans les années 1980.

La mainmise du parti sur la société est renforcée par la menace que font peser les camps du goulag chinois : le laogai. Le terme, abréviation de *laodong gaizao* (« réforme par le travail manuel »), apparaît en 1946. Le laogai est supposé assurer la réforme de la pensée par le travail forcé de ceux qui y sont envoyés, sans qu'il soit besoin du moindre procès. Prisonniers politiques et de droit commun y sont mêlés, dans des conditions souvent atroces.



Le dernier chapitre du livre, « Le Grand Bond en arrière : Xi Jinping (2012-) », montre comment la situation, loin de s'améliorer, évolue aujourd'hui vers un totalitarisme numérique orwellien, dont smartphones, reconnaissance faciale et intelligence artificielle sont les trois piliers. Quant au système des camps, il se perpétue notamment aux dépens des Tibétains et des Ouïghours.

Pour cette description magistrale de la face sombre du supposé « rêve chinois », Jean-Philippe Béja s'appuie essentiellement sur des entretiens menés avec une trentaine de ses victimes, dont de longs extraits ponctuent ce livre captivant. ■

Xavier Paulès
Maître de conférences à l'EHESS

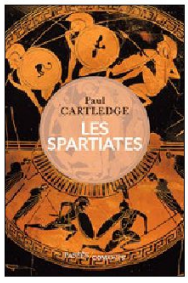
Surveiller et punir en Chine. Laogai et technosurveillance, de 1946 à nos jours
Jean-Philippe Béja
La Découverte, 2026, 320 p., 23 €.

Sparte, « royauté boiteuse »

Enfin traduite, cette synthèse explore la société de Sparte derrière le mythe.

Parue il y a une vingtaine d'années, rééditée en 2013, la synthèse de Paul Cartledge – professeur à Cambridge –sur Sparte fait enfin l'objet d'une traduction française. Ni manuel des institutions ni guide archéologique ou essai d'anthropologie, ce panorama chronologique retrace les grandes étapes d'une épopée, entrecoupé de courtes biographies qui font revivre quelques destinées individuelles remarquables.

L'histoire de la cité lacédémonienne s'achève sur un acte de clairvoyance : les Spartiates, à la fin de la république romaine, firent le bon choix en se rangeant du côté d'Auguste, le futur empereur. La conclusion du livre s'interroge sur l'héritage que transmit la cité au monde occidental : une annexe passionnante aborde la chasse dans la société spartiate. La narration garde, malgré une empathie assumée, le ton juste. L'évocation de la bataille des Thermopyles célèbre, loin des facilités du péplum, la grandeur du sacrifice de Léonidas et de ses hommes. L'historien donne, dans cet épisode, toute sa place à Gorgô, l'épouse du roi spartiate. Ce développement sur un moment décisif des guerres médiques s'achève sur un essai d'histoire contrefactuelle : que serait-il arrivé si les Lacédémoniens ne s'étaient pas opposés, dans cet étroit défilé, à l'armée perse ?



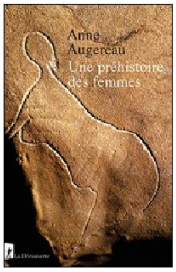
Sparte incarne encore, dans notre imaginaire, la force de la résistance et le mythe d'une société égalitaire. Restent à considérer les raisons de l'échec d'un système politique. Pour Paul Cartledge, il déclina, malgré quelques tentatives de réformes, sous les effets d'une *« royauté boiteuse »* et s'effondra sous le coup d'une réalité démographique : l'élite des citoyens, régulièrement décimés par la guerre, fut victime de la domination d'une population dépendante toujours plus nombreuse, celle des hilotes. ■

Hervé Duchêne
Professeur émérite à l'université de Bourgogne (Dijon)

Les Spartiates
Paul Cartledge trad. de l'anglais par Jean-François Wagniart
Passés composés, 2026, 350 p., 24 €.

Préhistoire

Aux origines du patriarcat

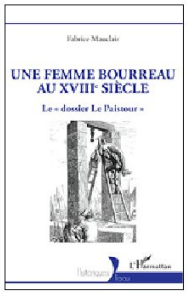


La domination masculine remonterait-elle jusqu'au Paléolithique ? Ou bien, à cette époque, les femmes jouissaient-elles encore de droits perdus ensuite, comme divers mythes l'affirment – ainsi celui des Amazones ? De telles questions, qui alimentent actuellement un vif débat, irriguent aussi cette somme d'une impressionnante érudition. Anne Augereau, archéologue spécialiste des premières sociétés paysannes du Néolithique en Europe, mène une enquête systématique et prudente à travers tout le continent. Elle y relève minutieusement les bribes d'information dont on dispose sur l'évolution de la condition féminine depuis l'époque de Néandertal, il y a trois cent mille ans. Enfance, mariage et maternité, alimentation, tâches quotidiennes et statuts sociaux : dans chacun de ces domaines, les connaissances deviennent évidemment de plus en plus floues à mesure que l'on remonte dans le temps, au-delà du Néolithique. Néanmoins, quelques lignes de force émergent et laissent penser que la division genrée des activités remonte à très loin. Elle aurait vite abouti à ce que les hommes s'assurent un monopole sur les armes. L'anthropologie sociale nous apprend que, dans beaucoup de sociétés récentes, pareil monopole sert de prétexte à la sujétion exercée sur les femmes. Son degré a cependant pu varier au cours de la très longue histoire qu'explore l'auteure : elle en donne quelques indices et plaide *in fine* pour un approfondissement des recherches à ce sujet. Ainsi se dessine un bel horizon pour l'archéologie.

Une préhistoire des femmes
Anne Augereau
La Découverte, 2026, 416 p., 26 €.

XVIe-XVIIIe siècle

Sous le bourreau, la femme

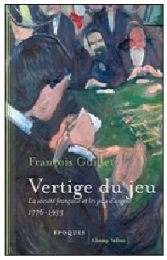


Voilà un curieux petit livre, qui se lit comme un carnet de recherche. Fabrice Mauclair y offre le résultat brut d'une enquête, sur les traces d'une femme qui aurait exercé le métier de bourreau à Lyon entre 1747 et 1749. Elle s'appelait Marguerite Le Paistour, et aurait été connue sous le nom de François Henry. L'auteur, spécialiste d'histoire de la justice, la connaissait par quelques sources secondaires éparses. Mais, ici, il documente minutieusement les succès – et les impasses – d'une prospection menée dans différents fonds d'archives (Archives municipales de Lyon, Archives départementales du Rhône, diverses archives en ligne…) pour vérifier et documenter son histoire.
Le récit, tout en tâtonnements et en heureux hasards, ouvre une fenêtre singulière sur ces enquêtes passionnées et fulgurantes qui font parfois le métier d'historien. Il offre, aussi, quelques pages intéressantes sur les aspects les plus concrets d'un métier souvent fantasmé, de la rémunération aux exécutions, en passant par les spécificités du logement des bourreaux. D'autres dimensions sont rapidement écartées, dont l'intérêt d'une telle figure pour l'histoire du genre. Mais on y trouve la reproduction et la retranscription de multiples sources passionnantes, qui invitent à continuer l'enquête sur la piste de la femme bourreau.

Une femme bourreau au XVIIIe siècle. Le « dossier Le Paistour »
Fabrice Mauclair
L'Harmattan, 2025, 226 p., 23 €.

XVIIIe-XXe siècle

Faites vos jeux !



On ne peut sous-estimer l'importance du jeu dans la France de la fin de l'Ancien Régime à l'entre-deux-guerres : telle est la conviction du lecteur refermant cette belle étude de François Guillet qui fournit, outre une saisissante galerie de portraits d'escrocs, de tenanciers interlopes et de policiers véreux, une perspective nouvelle sur l'histoire politique, sociale, culturelle du jeu. La création d'une loterie royale, en 1776, marque la volonté de l'État de contrôler le jeu et de le mettre au service des finances publiques, malgré les fortes réticences que suscite cette politique. La Révolution ayant accéléré la diffusion des pratiques ludiques au sein de la société, la recherche des moyens de la limiter parmi les classes populaires devient un enjeu politique majeur. Car le jeu est perçu comme aristocratique par nature : la capacité à perdre de bonne grâce révèle l'âme bien née, et le développement de la sociabilité masculine au sein des cercles doit garantir le contrôle des participants. Mais la réalité est tout autre, et la passion du jeu remet en cause l'autorité de l'État en corrompant ses fonctionnaires ou en résistant aux interventions policières. Finalement, l'État choisit de légaliser les jeux d'argent pour les réguler : en 1930 est créé le Pari mutuel urbain, et, le 7 novembre 1933, a lieu le premier tirage de la loterie nationale. A l'heure où les jeux et paris sportifs sur Internet prennent une ampleur nouvelle, un retour utile sur le passé.

Vertige du jeu. La société française et les jeux d'argent, 1776-1933
François Guillet
Ceyzérieu, Champ Vallon, 2025, 395 p., 27 €.

Livres

XIXe-XXIe siècle

La liberté et la démocratie



Un couple modèle : d'un côté, la démocratie, c'est-à-dire, au-delà de l'égalité juridique, l'égalité politique, voire l'égalité économique ; de l'autre, la liberté, les libertés, celles du libéralisme dans toutes les acceptions de ce terme. Mais il est rare qu'en France, sur plus de deux siècles, ce couple fasse bon ménage, nous dit Renaud Meltz, mis à part de brefs moments après l'affaire Dreyfus, lors du Front populaire ou à la Libération.

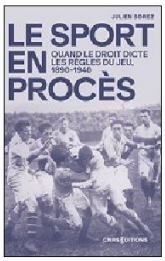
Un texte fondateur les distingue et permet, au cours du temps, de comprendre la tension qui, jusqu'aujourd'hui, divise le politique, les classes, les citoyens. Il date de 1819 et il est de Benjamin Constant : *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, la première consacrée à une cause qui surpasse le citoyen, la deuxième, individualiste, qui justifie l'inégalité des conditions. Et cette tension s'incarne dans des personnalités qui jalonnent le chemin pour le meilleur ou le pire : Guizot, Tocqueville, Girardin (la presse vouée à la marchandise), Ollivier, Jaurès, Clemenceau, Laval, de Gaulle (dont le projet de « participation » est analysé avec une particulière empathie) ou Mitterrand.

L'histoire de notre pays est ainsi revisitée pour nous inciter à réconcilier l'idéal libéral avec l'exigence démocratique. Or la captation du pouvoir par une élite libérale insoucieuse du bien commun a produit, par contrecoup, des tentations autoritaires ou populistes (Boulanger, Pétain). Le système mondialisé, dominé depuis des décennies par une oligarchie libérale, provoque, de la même façon, l'illibéralisme. A nous de retrouver le sens de notre histoire.

Égaux ou libres. Histoire de la démocratie française
Renaud Meltz
Tallandier, 2026, 416 p., 23,90 €.

XIXe-XXIe siècle

Le sport au tribunal

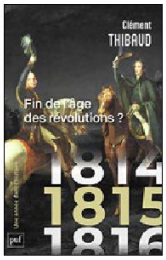


4 mai 1930 : en demi-finale du championnat de France de rugby entre Pau et Agen, le joueur international Fernand Taillantou plaque Michel Pradié, dans un geste *« non maîtrisé »*, comme diraient les commentateurs d'aujourd'hui. Pradié meurt. C'est le point de départ d'un procès au pénal très médiatisé, qui aboutit à la condamnation de l'inculpé. L'affaire Taillantou n'est que l'un des cas les plus célèbres où le sport se retrouve dans le prétoire. Tout l'objet du livre de Julien Sorez est de montrer que le droit a joué un rôle majeur dans l'élaboration du sport moderne, un sport codifié et encadré par des règles. Pour justifier son existence et s'assurer une reconnaissance juridique, il a dû faire la preuve de son utilité sociale et morale. L'auteur s'est patiemment plongé dans les archives départementales. Il en a extrait près de 200 procédures menées dans les tribunaux correctionnels, civils et de commerce, quelques-unes fameuses (Taillantou), la plupart oubliées. Fédérations, dirigeants, industriels du sport ne voient pas toujours d'un bon œil ce qu'ils perçoivent comme une intrusion de la justice dans leurs affaires privées. Face à la menace d'imposition fiscale, par exemple, ils n'hésitent pas à se réclamer de l'intérêt général et à exalter des vertus (fair-play, camaraderie, solidarité) qui s'imposent, dès cette époque, comme les valeurs emblématiques du sport. Cette belle image se heurte néanmoins, dès que l'on jette un œil dans les coulisses, à la réalité de sportifs précaires, au statut juridique indéterminé, entre le salarié et l'artiste, et sans tradition syndicale. Voilà donc une enquête novatrice et éclairante.

Le Sport en procès. Quand le droit dicte les règles du jeu, 1890-1940
Julien Sorez
CNRS Éditions, 2026, 400 p., 26 €.

XIXe-XXIe siècle

« Grande divergence »



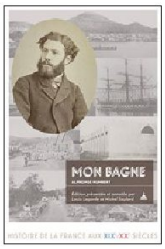
Juin 1815, fin du Congrès de Vienne, Waterloo. Est-ce le retour à l'ordre ancien imposé par la Sainte-Alliance après l'aventure napoléonienne, la victoire de la contre-révolution ? Si cette année compte en Europe, Clément Thibaud nous invite à décentrer le regard et à nous départir de toute téléologie.

Certes, on part de l'espace euro-américain, où ont lieu les révolutions atlantiques, « polycentriques », qui continuent après 1815 avec l'indépendance des colonies espagnoles et portugaises dont l'évolution pose la question centrale de l'État-nation (est-ce la structure inéluctable accouchée par la Révolution ?). Mais, dans un tourbillon qui est aussi celui des concepts (révolution et contre-révolution ; tradition et modernité), l'auteur nous fait voyager en Chine, au temps de la révolte du « Lotus blanc » (1796-1804), dans les empires africains (Sokoto en 1804, Macina en 1818), dans les « zones blanches » de la mappemonde, en Amérique du Nord, en Amazonie, en Patagonie, en Afrique ou en Océanie, où les peuples ne sont pas soumis et où tout va se jouer dans la seconde moitié du XIXe siècle. Ce faisant, il remet naturellement en cause toute centralité, *a priori*, de l'Europe. Toutefois, il tente d'élucider comment sa domination mondiale se constitue : les nouveaux empires coloniaux en sont un levier fondamental, démultipliant à la fois la révolution politique et les transformations économiques. Et il met en lumière ce qu'il nomme la *« grande divergence »* (Kenneth Pomeranz), pour deux siècles mais pas plus, qui s'affirme après 1815 entre cette riche Europe, le prospère Occident et les autres continents, l'Asie avant tout.

1815. Fin de l'âge des révolutions ?
Clément Thibaud
PUF, 2026, 232 p., 17 €.

XIXe-XXIe siècle

Écrire le bagne



Nombre de communards, exilés sous divers statuts en Nouvelle-Calédonie, ont laissé des traces écrites des conditions de leur châtiment. Ils relevaient, le plus souvent, de la peine de déportation libre ou en enceinte fortifiée. Plus rares furent ceux condamnés aux travaux forcés. Jugé le 20 novembre 1871, l'intraitable républicain Alphonse Humbert était de ces derniers et, de plus, à perpétuité, pour ses écrits dans *Le Père Duchêne*. Amnistié en 1879 puis rapatrié, il entama une carrière politique et devint député de Paris de 1893 à 1903.

A son retour en France, il témoigna de sa vie au bagne dans 129 articles pour le quotidien *Le Mot d'ordre* puis 47 autres publiés dans *L'Intransigeant*. Longtemps méconnus et tombés dans l'oubli, ces écrits s'avèrent de première importance pour la description des derniers moments du bagne portuaire de Toulon et du voyage de cinq mois du navire *Virginie* pour Nouméa. Ils le sont tout autant par ce qu'ils disent de la vie quotidienne au camp de l'île Nou ou dans ceux de Saint-Louis et de Montravel. Fin lettré, tout à la fois militant politique et journaliste de talent, Humbert use d'une langue enrichie de l'argot des bagnes. De plus, il se fait parfois observateur ironique, ce qui nourrit ses dénonciations de la violence, de la corruption et de l'absurdité du système pénitentiaire colonial.

Mon bagne
Alphonse Humbert
éd. présentée et annotée par
Louis Lagarde et Michel Soulard
Éditions de la Sorbonne,
2025, 496 p., 30 €.

XIXe-XXIe siècle

La « Bonne Louise » écornée

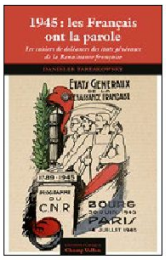


Voilà plus d'un demi-siècle que cette biographie de Louise Michel a été publiée. Depuis, d'autres ont documenté la vie légendaire de la « Vierge rouge », condamnée lors des procès des « pétroleuses » de la Commune, à être déportée, et dès lors héroïsée. Sa réédition, servie par une précieuse préface de Michelle Perrot, est néanmoins judicieuse, notamment pour être signée d'Édith Thomas, une pionnière de l'histoire des femmes : lorsque, pour leur centenaire, elle sort de l'ombre les femmes de 1848, ce champ de recherches est ignoré des historiens. Il commence à peine à être défriché quand paraît cette étude. L'archiviste traite les sources avec une exemplaire rigueur, tout en adoptant un style alerte qui rend la lecture aisée ; il est vrai que la vie de Louise Michel ressemble à un roman. Si l'historienne ose contredire le témoignage de la Vierge rouge, et même épingler les maladresses des poèmes que, dès l'enfance, la future anarchiste envoie à Victor Hugo, ce n'est pas seulement parce que son sérieux de chercheuse l'exige, mais aussi parce que l'ancienne résistante est alors en conflit avec le Parti communiste, qui a fait de la *« Bonne Louise »*, dévouée corps et âme aux enfants, aux pauvres, aux déportés, aux colonisés, une icône, quitte à accepter de petits arrangements avec la vérité. Ce sont précisément les détails de celle-ci que retrouve Édith Thomas, tout en réglant ses comptes avec le parti qui l'a exclue, par des incises et des parallèles inattendus, percutants.

Louise Michel
Édith Thomas
préface de Michelle Perrot
Gallimard, 2026, 544 p., 26 €.

XIXe-XXIe siècle

Doléances de 1945



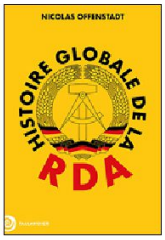
L'auteure nous emmène dans un tour de France des comités locaux et départementaux de la Libération. L'écriture de cahiers de doléances à l'échelle locale, impulsée et encadrée par le Conseil national de la Résistance (CNR) à partir de décembre 1944, puis leur regroupement en vue de la tenue d'« États généraux de la Renaissance française » à Paris en juillet 1945 vise à peser dans le rapport de force qui oppose les gauches traditionnelles au Gouvernement provisoire de la République française. La démocratie militante, structurée autour du CNR, des Comités départementaux et locaux de Libération, avec le Parti communiste comme co-acteur principal, tente de mobiliser l'ensemble de la nation autour du programme du CNR. Cet effort de conscientisation n'est pas un simple exercice d'« agit-prop ». Il laisse la place à l'expression libre : en témoignent les désaccords sur l'avenir de l'enseignement privé, les mentions de vœux hors-sujet car d'intérêt local, ou les traces d'opposition de municipalités à la consultation elle-même. Bien que le modèle revendiqué fût celui des cahiers de doléances de 1789, le CNR avait posé deux limites à la contestation : l'obligation de l'unanimité dans les débats qui, dans le contexte, exigeait certains compromis ; l'évitement de toute opposition frontale au général de Gaulle. A l'échelle nationale, le CNR critiquait le chef du gouvernement, mais continuait de le célébrer comme chef de la Résistance. Le tableau peint par Danielle Tartakowsky montre bien la subtilité et l'originalité politiques des années de la Libération.

1945 : les Français ont la parole
Danielle Tartakowsky
Ceyzérieu, Champ Vallon,
2025, 352 p., 26 €.

Livres

XIXe-XXIe siècle

L'autre Allemagne



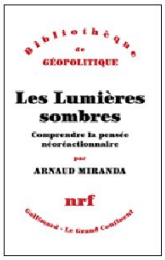
Ce livre clôt avec brio la trilogie de Nicolas Offenstadt sur la République démocratique allemande (RDA). Comme dans *Le Pays disparu* (Stock, 2018) et *Urbex en RDA* (Albin Michel, 2019), l'auteur s'appuie ici sur des témoignages et des « *traces abandonnées* », exhumées au détour d'usines ou de brocantes. Davantage que sur la mémoire, l'ouvrage est centré sur l'écriture d'une histoire « globale ». D'une part, celle-ci est analysée sur le temps long, de la création, en 1943, du Comité national pour l'Allemagne libre en URSS par plusieurs résistants communistes et futurs dirigeants de la RDA, à sa chute en 1990. D'autre part, cette histoire embrasse « *la société dans son ensemble et ne s'en tient pas aux cadres politiques* ». On peut regretter, sur ce point, que ne soient pas assez traitées les questions environnementales et énergétiques dans un pays où, pourtant, la production de pétrole double dans la décennie 1970, tandis que l'extraction intensive du lignite, charbon extrêmement polluant, persiste, plaçant alors l'Allemagne de l'Est au rang de premier émetteur mondial de dioxyde de carbone et de soufre par tête.

Mais la grande originalité du livre tient plus encore à l'inscription de la RDA dans une histoire mondiale qui ne se limite pas à ses liens avec l'Allemagne de l'Ouest et l'URSS, mais traite aussi de ses rapports avec la Corée du Nord, le Nord-Vietnam et le Yémen du Sud, lui aussi absorbé par son voisin en 1990. Bref, voici un regard neuf et érudit sur ce pays dont l'histoire continue de peser dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

Histoire globale de la RDA
Nicolas Offenstadt
Tallandier, 2026, 544 p., 25,90 €.

XIXe-XXIe siècle

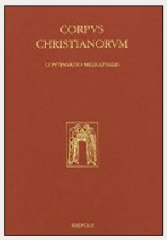
Néoréactionnaires



En janvier 2025, Donald Trump revient au pouvoir. Sa haine antidémocratique noue une double idéologie. Il s'adosse au postlibéralisme, soit un avatar du conservatisme religieux qui lit la Constitution en mode autoritaire ; il s'appuie sur la « néoraction » comme syncrétisme du technofuturisme et du néolibertarianisme. Affirmée entre 2010-2020 sur Internet, incarnée par les blogueurs et pamphlétaires Curtis Yarvin ou Nick Land, appuyée par les milliardaires de Silicon Valley, cette contreculture d'extrême droite revendique les « Lumières sombres » *(The Dark Enlightenment)* contre le libéralisme politique et les droits humains : favoriser le pouvoir exécutif aux dépens des contrepoids institutionnels ; rétablir les « hiérarchies naturelles » (sociales, raciales, sexuelles) dans le cadre d'une homogénéité culturelle ; remplacer l'idéalisme de la justice sociale par l'autoritarisme ; abattre le régime corrompu et élitaire de la démocratie ; instaurer la « monarchie réactionnaire » du roi-PDG dans un État-marché ; favoriser la technique pour l'essor infini du capitalisme. Inégalitarisme, pessimisme anthropologique, haine de la démocratie et du progressisme, refus du libéralisme politique et culte de la technique : le credo dystopique des néoréactionnaires vise au « *renversement définitif du régime politique actuel* ». L'accélération réactionnaire des États-Unis (« *processus de fascisation* » ?) se joue en 2026, sous les Lumières sombres du trumpisme. Arnaud Miranda en mesure le péril autoritaire.

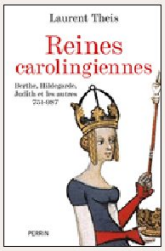
Les Lumières sombres. Comprendre la pensée néoréactionnaire
Arnaud Miranda
Gallimard, 2026, 176 p., 18 €.

Les membres du comité ont publié



Le dominicain et inquisiteur Étienne de Bourbon compose, au XIIIe siècle, le *Traité des diverses matières à prêcher*, le plus important recueil médiéval de récits destinés aux prédicateurs. Est édité ici le tiers de la quatrième partie, qui aborde les thèmes de la tentation, du péché de pensée, de langue et d'orgueil, des cinq sens, du mauvais exemple : 650 récits avec un résumé en français pour chacun et un index pour s'y repérer.

Stephanus de Borbone, Corpus Christianorum.
Jacques Berlioz, Luc Ferrier (éd.)
Turnhout, Brepols, 2025, 766 p., 485 €.



Berthe, Hildegarde, Judith : voilà des reines carolingiennes que remet à l'honneur Laurent Theis avec leurs semblables. Toutes ne sont pas des inconnues : Berthe, c'est Berthe au Grand Pied, la mère de Charlemagne, qui, étant sacrée, put influer sur la politique de ses fils, avant d'être écartée. Celles qui la suivent connaissent ce même destin contrasté. Dans la « fabrique des reines », l'auteur nous montre comment le statut d'épouse impossible à répudier se forge au IXe siècle et comment ces femmes sont choisies. Ensuite, on les voit « agir en reine ». Les analyses et le talent de conteur de l'auteur font particulièrement mouche quant aux dessous stratégiques des affaires d'adultère royal. « La femme dans la reine » n'est pas oubliée : ainsi ses liens avec l'Église, son corps et sa mémoire.

Reines carolingiennes
Laurent Theis
Perrin, 2026, 224 p., 19,90 €.

@ Plus de comptes rendus sur www.lhistoire.fr

Classique

« L'Autre Guerrier » de François Lissarrague

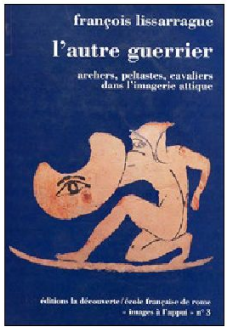
Spécialiste de la guerre et du banquet en Grèce ancienne, François Lissarrague cherchait à déchiffrer les images de la céramique athénienne pour les relier aux formes de pensée de la cité.

Par Hervé Duchêne*

LA THÈSE

Ce livre, merveilleusement illustré par l'auteur – un virtuose du dessin au trait –, étudie un millier d'images décorant des vases produits à Athènes aux VI^e^ et V^e^ siècles avant notre ère. Le corpus s'organise autour de la figure exemplaire du guerrier dans la cité : l'hoplite. Ce soldat-citoyen, fantassin lourdement équipé et portant un grand bouclier rond *(hoplon)* qui lui donne son nom, n'apparaît pas seul dans l'iconographie athénienne du monde de la guerre. Il y est souvent accompagné d'archers, vêtus à la manière des Scythes, de peltastes, dont la jeunesse et l'armement léger évoquent la sphère des éphèbes, et de cavaliers habillés de manteaux thraces. Arc, *peltè* (petit bouclier en forme de croissant), cheval, renvoient à autant de formes dans l'art de combattre distinctes d'un modèle hoplitique caractérisé par la solidarité face à l'adversaire.

Ce serait toutefois une erreur de croire que les peintres-potiers athéniens rendent compte des réalités du combat. L'hoplite des images ignore presque le choc de la ligne de bataille ; il livre surtout des duels. Les archers ne se réfèrent ni à la garde du tyran Pisistrate (561-527 av. n. è.) et de ses fils ni à une police municipale de la cité, ni à un corps spécialisé d'auxiliaires disparu avant les guerres médiques. Toujours en contrepoint, cet « autre guerrier » sert, par une série d'oppositions, à définir et à glorifier le statut de l'hoplite, tel un héros de l'épopée. Quant à la présence de cavaliers, elle rappellerait que les valeurs aristocratiques mettent en question l'univers hoplitique, voire entrent en concurrence avec lui. Cette attention à des figures marginales conduit à découvrir des « scénographies » originales qui se déploient dans d'autres lieux que ceux du champ de bataille : la maison-née, le gymnase, le sanctuaire. Elles rendent visibles ceux qui sont en marge de la guerre : les femmes – les mères –, les éphèbes, les vieillards. Elles inspirent l'évocation de moments remarquables : l'armement du guerrier, l'observation du foie de la victime sacrifiée avant le départ au combat, le transport du défunt reconduit jusque chez lui avec les honneurs.



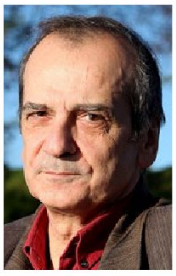
La Découverte-École française de Rome, 1990.

CE QU'IL EN RESTE

Une clé de compréhension et une leçon de méthode. Le principe explicatif est fondé sur les oppositions entre les hoplites et ceux qui ne le sont pas : différences entre Grecs et Barbares, entre types d'armes, entre classes d'âge, entre genres. Les principes de cet art de déchiffrer les images sont exposés dans une introduction qui garde toute son actualité. L'historien de l'art, en constituant des séries documentaires et en organisant des *« parcours d'images »*, se met à l'écoute des peintres athéniens pour saisir la cohérence de leur discours. Sans toutefois être certain de la réception que les Anciens faisaient de leur propre imagerie. ■

** Professeur émérite à l'université de Bourgogne (Dijon)*

L'AUTEUR



SERGE CORRIERAS/OPALE.PHOTO

François Lissarrague

Né en 1947, il est, dès le lycée, un visiteur passionné de la galerie Campana au Louvre, où sont exposés les plus beaux spécimens de la céramique antique. Au sortir de khâgne, dans l'après-68, ce fils de général travaille sous la direction de Pierre Vidal-Naquet à une thèse sur l'iconographie de la guerre. Cette étude est à l'origine de *L'Autre Guerrier* (La Découverte-EFR, 1990). Le chercheur au CNRS a publié en 1987 *Un flot d'images. Une esthétique du banquet grec* (Adam Biro). Il est nommé en 1996 directeur d'études à l'EHESS sur une chaire intitulée « Anthropologie et image : l'expérience grecque ». Trois ans plus tard, il signe *Vases grecs* (Hazan) sur l'imagerie des Athéniens. *La Cité des satyres* (EHESS, 2013) prolonge cette ambition. L'homme est mort, en 2021, dans le métro, à la station Châtelet, d'un arrêt cardiaque. Ironie du sort, c'est là que le documentaliste avait contribué, en 1984, à une exposition « La cité des images », où le monde des peintres-potiers grecs s'était dévoilé autrement.

@ Retrouvez tous les « Classiques » sur www.lhistoire.fr

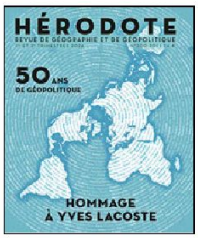
Revues

Cinquante ans de géopolitique

Le 200e numéro de Hérodote *rend hommage à son fondateur, Yves Lacoste.*

« Ces îles où l'on parle français » (n° 37-38, 1985), « Europe médiane ? » (n° 48, 1988 – un an avant la chute du mur de Berlin !)… Les numéros qui ont marqué l'histoire d'*Hérodote* impressionnent par leur clairvoyance et leur ancrage dans une actualité instable. Les archives des cinquante ans de publication de la « revue de géographie et de géopolitique » nous offrent une formidable réflexion sur les forces qui régissent le monde – certains articles n'ayant pas pris une seule ride, à l'instar de celui d'Anatoli Vichnevski, publié en 1994, sur le nationalisme russe, « à la recherche du totalitarisme perdu ».

Le numéro anniversaire rend hommage au fondateur, Yves Lacoste, *« l'âme de la revue »*, selon les mots de sa directrice, Béatrice Giblin. C'est lui qui, au début des années 1970, pousse sur le devant de la scène la géopolitique, malgré l'opprobre jeté sur la discipline par l'usage qu'en ont fait les nazis.



Une première partie revient sur l'histoire de la revue (portée par les éditions La Découverte et François Maspero), sa méthode et les réflexions fondatrices d'Yves Lacoste, comme sa conception centrale de la nation, ou son raisonnement diatopique (qui associe différentes échelles d'analyse spatiale) et diachronique (qui englobe l'étude des temps long et court). C'est lui qui a donné son titre à la revue : Hérodote, le père de l'histoire, était, pour Yves Lacoste, plus géographe encore, chargé comme il l'était de renseigner Périclès sur les « Barbares » qu'Athènes sera amenée à combattre.

Dans la deuxième partie du numéro, une vision plus prospective, avec des articles aux angles originaux sur les grands sujets du moment, de la promesse d'un Internet global (Louis Pétiniaud, Frédérick Douzet) aux luttes écologistes en France (Philippe Subra). Au vu de l'actualité et d'après Béatrice Giblin : « Hérodote *n'a pas fini de faire des numéros !* » ■

Hérodote n° 200-201, avril 2026.

EN VENTE DÈS LE 23 AVRIL

Le mois prochain dans « L'Histoire »

LOUIS XI (1461-1483), ROI SAGE OU ROI FOU ?



L'impôt, l'armée et le territoire : la construction de l'État moderne

Mettre au pas les grands du royaume

Machiavel en actes

D'où vient la légende noire

Dévot, mystique et superstitieux : une religion bien à lui

Père et fils, l'impossible succession ?

BNF, MANUSCRITS, FRANÇAIS 19819 FOLIO 1

Vatican et charité



Comment opérer un « retour à la normale » à la suite des déplacements massifs de population entraînés par la Seconde Guerre mondiale ? Dans ce dossier dirigé par Marianne Amar, Laure Humbert et Célia Keren, un article de Nina Valbousquet s'intéresse à l'encadrement par le Vatican des camps de personnes déplacées en Italie, entre 1944 et 1949. Le Saint-Siège, qui prend une part active à la reconstruction italienne, conditionne sa charité à des normes de catholicité. En conséquence : un fort prosélytisme dans les camps et une stigmatisation des comportements jugés déviants. L'approche humanitaire du Vatican étend ainsi le religieux à des questions politiques et sociales.

Diasporas n° 44, 2025.

Bibliothèques politiques



Outil et lieu de savoir, la bibliothèque est aussi un objet d'histoire culturelle, comme le montre ce dossier, coordonné par Catherine Bertho-Lavenir, Benjamin Caraco et Élise Lehoux. Elle est abordée tour à tour comme instrument de contrôle dans des régimes totalitaires et des empires coloniaux, comme lieu de contre-pouvoir, comme source d'inspiration, comme institution publique… Les pratiques des lecteurs sont passées au crible, mais aussi les logiques de classement. L'article de Jana Dreimane sur les bibliothèques lettones révèle ainsi les tensions autour de l'adoption du système Dewey, d'origine états-unienne, vis-à-vis de l'URSS.

Revue d'histoire culturelle. XVIIIe-XXIe siècles n° 11, 2025.

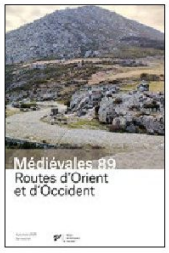
Les partitions de Clara Schumann



Grande Mémoire se veut le dépositaire des mémoires des gens trop mal connus. On découvre dans ce deuxième numéro papier une base de données, « Demandez à Clara », créée par Claire Bodin il y a vingt ans, qui recense plus de 26 000 œuvres de compositrices glanées à travers les pays et les époques. Son nom rend hommage à Clara Schumann, compositrice prolifique et célébrissime du XIXe siècle, une des seules à avoir accédé à la postérité. La recension de ces centaines d'oubliées sert un double dessein : offrir à la recherche un outil fiable sur l'histoire des compositrices et permettre à leurs partitions d'être jouées, parfois pour la première fois.

Grande Mémoire n° 2, décembre-février 2026.

Sur les routes



En croisant sources écrites et archéologiques, ce numéro s'intéresse aux « structures matérielles de la route médiévale », l'accent étant mis sur les routes en terres d'Islam. Derrière la notion de matérialité : le tracé des itinéraires, leur entretien, l'identification des toponymes, les mutations liées aux moyens de transport… Il faut aussi regarder l'implication des pouvoirs politiques dans la fondation, le contrôle et l'exploitation fiscale de ces grandes infrastructures. L'investissement du califat omeyyade dans l'aménagement des routes en Syrie-Palestine est, par exemple, l'une des manifestations bien étudiées de son emprise territoriale.

Médiévales n° 89, 2025/2.

LETTRES DE L'ÉTRANGER

La mer, la liberté

Pour échapper à leur condition d'esclave dans le sud des États-Unis, beaucoup ont tenté de s'enfuir à pied, et ont souvent été rattrapés. Bien davantage ont fui par mer. Spécialiste de la traite atlantique, Marcus Rediker consacre un ouvrage aux méandres d'une histoire très complexe. Il évalue à 15 000-20 000 les esclaves qui ont trouvé le chemin de la liberté au cours des trente années précédant la guerre de Sécession (1861-1865), en embarquant sur des navires, dont l'industrie du coton avait fait exploser le trafic, bénéficiant de l'indulgence de plus d'un capitaine et de puissants réseaux d'entraide.
New York Review of Books, 23 octobre 2025.

Le vrai roman de Defoe

Il aurait fallu un Alexandre Dumas pour rendre compte de l'incroyable personnalité de Daniel Defoe (vers 1660-1731), l'auteur de *Robinson Crusoé* (1719). Entrepreneur impénitent, emprisonné pour dettes, il fut exposé au pilori et de nouveau enfermé, pour une satire jugée séditieuse. Exfiltré de prison par un haut personnage de l'État, il se fit espion à son service, multipliant les identités. Forçat du journalisme, il prônait la tolérance et la régulation du capitalisme naissant. Il contribua à l'union entre l'Angleterre et l'Écosse en 1707.
Literary Review, février 2026. ■

Olivier Postel-Vinay

@ Plus d'informations sur www.lhistoire.fr

SORTIES

■ Expositions p.92 ■ Cinéma p.94

Expositions

Byblos, hub antique

Peuplée depuis neuf mille ans, la cité du Liban concentre une richesse archéologique rare dont l'Institut du monde arabe propose un splendide panorama.



Byblos, c'est d'abord une falaise de grès surplombant la Méditerranée, à une quarantaine de kilomètres au nord de Beyrouth, une position défensive naturelle. Au pied du promontoire, des criques favorables à l'amarrage des bateaux et des eaux poissonneuses. Des pêcheurs s'installèrent, au Néolithique, dans ce site qui n'a cessé d'être occupé depuis quelque neuf mille ans, une longévité quasi unique.

Du cèdre et du papyrus

L'exposition, en collaboration avec le ministère de la Culture du Liban (direction générale des Antiquités), débute par ce rapport intime de Byblos avec la mer, qu'illustrent de nombreuses ancres retrouvées, certaines utilitaires, de simples blocs de pierre percés, d'autres votives, déposées dans des temples.

Un autre atout naturel est l'abondance d'essences recherchées : le genévrier, le pin parasol et, surtout, le cèdre, imputrescible, idéal pour les bateaux, les plafonds des palais et les tombes – son huile servait à la momification des pharaons. Les Égyptiens, les Assyriens, plus tard les Grecs et les Romains, tous achetèrent ce bois qui ombre l'arrière-pays, au point d'être le symbole du Liban. Vers 3000 avant notre ère, le port fortifié devient la plaque tournante d'un commerce à échelle régionale, où s'échangent également céréales et bétail, métaux et pierres, céramiques et tissus. Et le papyrus ! Si Djebail (l'ancien Gebal) est connu sous le nom de Byblos, c'est que, vers le VIIIe siècle av. n. è., les Grecs y découvrirent le papyrus (*biblos* en grec, qui donnera « livre » et « Bible »), fabriqué en Égypte mais commercialisé dans le port levantin.

Du support à l'écrit, le lien est logique : on a retrouvé des dizaines d'inscriptions portant des caractères et langues différents – l'archéologue Tania Zaven, directrice du site de Byblos du Mont-Liban nord et commissaire scientifique de l'exposition, parle de véritable *« laboratoire linguistique »*. La plus ancienne inscription phénicienne compréhensible est ainsi gravée sur le sarcophage d'Ahiram, un roi giblite (Xe siècle av. n. è.) : 19 des 22 signes de l'alphabet phénicien y figurent déjà. Le site abrite, par ailleurs, des temples attestant son importance religieuse : le plus ancien (v. 2300 av. n. è.) était dédié à la Dame de Byblos, déesse protectrice de la cité, aux mêmes attributs que Hathor et Isis. Celui dit « aux Obélisques » (v. 1900-1600 av. n. è.) a livré nombre d'objets de dévotion, telles des figurines en bronze couvertes de feuilles d'or. Une monnaie de l'empereur Macrin (164-218), signalée par Ernest Renan, qui s'intéresse au site dès 1860-1861, porte l'inscription en grec « sainte Byblos ». Car les souverains hellénistiques puis romains sont aussi passés par là, avec leurs croyances et leurs mythes : une mosaïque (IIe-IIIe siècle) montre ainsi l'enlèvement d'Europe par Zeus, métamorphosé en taureau.

Enfin, l'exposition montre les fouilles en cours malgré le contexte, en particulier dans la nécropole : une installation immersive permet – presque – de se prendre pour un(e) archéologue, avec le son des truelles. De quoi espérer de nouvelles découvertes. ■

Huguette Meunier

À VOIR

Byblos, cité millénaire du Liban
jusqu'au 23 août
à l'Institut du monde arabe, Paris.

BEYROUTH, MINISTÈRE DE LA CULTURE/DIRECTION GÉNÉRALE DES ANTIQUITÉS DU LIBAN © PHILIPPE MAILLARD – BEYROUTH, MINISTÈRE DE LA CULTURE/DIRECTION GÉNÉRALE DES ANTIQUITÉS DU LIBAN © PHILIPPE MAILLARD



C'est dans le temple aux Obélisques qu'ont été retrouvés le disque en or gravé orné d'une cornaline (page de gauche) et ces figurines divines en bronze recouvertes de feuilles d'or, datant de l'Age du bronze moyen (ci-dessus).

Cinéma

Trois amies d'enfance

En 1975, Anja Breien réalise Wives. *Une satire de la domination patriarcale.*

Grâce au travail d'une société d'édition et de distribution de films, Malavida, on redécouvre le cinéma de la réalisatrice norvégienne Anja Breien, dont il est possible de voir sept des dix longs métrages jusqu'en mai prochain. Née en 1940, la jeune femme vient se former au cinéma à Paris et suit, durant trois ans, les cours et les ateliers de l'Idhec, dont elle a réussi le concours en 1962. Elle est ensuite l'assistante du grand cinéaste danois Henning Carlsen, notamment sur son film *La Faim* (1966).

Puis, Anja Breien commence son œuvre de courts métrages, avant de réaliser en 1970 son premier film, *Le Viol*, qui suit le parcours d'Anders, un jeune homme au passé instable soupçonné d'un viol. C'est surtout le système judiciaire en Norvège qui est interrogé : comment un inculpé qui n'a ni les codes ni l'éducation peut-il se défendre ? Le film est quasi entièrement immergé au sein de l'univers carcéral, reconstitué avec minutie. Filmé tel un documentaire, avec peu de musique, des gros plans introspectifs, la vérité d'un implacable processus éclate. Cette forme oppressante lui vaut d'être remarqué dans les festivals du « nouveau cinéma », entre autres à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes, et signe l'apparition d'une « nouvelle vague » norvégienne.

Mais c'est avec *Wives*, en 1975, qu'Anja Breien impose véritablement son cinéma. Le film est explicitement une variation féministe autour de *Husbands* de John Cassavetes, qui, cinq ans plus tôt, enregistrait les dérives de trois amis, le publicitaire Harry, le journaliste Archie et le dentiste Gus, à la tête de familles apparemment sans histoire, partant en virée nocturne et alcoolisée après l'enterrement d'un quatrième, Stuart.

A la place des hommes, Breien imagine trois femmes, trois amies d'enfance, qui se revoient lors d'une fête donnée en l'honneur de leur ancienne institutrice. Retrouvant leur spontanéité et leur bonne humeur, désireuses de prolonger ce bon moment partagé, elles décident, sur un coup de tête, de tout plaquer et de partir ensemble.



Trois amies quittent conjoints, enfants et travail, et font le point sur leurs vies.

Réalisation inventive

Abandonnant mari, conjoints, enfants et travail, Mie, Maja et Heidrun se retrouvent comme des adolescentes, mais montrent très vite leur puissance de feu féministe. Elles abordent les hommes dans la rue comme le feraient de vrais machos envers les femmes, draguent ouvertement, mais larguent aussi vite deux malappris qui voudraient les comparer à des poupées gonflables. Elles passent chercher leurs affaires et osent engueuler leurs supérieurs pour se faire renvoyer et toucher une prime de licenciement. Puis elles décident de partir en croisière vers le Danemark.

Au bout de quelques jours, les hommes paniquent, devant s'occuper des enfants, découvrant le travail domestique et la charge mentale. Ils cherchent à « récupérer » leurs femmes, mais celles-ci préfèrent les ignorer. Les trois amies, qui se disputent parfois, ont mieux à faire : c'est l'occasion rêvée de prendre conscience de leur situation individuelle et de cette domination, jusqu'alors acceptée, qui les colle à la cuisinière et à leur famille. C'est également le moment de faire un premier point sur leur existence, les espérances vaines, les espoirs déçus et ce qu'il reste, cependant, de crédit dans leur ligne de vie.

Wives est une réponse féminine, frondeuse, solaire et joyeuse à Cassavetes, avec sa réalisation inventive, ses dialogues improvisés, grâce aux trois formidables interprètes principales, et son esprit ironique, caustique, féroce. On rit beaucoup devant *Wives* tout en mesurant que, finalement, les choses n'ont pas tellement changé.

© MALAVIDA

Le film a été très remarqué à l'international, recevant prix et récompenses aux festivals de Locarno, Cannes et Chicago. Devant ce succès, Anja Breien a la très belle idée de retrouver deux fois le trio infernal. Le film possède ainsi deux suites, *Wives, dix ans après*, en 1985, et *Wives III, elles ont 50 ans !* en 1996, avec les mêmes idées insolentes, d'identiques éclats de rire et toujours autant de mauvais esprit. Mie, Maja et Heidrun restent irrésistibles. ■

Antoine de Baecque

À VOIR

Wives (1975)
Anja Breien,
et six autres films inédits,
en salle le 1er avril.

POUR NOS ABONNÉS

31 MARS
20H15

L'ARLEQUIN malavida

Paris



WIVES
D'ANJA BREIEN

Projection suivie
d'une rencontre
avec **Anne-Laure Brénéol,**
Malavida, **Jan Erik Holst,**
critique norvégien,
et **Antoine de Baecque**

25 places sont offertes
aux abonnés de *L'Histoire*

Inscription :
privilege-abonnes
@histoire.presse.fr

Cinéma L'Arlequin,
76, rue de Rennes
75006 Paris
www.dulaccinemas.com

L'ombre de Stroessner

Un documentaire retrace la dictature paraguayenne.

Cent vingt heures d'images d'archives : voilà ce qui reste de trente-cinq années de dictature (1954-1989) d'Alfredo Stroessner au Paraguay. A partir de ce corpus retrouvé à travers le monde, Juanjo Pereira, dans son premier long métrage documentaire, reconstruit l'histoire d'une des dictatures les plus longues du XXe siècle, dont les effets perdurent encore aujourd'hui.

Briser le silence

Le film exhume des images et en propose un montage critique depuis le présent. Il s'agit d'une forme de champ-contrechamp, qui n'a d'ailleurs pas besoin d'une voix off tellement la construction est parlante et accablante. D'un côté, l'imagerie officielle, la propagande, le culte de la personnalité d'Alfredo Stroessner, les foules mobilisées dans de grandes cérémonies collectives, l'ordre et la paix comme slogan. De l'autre, dans les documents dénichés à l'étranger, souvent commentés en anglais, en espagnol, en français, on découvre, médusé, une réalité différente : paysans spoliés, assassinats, politique de réseaux, junte militaire, liens avec les États-Unis comme protecteurs, atrocités commises sur les militants politiques, torturés et portés « disparus ».

Confrontant l'officiel et son envers, la propagande et les images invisibilisées, Juanjo Pereira donne une forme à son œuvre documentaire, parfois même audacieuse et expérimentale, jouant sur les accélérés ou les ralentis, les faux raccords, les effets de rembobinage. Il fait de la politique en soulignant la tragédie qu'est l'histoire de ce pays souvent oublié, ainsi qu'en plaçant Stroessner au centre d'une incongruité universelle qui illustre l'histoire du XXe siècle et transforme l'image martiale d'un dictateur en un personnage burlesque de la politique internationale. C'est une manière de briser le silence, mais également d'interroger toute image du pouvoir et de l'histoire : le recours à l'ironie, au ridicule, à l'humour, comme au mélodrame, est l'une des armes pour affronter le monstre Stroessner et son héritage. ■

A. de B.

À VOIR

Derrière les drapeaux, le soleil (2025)
Juanjo Pereira, en salle.

POUR NOS ABONNÉS

7 AVRIL
20H15

VRAIVRAI films

Paris



DERRIÈRE LES DRAPEAUX, LE SOLEIL
DE JUANJO PEREIRA

Projection suivie
d'une rencontre
avec **Olivier Compagnon,**
historien de l'Amérique latine,
et **Antoine de Baecque**

40 places sont offertes
aux abonnés de *L'Histoire*

Inscription :
privilege-abonnes
@histoire.presse.fr

Cinéma Le Champo,
51, rue des Écoles
75005 Paris
www.cinema-lechampo.com

Au large de Terre-Neuve

Micha Wald relate l'histoire d'une jeune femme abusée et débarquée sur une île loin de tout.



Marguerite (à droite) a été abandonnée sur une île déserte avec sa servante (à gauche) et l'homme qui l'a violée.



En 1542, Marguerite est promise à son oncle, Jean-François de La Rocque de Roberval, l'un des commandants de la troisième expédition de Jacques Cartier, équipée par François Ier vers le Canada. Sur le navire, elle fait la connaissance de Thomas d'Artois, un homme de l'équipage, qui finit par la violer. Lorsque sa grossesse est découverte en pleine traversée, Marguerite est abandonnée sur une île déserte au large de Terre-Neuve avec sa servante, Damienne, et Thomas.

« L'île des Démons »

Ce lieu, les récits l'appellent bientôt « l'île des Démons ». La « Demoiselle » y survit près de trois ans, dans un combat contre la faim, le froid, la folie et également contre l'homme qui a abusé d'elle. Après quelques livres récents, souvent des fictions, qui ont fait redécouvrir ce personnage de femme oubliée, le cinéaste Micha Wald en fait l'objet de son troisième long métrage qui, comme le premier, *Voleurs de chevaux*, mêle l'aventure avec l'histoire, le récit de survie et les costumes.

Le film a l'intérêt premier de s'appuyer sur des sources d'époque, notamment une nouvelle de *L'Heptaméron* de Marguerite de Navarre, sœur de François Ier, ou *Histoires tragiques*, un récit baroque de François de Belleforest. De même, pour la langue, les vêtements et les rencontres des Premières Nations, *L'Ile de la Demoiselle* choisit l'épure et la sobriété, ce qui est le plus souvent tout à fait convaincant. Le film parvient parfaitement à inscrire les personnes et les corps dans le paysage, rythmé par les éléments, le ressac, le vent, la pluie, les terres détrempées.

Surtout, c'est la violence qui frappe et impressionne. Violence des éléments, mais aussi d'un homme envers une femme, violence qui impose à Marguerite toutes les épreuves qu'elle endure, de l'accouchement à sa terrifiante indigence. C'est en réagissant aux brutalités que l'héroïne survit, composant un portrait de femme d'une grande force. Comme si elle ne devait son salut qu'à l'excès même du mal. ■

A. de B.

À VOIR

L'Ile de la Demoiselle
Micha Wald, en salle.

RADIO-TÉLÉ

Concordance des temps

Le 28 mars, Jean-Noël Jeanneney reçoit Julian Jackson pour « Quand *Le Monde* caricaturait de Gaulle » Le 4 avril, Éric Alary pour « Les femmes dans la France occupée ». Le 11 avril, Sylvain Venayre pour « Le Voyage et les rêves »

Le samedi à 10 heures sur France Culture.

Le fil de l'histoire

Du 30 mars au 4 avril, Stéphanie Duncan reçoit Agnès Walch pour « L'affaire des poisons a-t-elle révélé tous ses mystères ? » Du 6 au 10 avril, Emmanuel Droit pour « Comment vivre dans un régime totalitaire ? Le cas de la RDA ». Du 13 au 17 avril, Patrick Boucheron pour « La peste noire, plus grande catastrophe du Moyen Age ? »

Du lundi au vendredi à 14 h 50 sur France Inter.

Tchernobyl

Dans la nuit du 26 au 27 avril 1986, la centrale nuclaire soviétique de Tchernobyl explose. Ce documentaire montre comment s'est organisée la lutte contre la contamination radioactive.

Le dimanche 26 avril à 20 h 50 sur Histoire TV.

Sulawesi, l'île des premières images

Sur l'île indonésienne de Sulawesi, des recherches récentes ont permis de dater la plus ancienne peinture du monde, vieille d'au moins 67 800 ans. Ce documentaire de Denis van Waerebeke et Pascal Goblot plonge dans les coulisses de ces avancées.

Le samedi 18 avril à 22 h 20 sur Arte.

© KG PRODUCTIONS/STENOLA PRODUCTIONS

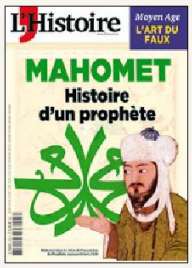
L'Histoire

Retrouvez nos anciens numéros et abonnez-vous !

1 AN - 11 nos **58€** SEULEMENT au lieu de ~~76,90~~ €*

+ 2 nos OFFERTS









ANNÉE 2024

- **Révolutionnaires sous les tsars**
  N°515 janvier 2024 | 6,90 €
- **La chute des Ming**
  N°516 février 2024 | 6,90 €
- **Portugal 1974 : la révolution des Œillets**
  N°517 mars 2024 | 6,90 €
- **Vie et mort de la « Françafrique »**
  N°518 avril 2024 | 6,90 €
- **Les amours au Moyen Age**
  N°519 mai 2024 | 6,90 €
- **Le sionisme**
  N°520 juin 2024 | 6,90 €
- **La violence et la guerre (numéro double)**
  N°521-522 juil-août 2024 | 7,90 €
- **Août 1944 : 7 jours pour libérer Paris**
  N°523 septembre 2024 | 6,90 €
- **La grande aventure de la Compagnie des Indes**
  N°524 octobre 2024 | 6,90 €
- **Secrets et mensonges d'État**
  N°525 novembre 2024 | 6,90 €
- **Ces paysans qui ont fait la France**
  N°526 décembre 2024 | 6,90 €

ANNÉE 2025

- **Naissance de Byzance Justinien un empereur chrétien en Orient**
  N°527 janvier 2025 | 6,90 €
- **Guerre de Crimée**
  N°528 février 2025 | 6,90 €
- **France 1945 : tout est possible !**
  N°529 mars 2025 | 6,90 €
- **Liban. Le pays déchiré**
  N°530 avril 2025 | 6,90 €
- **Haïti. La révolution des esclaves**
  N°531 mai 2025 | 6,90 €
- **La conquête de l'Algérie**
  N°532 juin 2025 | 6,90 €
- **Le Nil, histoire d'un fleuve (numéro double)**
  N°533-534 juil-août 2025 | 7,90 €
- **Marc Bloch : l'historien combattant**
  N°535 septembre 2025 | 6,90 €
- **La naissance du Saint Empire**
  N°536 octobre 2025 | 6,90 €
- **Mahomet, Histoire d'un prophète**
  N°537 novembre 2025 | 6,90 €
- **Les juges et le pouvoir**
  N°538 décembre 2025 | 6,90 €

LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE

De véritables livres au prix d'un magazine.





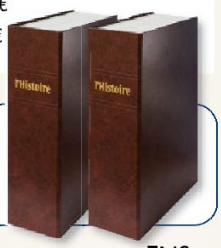


ANNÉE 2024

- N°102 : **La Pologne. Mille ans d'une nation** | 9,90 €
- N°103 : **L'Espagne de Franco. Un pays broyé** | 9,90 €
- N°104 : **Etats-Unis. Les fièvres d'une démocratie** | 9,90 €
- N°105 : **Paris au Moyen Age. La ville monstre** | 9,90 €

ANNÉE 2025

- N°106 : **Les Palestiniens** | 9,90 €
- N°107 : **Cambodge : d'Angkor au génocide khmer rouge** | 9,90 €
- N°108 : **Le terrorisme** | 9,90 €
- N°109 : **Les Balkans** | 9,90 €



Conservez vos numéros dans l'un de ces élégants coffrets

- **L'écrin 12 nos** 18€90
- **L'écrin 12 nos + 4 nos des Collections** 21€90

Retrouvez sur www.lhistoire.fr l'intégralité des numéros disponibles, des dossiers pour préparer les concours : ENS...

Bon de commande Spécial 2026

À renvoyer sous enveloppe affranchie à : L'Histoire - VPC
45 avenue du Général Leclerc 60643 Chantilly Cedex - commandes@histoire.presse.fr

J'indique les coordonnées de l'abonnement : ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : Pays :

Tél.**

** Recommandé pour la livraison

☐ J'accepte de recevoir par mail, des offres de L'Histoire.

			TOTAL
L'abonnement à l'Histoire : 1 an - 11 numéros + 2 n° GRATUITS Indiquez les 2 numéros GRATUITS souhaités :		58,00 €	____€
Indiquez ci-dessous vos numéros souhaités :	**Quantité**	**Prix unitaire**	
■ L'HISTOIRE			
	____	7,90 €	____€
	____	6,90 €	____€
■ LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE			
	____	9,90 €	____€
■ L'écrin L'HISTOIRE 12 numéros	____	18,90 €	____€
■ L'écrin L'HISTOIRE 16 numéros	____	21,90 €	____€
FRAIS DE PORT : France métropolitaine (Pour l'étranger : nous contacter) **1€** par numéro **10€** de 1 à 5 écrins, **23€** de 6 à 10 écrins, **35€** de 11 à 15 écrins, (au-delà nous consulter).	____ ____		____€ ____€
TOTAL DE MA COMMANDE (Frais de port inclus)			____€

☐ **Oui,** je profite de l'offre d'abonnement spécial 2026 à L'Histoire 1 an - 11 nos pour 58 € au lieu de ~~76,90~~ € avec les 2 nos OFFERTS, de mon choix, que j'indique ci-contre. Je règle aujourd'hui par chèque à l'ordre de L'Histoire.

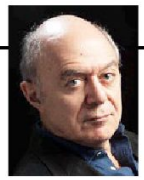
P542

☐ **Oui,** je souhaite compléter ma collection et recevoir dans les 10 jours, ma commande ci-contre. Je règle aujourd'hui par chèque à l'ordre de L'Histoire ou pour tout paiement par CB, rendez-vous sur le site : **www.lhistoire.fr**
Votre commande sera expédiée à réception de votre règlement.

VP0542

*Vous pouvez acquérir séparément 10 nos à 6,90 €, 1 n° double à 7,90 €.

Les Éditions L'Histoire, situées au 41bis avenue Bosquet, Paris 7e, et qui éditent L'Histoire, sont responsables de traitement et collectent des données afin de servir votre commande. Vos données pourront être transmises à d'autres organismes (presse, VAD, caritatif) et sont conservées pour une durée de 3 ans à partir de votre dernier achat. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité, d'opposition, d'effacement au traitement de vos données et définir vos directives post-mortem à l'adresse mail suivante : dpo@lhistoire.fr. Les Éditions L'Histoire disposent d'un délégué à la protection des données pouvant être contacté au 41bis avenue Bosquet, Paris 7e ou à l'adresse mail dpo@lhistoire.fr



Le Puy qui rend fou

Cela n'a guère de sens de dénoncer l'emprise idéologique droitière sur le Puy-du-fou pour ensuite inviter à la reproduire de l'autre bord.

Considérant, en étant à jeun et doué de toutes nos facultés, que :

1. Le Puy-du-Fou, parc à thème pour les jeunes de 7 à 77 ans, créé par Philippe de Villiers en 1977 dans le haut bocage vendéen, connaît depuis des années un succès populaire qui ne s'est jamais démenti et le classe en deuxième position par sa fréquentation (3 millions de visiteurs en 2025), dépassant le parc Astérix, mais derrière les établissements Disney.

2. Ledit Puy-du-Fou propose, dans un esprit Bisounours, une vision révisée de l'histoire de France suscitant la nostalgie d'un passé mythifié où régnaient la paix et la concorde entre les habitants. Il raconte des histoires, donc des aventures incarnées par des personnages héroïques au gré de grands tableaux de genre. Ce qui explique que, malgré les préventions exprimées par nombre d'historiens contre cette version tronquée, des enseignants en usent comme d'un outil pédagogique.

3. L'une des clés de la réussite du Puy-du-Fou, outre sa scénographie et son grand art du spectacle vivant, vient justement du fait qu'il n'affiche pas la couleur, se voulant *« ni de gauche ni de droite mais universel »,* son idéologie contre-révolutionnaire passant en contrebande – ce qui est bien plus efficace.

De droite ou de gauche, c'est une instrumentalisation politique de l'histoire et le procédé est détestable

4. L'histoire étant une passion française, le député de la Somme François Ruffin, candidat à la primaire de la gauche unitaire pour l'élection présidentielle de 2027, s'est mis en tête de réenchanter la politique par la culture. D'où son projet de parc à thème proposant un Puy-du-Fou alternatif placé sous la haute tutelle des deux personnages historiques qui lui ont parlé dans son sommeil : le président américain Franklin D. Roosevelt (1882-1945), qui releva son pays de la Grande Dépression en faisant appel à son âme par le biais de ses artistes et créateurs, et Thomas Jolly (1982), grand ordonnateur de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris avec décapitation et banquet de Bacchus. Voilà de quoi effectivement porter un récit national susceptible de relever le moral d'une nation en pleine déprime.

5. Persuadé que *« Disneyland, c'est le nouveau Lourdes ! »* par sa conquête de plusieurs générations, le député de la Somme veut se réapproprier le récit national comme il le fait déjà en encourageant les Picards coiffés de bonnets phrygiens à détruire symboliquement une Bastille en carton le 14 juillet dans un square d'Amiens Nord, mais cette fois sur une échelle XXL. Dès lors que François Ruffin a évoqué son projet comme *« un Puy-du-Fou de gauche »* qui traiterait *« de l'esclavage, des pages sombres comme des pages de lumière »* de notre passé, le ciel lui est tombé sur la tête, notamment du côté des réseaux sociaux : *« Un Puy-du-Fou de gauche existe déjà à l'Assemblée nationale, inutile de recruter des intermittents… », « La fête de l'Huma, c'est pas déjà un Puy du Fou de gauche ? »,* etc.

6. Il est vrai que cela n'a guère de sens de dénoncer l'emprise idéologique, droitière, sur le Puy-du-Fou pour ensuite inviter à la reproduire mais de l'autre bord. De droite ou de gauche, c'est toujours une instrumentalisation politique de l'histoire et le procédé est détestable. Les historiens n'ont pas été en reste dans cette controverse : *« Niveau zéro de la réflexion… primitif »* (Nicolas Offenstadt). Des médiévistes surtout sont montés au créneau : William Blanc et Christophe Furon se sont insurgés quand un autre médiéviste, Arnaud Fossier, a défendu le projet qu'il avait d'ailleurs indirectement inspiré par une tribune libre parue dans *Le Monde* en septembre 2025.

7. A la lecture de ces attendus, nous décrétons le projet d'un « Puy-du-Fou de gauche » comme nul en raison de la logique viciée qui y préside. Par conséquent, nous proposons un projet si virtuel qu'il en resterait à l'état de maquette faute de financement et de mécénat, et serait confié à des dramaturges, des écrivains, des metteurs en scène, des comédiens et, soyons fous, à des historiens. ■

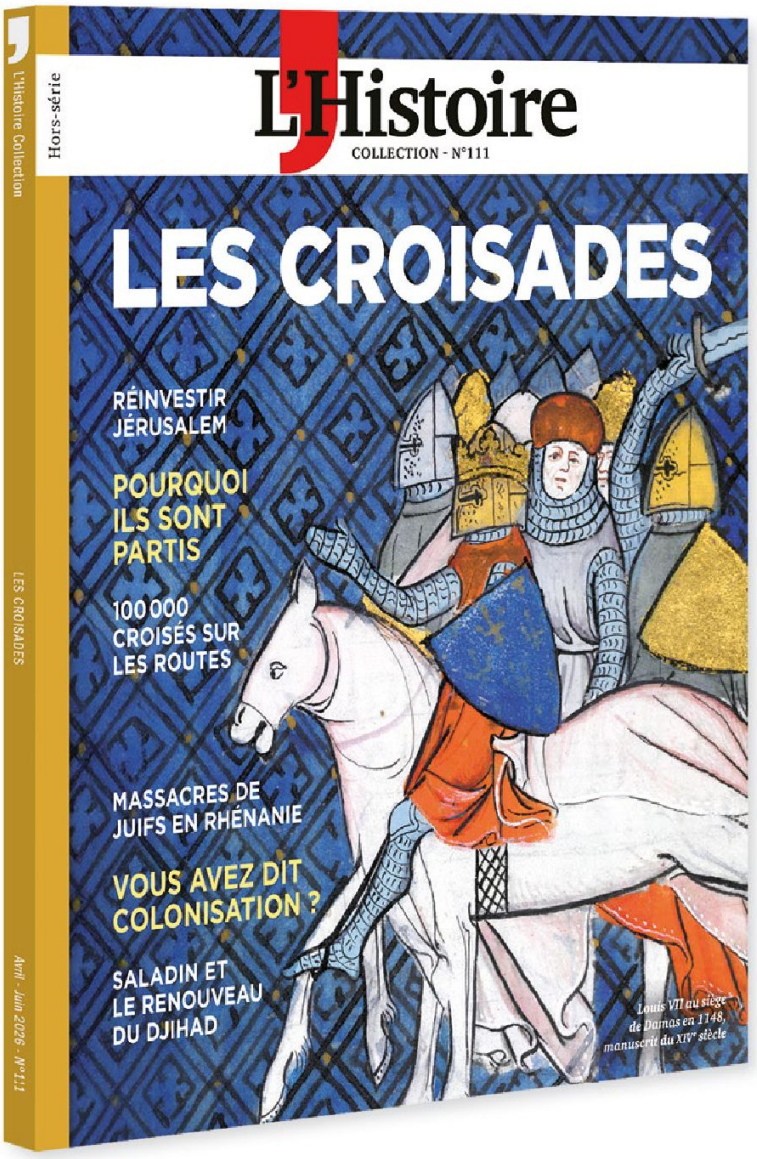
Pierre Assouline est membre du comité scientifique de L'Histoire*, il vient de publier* Tenez bon *(Robert Laffont)*

@ Retrouvez toutes les « Cartes blanches » sur www.lhistoire.fr
A suivre également sur larepubliquedeslivres.com

PHOTO PERSONNELLE

Le mook
des passionnés
d'histoire

Trimestriel
132 pages



**Le 2 avril 2026,
en kiosque, en librairie
et sur www.lhistoire.fr**

La croisade fut un phénomène sans précédent, mobilisant peut-être jusqu'à 100 000 participants à la fin du XIe siècle. Des États latins sont fondés au Proche-Orient, où, durant deux siècles, se construit une société originale, mêlant les influences orientales et occidentales. Tandis que, des deux côtés de la Méditerranée, s'affirme le pouvoir des hommes de guerre.

L'Histoire
COLLECTION

ARCHIVES NATIONALES

LAFAYETTE



ENTRE FRANCE ET AMÉRIQUE

HISTOIRE ET LÉGENDE

1ER AVRIL
14 JUILLET 2026

ENTRÉE LIBRE

DU LUNDI
AU VENDREDI
10H00-17H30

SAMEDI
ET DIMANCHE
14H00-19H00

FERMÉ LE MARDI ET LE 1ER MAI

Jean-Antoine Houdon, *Lafayette*, 1790
Musée National des Châteaux de Versailles et de Trianon, MV1573
© Château de Versailles, Dist. GrandPalaisRmn / Christophe Fouin

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

En partenariat avec
LAFAYETTE COLLEGE

Avec la participation exceptionnelle de
FONDATION Chambrun
MUSÉE CARNAVALET HISTOIRE DE PARIS

Partenaires média
connaissance des arts
L'Histoire
HISTORIA

Plus d'informations